

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE HISTORIQUE
SUR LA
FORMALITÉ DE L'ENREGISTREMENT
ET LES
IMPOTS DE MUTATION
DEPUIS L'ANTIQUITÉ JUSQU'À LA LOI DE 1790

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(Sciences politiques-économiques)

Présentée et soutenue le Lundi 12 Juin 1911, à 1 h. 1/2

PAR

MARCEL RIBARDIERE

Président : M. WAHL.

Suffragants : { MM. AUDIBERT, professeur
JÈZE, agrégé

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1911

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses :
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE HISTORIQUE
SUR LA
FORMALITÉ DE L'ENREGISTREMENT
ET LES
IMPOTS DE MUTATION

DEPUIS L'ANTIQUITÉ JUSQU'A LA LOI DE 1790

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(Sciences politiques-économiques)

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

sera soutenu le Lundi 12 Juin 1911, à 1 h. 1/2

PAR

MARCEL RIBARDIERE



Président : M. WAHL.

Suffragants : { MM. AUDIBERT, *professeur*
JÈZE, *agrégé*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1911



Digitized by the Internet Archive
in 2026

PRÉFACE

En présence du rôle de plus en plus prépondérant joué dans notre organisation fiscale par la formalité de l'enregistrement et les impôts de mutation, il nous a paru intéressant de rechercher quels avaient été les précédents historiques tant de l'enregistrement que des impôts de mutation. Les deux choses sont d'ailleurs en corrélation si étroite qu'aujourd'hui le mot de mutation éveille aussitôt l'idée d'enregistrement, tant nous sommes habitués à allier le paiement de l'impôt à l'accomplissement de la formalité.

Différentes définitions de l'enregistrement ont été proposées, mais dans toutes ces définitions, on trouve le souci de condenser dans une formule les opérations si compliquées qu'éveille aujourd'hui dans notre esprit le mot enregistrement. Parmi les auteurs de définition, les uns s'étendent surtout sur la fonction administrative et légale, d'autres sur la fonction fiscale.

Sans vouloir ajouter une définition nouvelle à celles

déjà produites, nous observerons seulement que dans notre étude nous chercherons surtout à mettre en relief les moyens par lesquels, aux époques les plus diverses, les gouvernements ont cherché et réussi à se créer des revenus considérables par l'application de formalités qu'on prétendait hautement n'avoir été créées que dans le seul intérêt des particuliers.

S'il nous fallait cependant produire une définition de l'enregistrement, tout au moins de l'enregistrement tel qu'on pouvait le concevoir au lendemain de la loi de l'an VII, nous dirions avec M. Demante : « L'enregistrement est une formalité qui consiste dans la relation des actes et des mutations sur un registre à ce destiné par la loi. Cette formalité a un double but : 1^o Elle sert de contrôle au ministère des officiers rédacteurs des actes authentiques, elle confère date certaine aux actes sous-seings privés. Par là, l'administration de l'enregistrement accomplit un service public dans l'intérêt des citoyens ; 2^o elle est la base d'une contribution. »

Mais aujourd'hui, et par suite des lois multiples qui sont venues étendre le champ d'application et même le but de l'enregistrement, cette définition n'est plus exacte.

Tout d'abord, certains droits d'enregistrement sont perçus au moyen d'une simple recette, sans mention ni de la nature des actes ni du nom des parties. D'autres droits d'enregistrement, tout en gardant leur nom se sont trans-

formés en des taxes d'abonnement perçues non plus sur des actes ou des mutations, mais sur la valeur d'un patrimoine ou d'un ensemble de biens. Enfin, on tend à substituer à l'analyse des actes et déclarations la remise de documents émanés des parties, fournissant les éléments de la perception, déposés et classés au bureau de l'enregistrement (1).

D'ailleurs, l'inscription sur un registre n'est pas plus la caractéristique de l'enregistrement qu'elle n'en est un élément essentiel, car elle est également pratiquée pour les droits d'hypothèque et un grand nombre de contributions indirectes.

De nos jours, l'enregistrement est surtout un impôt frappant les actes et les mutations. Sans doute, les mêmes caractères sont présentés par le timbre et aujourd'hui l'identification entre les deux impôts est telle qu'on saurait difficilement en donner des définitions parfaites et distinctes.

Aussi, dirons-nous avec M. Wahl : « On ne peut donner qu'une définition générique des droits de timbre et d'enregistrement : c'est l'ensemble des droits sur les actes et mutations et des taxes annuelles créées en remplacement de droits d'actes et de mutations supprimés. Si l'on veut distinguer ces deux impôts l'un de l'autre, on ne peut dire

(1) WAHL, *Droit fiscal*, I, p. 5.

qu'une chose : c'est qu'*en principe* le droit d'enregistrement est perçu à la suite de l'analyse d'un acte ou d'une mutation sur un registre, le droit de timbre, par l'apposition du timbre sur un acte ou par l'usage d'un papier préalablement timbré (1).

L'utilité et la légitimité de l'enregistrement ainsi défini sont, à notre avis, indiscutables. L'acquéreur, en effet, a besoin pour devenir et rester propriétaire de toute la protection des lois, il est donc juste qu'il paie le service rendu. Ce serait cependant une erreur de croire que ces considérations philosophiques ont influé sur les législateurs qui, surtout à l'origine, se sont bien moins préoccupés du fondement légal des impôts qu'ils créaient que du recouvrement et du rendement de ces impôts. Depuis lors, on a cherché à perfectionner l'organisme déjà existant sans chercher à le justifier.

Quæ quanquam gravia sunt, tamen consuetudine jam pro nihilo habentur (Salluste. Jugurtha).

Nous nous bornerons donc dans cette étude à exposer quelles furent les formalités dont découle historiquement l'enregistrement, et quels furent les impôts qui, rançon de ces formalités, sont les ancêtres de nos impôts de mutation actuels.

(1) WAHL, *Droit fiscal*, I, p. 8.

ÉTUDE HISTORIQUE
SUR LA
FORMALITÉ DE L'ENREGISTREMENT
ET LES
IMPOTS DE MUTATION
DEPUIS L'ANTIQUITÉ JUSQU'A LA LOI DE L'AN VII

CHAPITRE PREMIER

L'ENREGISTREMENT DANS L'ANTIQUITÉ

Dès la plus haute antiquité, les législateurs ont senti le besoin qu'il y avait d'assurer par des prescriptions légales appropriées l'authenticité des actes et la conservation de leurs dispositions.

Parmi ces prescriptions, une des plus anciennes et des plus usitées est sans contredit l'enregistrement.

Il devait d'ailleurs venir naturellement à l'idée du législateur de conserver les dispositions fondamentales des actes par la transcription de ces dispositions sur un registre spécial.

« Mais, comme le dit M. Francisque Renaud, on comprend qu'une institution de cette nature ne puisse exister que dans un milieu social jouissant d'une organisation

administrative suffisamment complète et pouvant disposer de procédés graphiques relativement perfectionnés. Aussi, parmi les anciens peuples, ne rencontre-t-on l'enregistrement en usage que chez les plus civilisés : les Grecs, les Egyptiens et surtout les Romains. Quant aux Gaulois, tant qu'ils vécurent sous le gouvernement de leurs druides, ils ne connurent guère de formalités juridiques autres que les mythes ou symboles familiers aux théocraties, mais lorsque, placés sous la domination de Rome, ils furent dotés du régime municipal romain, ils virent alors se propager dans leurs cités l'application des formalités de la nouvelle procédure romaine au nombre desquelles se trouvait l'enregistrement » (1).

D'autre part, les gouvernants aperçurent vite dans cette formalité le moyen d'augmenter leurs revenus en organisant un impôt qui fut comme la rançon de l'authentification des actes enregistrés.

Nous allons donc étudier successivement ce qu'était l'enregistrement, soit comme formalité, soit comme moyen fiscal, d'abord chez les Grecs, puis en Egypte et à Rome.

SECTION I

L'enregistrement et les impôts de mutation en Grèce.

De très bonne heure, les Grecs, et surtout les Athéniens, se préoccupèrent d'assurer l'authentification en

(1) Francisque RENAUD, *Recherches historiques sur l'enregistrement*, *Rev. de législation*, 1872-2, p. 233.

même temps que la publicité et la conservation des actes translatifs de propriété. Nous trouvons trace de cette préoccupation dans les ouvrages des philosophes de l'époque et notamment de Platon, dont les législateurs grecs s'inspirèrent pour élaborer les différentes lois qui organisèrent plusieurs siècles avant notre ère une formalité se rapprochant beaucoup de notre enregistrement, mais ayant aussi beaucoup d'analogies avec la transcription.

Platon, dans son *Traité des lois*, soumettait, sans distinction, toutes les ventes, mobilières ou immobilières, à une condition de publicité consistant dans l'obligation de contracter ces ventes dans le lieu qui avait été assigné sur le marché aux choses faisant l'objet du contrat.

Il est certain cependant que le droit positif des villes grecques, et notamment d'Athènes, ne donnait pas entière satisfaction aux exigences du philosophe et qu'il ne visait que les actes translatifs de droits réels.

Les prescriptions du droit positif grec sur cette matière nous ont, en effet, été conservées par Aristote dans sa *Politique* (liv. VII, chap. v), et par Théophraste, dans son *Traité des lois*. D'une façon générale, ces prescriptions peuvent se résumer dans l'obligation de transcrire un extrait des contrats emportant translation de propriété immobilière. Cette transcription qui se faisait ordinairement sur une stèle de marbre s'appelait *αναγραφή* et complétait la translation de propriété en la rendant opposable aux tiers.

Mais outre cette publicité postérieure au contrat, il y avait des mesures de publicité qui en précédaient la signature et consistaient principalement dans l'apposition d'affiches dans les lieux où siégeaient les principaux magistrats, 60 jours au moins avant la réalisation du contrat.

« La vente, écrit Théophraste, est affichée à l'avance dans le lieu où siège le magistrat, pendant 60 jours au moins, et l'acheteur paie le centième du prix pour qu'il soit libre à tout venant de réclamer et de contester, et que l'on sache, par le paiement du droit, quel est le juste acquéreur. »

Nous voyons donc apparaître le premier impôt de mutation. L'acheteur devait se présenter chez un fonctionnaire dont nous ignorons le titre exact et verser entre ses mains un droit de mutation égal à la centième partie du prix de la vente.

Le fonctionnaire indiquait sur ses tablettes le versement de ce centième, il constatait en même temps l'aliénation qui venait de s'accomplir en désignant le vendeur ainsi que le nouveau propriétaire qui dorénavant lui était substitué. L'acte de vente prenait ainsi date certaine et tirait de l'accomplissement de cette formalité des avantages analogues à ceux que l'enregistrement confère de nos jours aux actes translatifs sous signatures privées.

Au fond, le fonctionnaire tenait registre non des ventes mais du droit fiscal acquitté par les acquéreurs, ce qui, en fin de compte, revient au même.

Il est facile de reconstituer exactement en quels termes se faisait cet enregistrement grâce aux documents épigraphiques qui nous sont parvenus.

M. Caillerner, dans son étude sur le contrat de vente à Athènes, parue dans la *Revue de Législation*, 1870-1871, p. 647, cite une inscription qu'il croit remonter à la deuxième moitié du IV^e siècle avant notre ère : « Leontios, fils de Calliadès, du dème d'Epicephisia, a vendu un fonds de terre situé dans le dème de Cothocidès. L'acheteur est Mnésimaque du dème de Cothocidès ; le centième est de deux drachmes et trois oboles. »

D'autres formules d'enregistrement de contrat de vente se trouvent mentionnées dans l'Etude de M. Dareste sur la Transcription des ventes en droit hellénique (1).

Ces formules ont été relevées sur des fragments de stèle de marbre assez mutilés, remontant au IV^e siècle. Parmi les formules suffisamment conservées pour donner une traduction certaine, nous trouvons celle-ci :

« Les hiéromnémons d'Héraclès, Charisandros, fils de Democritos, Démoclès, fils de.... d'Alopèque, ont vendu un terrain à Alopèque. Acheteur Lysicrates, fils de Lysimaque d'Aténé. Total : 13 talents, 3.300 drachmes, dont le centième est 813 drachmes. »

Peut-être pensera-t-on que ces indications étaient un

(1) *Nouvelle revue historique de droit français et étranger*, 1884, p. 373 et suiv.

peu sommaires et laissaient quelque peu à désirer. C'était aussi, semble-t-il, l'opinion de Théophrate, lequel, dans son *Traité des lois*, cite, en exemple, des législations plus perfectionnées que la loi grecque :

« On ne doit pas oublier que dans les affiches, dans les proclamations, et dans tout ce qui tend à provoquer des oppositions, il ne faut voir pour le tout ou la plus grande partie que des expédients destinés à suppléer à l'absence d'une autre loi. Car, chez les peuples qui ont des registres contenant l'indication des biens et des contrats qui s'y rapportent, on peut apprendre par les registres si les biens sont libres et sans charges, et si le vendeur est réellement propriétaire. Dans ces pays, en effet, le magistrat porte immédiatement sur les registres le nom de l'acquéreur (1). »

Bien que ces proclamations et la transcription subséquente ne semblent être pour Théophraste que des pis-aller, le philosophe nous indique lui-même en quelques mots l'utilité pratique de ces formalités.

« Elles ont cet avantage que tous les intéressés sont avertis et peuvent mettre en mouvement leurs réclamations ou leurs oppositions, et que les percepteurs de l'impôt découvrent facilement le véritable acquéreur astreint pour l'avenir à supporter la charge des contributions foncières. »

Un autre témoignage de la pratique d'une sorte d'enre-

(1) DARESTE, *loc. cit.*, p. 648.

gistrement à Athènes nous est fourni par le grammairien Hesychius :

« Il était ordinaire, écrit Hesychius, de porter à la connaissance du public, par des inscriptions sur des tablettes blanches ou sur des planches de bois enduites de craie, les ventes de fonds de terre ou d'esclaves. L'inscription comprenait la désignation du bien ou de l'esclave et le nom de l'acheteur. Elle avait cette utilité que lorsqu'une personne voulait contester les droits de l'acquéreur, celui-ci n'avait aucune inquiétude, il lui suffisait en effet de se référer aux tablettes » (1).

Sans doute, ces citations pourraient faire croire que les formalités pratiquées à Athènes n'étaient qu'une sorte de transcription fort différente de l'enregistrement. A notre avis, ce serait une erreur. L'intérêt des tiers et la sécurité de la propriété n'étaient pas le seul but des formalités que nous avons étudiées. L'intérêt fiscal ressort très nettement d'abord dans la perception du droit de centième dernier et surtout dans la connaissance des débiteurs de l'impôt procurée par l'inscription de la mutation sur les tablettes des fonctionnaires. Nous pensons que ce sont là des éléments suffisants pour pouvoir dire qu'on pratiquait à Athènes une formalité qui, quoique se rapprochant beaucoup de la transcription, n'en présentait pas moins des analogies avec l'enregistrement.

On a beaucoup discuté sur la nature des taxes perçues

(1) CAILLEMER, *loc. cit.*, p. 667.

à l'occasion des ventes ainsi que sur le montant de ces taxes.

Certains auteurs grecs évaluent la taxe à 20 0/0, d'autres à 10 0/0 ; nous devons donc en conclure que la proportion de l'impôt avec le prix de vente variait suivant les cas.

Quel que fût le montant de la taxe, il nous paraît certain que c'était là un droit de mutation. Certains auteurs cependant se sont ingéniés à expliquer d'une autre façon le versement de ce droit, certains n'ont voulu y voir qu'un versement anticipé fourni à titre de cautionnement par les fermiers des impôts. Cette opinion, soutenue notamment par Bake, n'a recueilli que peu d'adhérents.

D'autres auteurs, dont M. Buchsenschutz, ont prétendu que la taxe exigée pour les ventes immobilières ne profitait pas à l'Etat, ce n'était, d'après eux, qu'une sorte de caution judiciaire destinée sans doute à garantir les tiers qui élèveraient plus tard des contestations sur la régularité de la vente et qui obtiendraient des dommages et intérêts.

Mais si cette opinion était conforme à la vérité, nous pensons, avec M. Caillemér, que la taxe du centième aurait dû être mise à la charge du vendeur lequel seul, en principe, peut être tenu d'une obligation envers les tiers(1).

Pour que l'opinion de M. Buchsenschutz pût être admise tout au moins aurait-il fallu que l'acquéreur eût

(1) CAILLEMÉR, *loc. cit.*

payé la taxe du centième en déduction de son prix d'acquisition. Or, les textes nous montrent qu'au contraire c'est l'acheteur qui est débiteur du centième qu'il paye lorsqu'il fait remplir les formalités de l'ἀναγραφή sans cesser pour cela d'être débiteur envers le vendeur de toute la somme fixée au contrat.

Il faut donc conclure avec la majorité des auteurs que le centième denier (εκατοστή) des ventes immobilières était un véritable droit de mutation perçu à l'occasion de l'accomplissement d'une formalité tenant à la fois de l'enregistrement et de la transcription.

SECTION II

Les impôts de mutation et l'enregistrement en Egypte.

L'histoire juridique de l'Egypte peut se répartir en trois périodes.

1^o La période des anciens Pharaons où l'on suit les lois élaborées par Bocchoris vers l'an 700 avant Jésus-Christ.

2^o La période des Lagides, consécutive à la conquête de l'Egypte, par Alexandre le Grand (322 av. J.-C.) ;

3^o Enfin, la période pendant laquelle l'Egypte, devenue province romaine, voit s'appliquer, parallèlement aux lois des vainqueurs, l'ancien droit égyptien et les lois macédoniennes.

§ 1. — Période des anciens Pharaons.

Dans l'ancien droit égyptien, après les réformes de Bocchoris, sept siècles environ avant notre ère, tous les contrats étaient unilatéraux. Ainsi, par exemple, pour la vente, dans un premier contrat, l'acheteur payait le prix ; dans un deuxième contrat, qui constituait l'acte de vente proprement dit, le vendeur qui avait reçu le prix, transférait la propriété à l'acheteur. C'est ce qui explique pourquoi dans les contrats de vente de cette époque qui nous sont parvenus, le prix de la vente n'est pas mentionné, le vendeur dit seulement qu'il l'a reçu.

D'autre part, Bocchoris attachait une extrême importance à la distinction de la propriété et de la possession. De là, une source de complications dans les ventes. Dans toute vente la cession de la propriété du bien vendu et celle de l'usage ou de la possession de ce bien, devaient être faites par des actes séparés que nous allons esquisser rapidement.

Le premier de ces actes s'appelait « l'écrit pour l'argent ». C'était l'acte le plus important, celui où le vendeur déclarait avoir reçu le prix de la vente, c'était le seul qu'on dut faire enregistrer.

L'acte dit « l'écrit pour l'argent » était suivi d'un acte d'adjuration appelé *sturiosis*, serment solennel où le vendeur prenait à témoin Ammon, roi des Dieux, et appelait sur sa tête les vengeances célestes s'il manquait à ses en-

gagements. On devait probablement conserver, dans les archives des temples, un procès-verbal de ce serment, qui n'avait dû être établi que dans un but de publicité, aussi tomba-t-il en désuétude sous les Lagides qui, comme nous le verrons bientôt, organisèrent un autre mode de publicité, en exigeant l'enregistrement sur des registres publics de tous les actes emportant aliénation (1).

Puis venait l'acte de cession ou d'investiture appelé « acte d'oui », par lequel le vendeur mettait l'acheteur en possession du bien dont il lui avait précédemment transféré la propriété : « Je te fais abandon ou je te donne investiture de ton bien.... » C'était cet acte qui donnait l'entrée en jouissance de la propriété (2).

Nous n'avons pas de détails sur la façon dont Bocchoris avait réglementé l'enregistrement des actes dits « l'écrit pour l'argent », pas plus que sur la façon dont étaient rédigés et conservés les serments dits *sturiosis*. Les historiens nous ont seulement transmis la mention de l'existence de ces formalités dont l'application ne nous est bien connue qu'à partir des Lagides.

Non seulement les anciens Egyptiens connaissaient l'enregistrement, mais ils payaient encore des impôts de mutation. Aristote, dans son *Economique*, nous apprend en effet que bien avant la domination grecque, Taos avait établi, sur les ventes de blé, l'impôt d'une obole par

(1) DARESTE, *Nouvelle revue historique*, 1892, p. 673.

(2) DARESTE, *Nouvelle revue historique*, 1892, p. 673.

artabe, que devait payer le vendeur aussi bien que l'acheteur.

§ 2. — Période des Lagides.

Bien que Ptolémée et ses descendants se soient efforcés de respecter les lois égyptiennes, ils introduisirent cependant certaines institutions grecques destinées surtout à assurer le recouvrement des impôts.

a) *Enregistrement.* — Les papiers recueillis en Egypte depuis un siècle établissent de façon irréfutable que, sous les Lagides, les contrats égyptiens étaient soumis à un double enregistrement.

Tout d'abord, les contrats rédigés en égyptien devaient être traduits en grec pour subir la formalité. Cette traduction était nécessitée par le fait que la plus grande partie des fonctionnaires étaient d'origine grecque.

Les actes translatifs de propriété immobilière étaient présentés, en premier lieu, à un fonctionnaire appelé trapezite pour qu'il pût faire, sur les rôles des contributions, les changements que l'aliénation rendait nécessaires.

Les papyrus grecs du Louvre et de la Bibliothèque nationale nous donnent une idée exacte des énonciations que le trapezite portait sur son registre (1).

Ces énonciations étaient suffisantes pour que l'acqué-

(1) *Notices et extraits des manuscrits*, XVIII, II^e partie, p. 151 et 255.

reur, qui plus tard perdait son titre de propriété, pût suppléer à la production de l'acte original par la présentation d'un extrait du registre tenu par le trapézite.

La Trapézè était une Banque royale chargée de recevoir les droits (dixième, vingtième), prélevés sur les contrats de vente, les prix d'achat des terres mises aux enchères par le fisc, en définitive, la trapézè faisait le service du budget actif (1).

Mais la Trapézè était organisée de façon à fonctionner également pour les dépenses de l'Etat ou pour le service du budget passif.

Les fonctionnaires de la Trapézè, ou trapézites, étaient bien distincts des fermiers d'impôt avec lesquels on les a quelquefois confondus.

C'étaient, comme nous l'avons dit, de véritables banquiers chargés non seulement de toucher les sommes produites par les taxes, mais de payer les sommes dues par le Trésor, leurs fonctions avaient en définitive beaucoup d'analogie avec celles de nos trésoriers payeurs-généraux actuels.

En instituant l'enregistrement trapézitique, les Lagides n'ont donc pas voulu établir précisément un usage destiné à aider les fermiers dans la perception des impôts, pour ravir aux indigènes le secret de leurs actes ou les rapprocher des magistrats grecs. Nous pensons, avec M. Lumbroso, que c'était avant tout un procédé intro-

(1) LUMBROSO, *Recherches sur l'économie politique de l'Egypte*, p. 330.

duit en faveur du gouvernement et des contribuables vis-à-vis des fermiers et traitants. Grâce à cette formalité, il y avait en effet un contrôle incessant exercé par les banquiers sur les particuliers qui affermaient les recettes ; cela assurait, à l'Etat, l'exacte connaissance des actes, et aux contribuables qui avaient tout intérêt à ce qu'un contrôle fût exercé, l'avantage de ne pas être laissés seuls à seuls avec les fermiers (1).

L'acte devait être d'abord présenté au fermier, lequel faisait la diagraphé, c'est-à-dire calculait que sur le pied de l'impôt en vigueur il y avait tant à payer pour tel prix d'achat.

Ce décompte de l'impôt était visé par l'antigraphe ou contrôleur.

Après ce visa du contrôleur, l'acte passait au trapézite. Ce dernier en faisait l'enregistrement qui valait quittance et signait.

Le trapézite, au nom du gouvernement, prélevait donc directement les impôts dus sur les actes présentés et mettait les sommes reçues au compte du fermier.

C'était en définitive une sorte de régie qui offrait pour le gouvernement l'avantage d'avoir dans le fermier un homme ou une société, responsable, taillable à merci, et assurant l'entrée de la somme prévue au contrat même si les impôts perçus étaient insuffisants.

A côté de l'enregistrement fiscal qu'était cet enregis-

(1) LUMBROSO, *loc. cit.*

trement trapézitique, les contrats de cette époque qui nous sont parvenus, présentent parfois une autre mention, plus sommaire, d'une écriture différente.

Cette mention atteste que l'acte a été transcrit par un fonctionnaire qui prend le titre de « chargé du greffe ».

En effet, sous le règne de Philométor ou d'Evergète, un magistrat nommé Ariston avait prescrit d'enregistrer les contrats égyptiens :

Nous possédons aujourd'hui une lettre curieuse dans laquelle Paniscus, l'un des greffiers chargés de cet enregistrement, rendit compte à Ptoleinée de la manière dont les instructions d'Ariston étaient exécutées par lui et par ses collègues : « Ils font décrire par un scribe le contrat qui leur est présenté, puis ils indiquent les noms des contractants et ceux de leurs parents, ils analysent sommairement l'opération qui a été faite, ils attestent par leur signature que l'enregistrement a eu lieu, ils mentionnent enfin la date du contrat et celle de l'enregistrement » (1).

Ces formalités remplies sur leurs registres, ces greffiers inséraient dans l'acte original une courte phrase annonçant que toutes les prescriptions avaient été observées.

Cet enregistrement s'appelait $\alpha\nu\alpha\gamma\gamma\alpha\varphi\epsilon\iota$, tandis qu'on désignait l'enregistrement trapézitique sous le nom de $\delta\iota\alpha\gamma\gamma\alpha\varphi\epsilon\iota$.

b) *Impôts de mutation*. — Il nous reste à examiner à la

(1) *Notices et extraits*, XVIII, II^e partie, p. 376.

perception de quelles taxes donnait lieu l'enregistrement égyptien sous les Lagides.

Il y avait d'abord un impôt perçu sur tous les achats sans distinction, mobiliers ou immobiliers. Cette taxe, τ λος ωνης, εικοστη, δεκατη, était d'abord du vingtième au temps d'Epiphane et de Philométor, puis du dixième du prix. Elle survit dans le droit sur les achats dans les marchés que les arabes se sont plus tard appropriés.

Les mentions contenues dans le papyrus relatif à l'achat par Zoïs du jardin de Thanubis, en exécution de la caution fournie à un fermier d'impôts, nommé Dorion, lequel, à la suite de déficit était exécuté par le fisc, ont pu faire croire que l'impôt sur les achats avait été réduit à une certaine époque au soixantième et au centième du prix. Sur le papyrus, en effet, le fonctionnaire qui donne l'ordre au banquier de recevoir le prix du jardin vendu dans l'intérêt de l'Etat lui rappelle « d'exiger le soixantième et le centième et tout autre droit qui pourrait appartenir au Trésor royal ».

Nous croyons, avec M. Lumbroso, que la taxe perçue était inférieure à la taxe normale parce que, dans la circonstance, le vendeur était l'Etat, lequel, fort habilement, donnait ainsi un encouragement aux acheteurs de biens publics.

A côté de la taxe sur les achats du vingtième et du dixième du prix, il y avait un impôt sur les successions ou mutations par décès.

Cet impôt était très lourd et atteignait 10 à 15 0/0.

Les origines de cet impôt nous sont inconnues, mais son existence est établie par un papyrus faisant partie de la collection du musée de Turin, et connu sous le nom de papyrus du procès d'Hermias.

Cet Hermias avait, vers l'an 117 av. J.-C., cité en justice les Choachytes ou Cholchytes, ordre de prêtres chargés du soin des morts.

Hermias prétendait que les Choachytes avaient profité de son absence prolongée pour s'emparer d'une maison qui lui appartenait à Diospolis, et faisait partie de la succession de son père mort pendant son absence.

Aux réclamations d'Hermias, les Choachytes répondaient qu'ils avaient acheté la maison d'une certaine Lobaïs, fille d'Eries.

Le papyrus contient les plaidoiries des deux avocats. Philoclès, avocat du plaignant, cite plusieurs lois pour combattre la prescription.

Dinon, avocat des accusés, réfute ses arguments, et s'efforce de montrer que la maison appartient à ses clients : « D'ailleurs, dit-il, si Hermias avait véritablement reçu la propriété de ses ascendants, il aurait dû faire inscrire sur les registres publics l'hérédité ouverte et payer la taxe fixée, sans quoi, il serait passible d'une amende de je ne sais combien de drachmes, et l'administration, la gestion seraient complètement annulées (1). »

Nous trouvons donc à la fois dans ce texte la preuve de

(1) LUMBROSO, *Recherches sur l'Economie politique de l'Egypte*, p. 307.

l'existence de l'enregistrement des actes et de la perception d'une taxe à l'occasion de l'accomplissement de cette formalité.

Nous y voyons, d'autre part, que la taxe sur les successions était appliquée, même sur les successions en ligne directe, puisque Hermias prétendait que la maison en litige lui venait de son père.

Enfin, l'amende à laquelle fait allusion Dinon, nous prouve que dès cette époque on employait des sanctions analogues presque en tous points à celles prononcées par notre loi du 22 frimaire an VII quand les héritiers ne déclarent pas la succession dans les six mois du décès. L'amende égyptienne était de 20 0/0, tandis que la loi de l'an VII n'impose qu'un demi-droit en sus.

Les taxes sur les successions étaient si lourdes que les contribuables cherchaient à se soustraire à leur paiement et à déguiser la mutation sous la forme d'une vente qui ne donnait ouverture qu'à la taxe d'achat.

Le grand contrat dit de Casati nous est une preuve de cette dissimulation, ce n'est pas autre chose en effet qu'un acte de vente entre père et enfants.

Le vendeur, Horus, choachyte des Memnonies, touche à ses 70 ans. Les acheteurs de la propriété, des tombeaux et services appartenant à Horus sont ses propres enfants qui, d'après le contrat, en auront chacun un quart. Le prix du tout, deux talents de cuivre, paraît être une estimation minime. De sorte qu'en simulant un achat et en payant une taxe proportionnée à ce prix modéré, con-

venu en famille, les enfants de ce vieillard lui succédèrent de son vivant dans son avoir et dans son métier sacré sans avoir à payer à sa mort la taxe de succession. C'est sans doute là le texte le plus ancien, relatif aux fraudes à l'égard du fisc.

§ 3. — Période de la conquête romaine.

Cette période vit seulement, comme nous l'avons déjà dit, l'application, à côté des lois égyptiennes et des institutions grecques établies par les Lagides, de l'organisation romaine que nous allons maintenant étudier à Rome même.

SECTION III

L'enregistrement et les impôts de mutation à Rome.

§ 1. — Impôts de mutation.

Les impôts de mutation apparurent chez les Romains longtemps avant que l'insinuation, nom sous lequel était alors connu l'enregistrement, fût transformée de simple pratique en prescription légale. Aussi étudierons-nous d'abord les différents impôts de mutation du monde romain.

a) *Vicesima libertatis*. — Le plus ancien de tous les impôts de mutation romains est, sans conteste, la *vice-*

sima libertatis ou *manumissionum*. C'était un impôt de mutation entre vifs perçu à l'occasion des affranchissements d'esclaves et dont la création est attribuée au consul Manlius Capitolinus. Manlius aurait, vers l'an 357 av. J.-C., convoqué ses soldats par tribus alors qu'il campait à Sutrium, et fait décider, en vertu de son imperium, que toutes les fois qu'un esclave serait affranchi, le vingtième du prix de cet esclave, soit 5 0/0, serait versé au Trésor.

Les sommes provenant de cet impôt devaient servir à la constitution d'un fonds de réserve pour les besoins extraordinaires.

Le poids de cet impôt retombait en grande partie sur les esclaves.

Caracalla porta le taux de l'impôt au dixième du prix, mais Macrin le rétablit au vingtième.

Cet impôt fut, à une certaine époque, un élément de recettes fort appréciable, puisque, d'après les calculs de Dureau de la Malle, il aurait produit, en l'an 209 av. J.-C., 4.000 livres d'or évaluées par le même auteur à 4.496.200 francs.

Mais avec la diminution du nombre des esclaves, ce qui réduisait forcément le nombre des affranchissements, la *vicesima libertatis* perdit son importance primitive et finit même par disparaître sous Dioclétien.

b) *Quina et vicesima venalium mancipiorum*. — Les esclaves qui pendant longtemps formèrent un des prin-

cipaux éléments de la richesse mobilière donnèrent lieu sous Auguste, c'est-à-dire plus de trois siècles après la création de la *vicesima libertatis*, à l'établissement d'un nouveau droit de mutation appelé *quinta et vicesima venalium mancipiorum*. Comme son nom l'indique, c'était un droit de 4 0/0, perçu à l'occasion de la vente des esclaves, et qui devait être payé par les acquéreurs.

Néron prétendit faire supporter cet impôt par les marchands.

Cette prétention, qui nous est rapportée par Tacite dans ses *Annales*, nous fait en même temps connaître l'opinion de Tacite et de ses contemporains en matière d'incidence d'impôt de transmission. Pour Tacite, en effet, la réforme de Néron resta lettre-morte et ce fut tout comme par le passé les acheteurs d'esclaves qui continuèrent à payer au fisc le droit de 4 0/0, les droits de transmission restant toujours en fin de compte à la charge de l'acquéreur.

Il est à noter que de nos jours on tend plutôt à admettre que c'est le vendeur qui supporte le poids des droits de transmission, l'acheteur les faisant entrer dans le calcul du prix qu'il est disposé à payer.

Les mêmes raisons qui amenèrent la décadence, puis la suppression de la *vicesima libertatis* produisirent les mêmes effets pour le droit de 4 0/0 qui fut aboli sous Constantin.

La constitution de la richesse mobilière s'était d'ailleurs

profondément modifiée à la suite des conquêtes de Rome et les matières précieuses en étaient devenues l'élément prédominant.

c) *Centesima rerum venalium*. — Les transactions portant sur les esclaves ne furent pas seules à faire l'objet d'un droit de mutation. Auguste établit un impôt de 1 0/0 appelé *centesima rerum venalium*, lequel était un véritable droit de mutation sur les objets vendus à l'encan (1).

D'après Serrigny et Dureau de la Malle, ce droit aurait eu un caractère plus général et aurait été prélevé sur tous les objets vendus dans les foires et marchés.

Marquardt prétend même que ce droit de 1 0/0 était dû sur tous les achats. C'eût été alors un impôt analogue à celui que nous avons vu percevoir en Egypte sous les Lagides.

Quel que fût le champ d'incidence de ce droit, il fut fort mal accueilli par la population de Rome encore rebelle à l'impôt. Devant les protestations soulevées par la *centesima rerum venalium*, Tibère en réduisit le taux de moitié et Caligula la supprima.

d) *Vicesima hereditatium*. — Mais le principal impôt de mutation romain fut sans conteste la *vicesima hereditatium* établie par Auguste dont elle constitua la grande réforme fiscale.

(1) FOURNIER DE FLAIX, *L'impôt dans les diverses civilisations*, I, p. 185.

« Elle avait, dit Fournier de Flaix, un but financier et un but social ; elle devait procurer des ressources pour l'entretien des armées ; elle était une compensation aux avantages des citoyens romains, notamment aux charges de la loi Frumentaire ; elle atteignait surtout la haute aristocratie romaine, elle l'obligeait à restituer peu à peu ce qu'elle avait pris ; elle ne portait pas sur le patrimoine en ligne directe, elle épargnait les héritages pauvres, elle réalisait ainsi plusieurs des progrès que les sociétés contemporaines n'ont obtenus que tard ou incomplètement (1) ».

Les auteurs sont loin d'être d'accord sur les origines historiques de cet impôt. Certains pensent, avec Pline le Jeune, qu'il y avait déjà un impôt sur les successions dans les deux derniers siècles de la République.

Sur ce point Pline le Jeune semble en contradiction formelle avec le passage célèbre des lettres de Cicéron où ce dernier auteur déclare que depuis les réformes du tribun Metellus il n'y a plus d'autre impôt que la *Vicesima libertatis*.

Le plus grand nombre des auteurs inclinent à penser que tout comme la *centesima rerum venalium* et la *quinta et vicesima venalium mancipiorum*, la *vicesima hereditatum* fut empruntée au droit égyptien.

« Les Romains, écrit Lumbroso, avaient connu dans les derniers temps de la République tous les détails de

(1) FOURNIER DE FLAIX, *L'impôt dans les diverses civilisations*, I, p. 185.

l'organisation financière des Lagides. Un Romain C -R. Posthumus, client de Cicéron et ami de César, avait été ministre des Finances de Ptolémée Aulète et le bruyant procès qu'il dut ensuite subir à Rome ne fit sans doute que répandre plus de jour sur ce ministère d'Alexandrie. Antoine, César, Octave, séjournèrent longtemps en Egypte, plus d'une réforme introduite à Rome de leur temps peut être, nous l'avons vu, rapprochée de quelque institution gréco-égyptienne ; et d'ailleurs Appien nous dit que l'Inde fut l'école d'Alexandre et l'Egypte celle de César » (1).

Or nous savons par ce même historien que l'an 714 de Rome, Octave et Antoine voulant faire la guerre à Sexte Pompée promulguèrent une loi financière stipulant que « quiconque reçut des biens par testament en donnât une partie », mais l'édit fut violemment repoussé par le peuple furieux.

Plus tard, nous dit Dion Cassius, en l'an 758 de Rome Auguste produisit son projet d'un impôt de 5 0/0 sur les successions, les legs et les donations pour cause de mort. Exception était faite pour les successions, non seulement des héritiers en ligne directe mais de tous ceux que la loi romaine désignait comme héritiers *ab intestat*. Les successions des pauvres échappaient également à l'impôt. Pour faire accepter plus facilement cette réforme, Auguste déclara, dit-on, qu'il avait trouvé ce projet de taxe dans les papiers de César.

(1) LUMBROSO, *loc. cit.*, p. 307.

Cet impôt aurait été nécessité surtout par la création qu'avait faite Auguste, en l'an 5 de notre ère, d'un *Ærarium* militaire chargé de servir une pension de retraite aux légionnaires.

D'après Dureau de la Malle, Auguste promit une contribution personnelle et annuelle de 170.000.000 de sesterces (42.500.000 francs), puis il engagea le Sénat à trouver le moyen de parfaire les fonds nécessaires, proposant, quant à lui, la taxe du vingtième sur les successions et les legs testamentaires ou l'établissement d'un droit sur la propriété foncière.

Le Sénat dut courber la tête et accepter comme pis-aller le premier projet d'Auguste qui devint la loi Julia.

Cette loi disposait tout d'abord que les successions ou legs aux parents proches ou pauvres ne devaient pas la taxe pourvu que les ayants-droit ne fussent pas citoyens romains au jour de la promulgation de la loi et que, d'autre part, la taxe serait due seulement par les citoyens romains pour leurs biens meubles et immeubles. Trajan admit tous les citoyens romains à invoquer la parenté ou la pauvreté, on estime que le minimum devait être 100.000 sesterces (1).

Cette loi importante reçut divers remaniements. Caracalla porta le taux au double et accorda le droit de cité à tous les habitants libres de l'Empire. Il atteignait ainsi toutes les successions. Cet excès produisit une réaction sous Macrin qui rétablit l'ancien taux.

(1) F. DE FLAIX, *loc. cit.*, p. 187.

L'organisation administrative de cet impôt a été étudiée par M. Cagnat. L'impôt devait être payé à bref délai, on déduisait les frais funéraires et les legs qui payaient leur taxe spéciale. Les legs d'aliments de pension, d'usufruit étaient évalués d'après des tables de mortalité où la vie moyenne était calculée à 30 ans pour les classes riches. Les dettes étaient défalquées.

L'impôt fut d'abord affermé puis recouvré directement par des procureurs spéciaux (1).

Quelque perfectionné que fût cet impôt il ne put se maintenir et au iv^e siècle on n'en trouve plus trace.

On a donné plusieurs raisons de cette disparition . A l'origine cet impôt avait été une charge supportée exclusivement par les citoyens romains pour lesquels elle pouvait être considérée comme une contrepartie des avantages attachés à la qualité de citoyen romain. Mais le droit de cité ayant été accordé aux provinciaux, la taxe n'a plus eu de portée compensatoire.

L'extension du *Tributum soli* à toutes les provinces de l'empire sous une forme plus rigoureuse avec un taux plus élevé que le *stipendium*, la dîme en nature ou le *Tributum ex censu* ont pu être considérés comme ne pouvant cadrer avec le maintien d'un autre impôt sur le capital.

A ces raisons il faut ajouter la résistance des familles, encore solidement constituées, et la concentration de la

(1) F. DE FLAIX, *loc. cit.*

propriété foncière dans les mains des grands propriétaires.

D'ailleurs Trajan avait déjà beaucoup affaibli le rendement de l'impôt en exemptant tous les collatéraux proches (1).

Quoi qu'il en soit, il est peu probable que les Romains aient jamais possédé un système d'impôts de mutation dont la perception et le contrôle fussent facilités par l'accomplissement d'une formalité obligatoire telle que notre enregistrement actuel, ou l'enregistrement égyptien. Les impôts de mutation n'étaient point étroitement liés à la formalité de l'insinuation que nous allons maintenant étudier.

§ 2. — Enregistrement. — Insinuation.

D'après M. Girard, l'insinuation consistait à faire constater l'existence d'un acte par une autorité ayant le *jus acta conficiendi*, lequel appartenait à toutes les autorités judiciaires et en particulier aux magistrats municipaux. Elle s'opérait au greffe par la lecture de l'acte (*recitatio, professio*) et par sa copie intégrale sur les registres (*insinuatio*) (2).

On ne saurait déterminer exactement l'époque où l'on a commencé à faire insinuer certains actes. Il est certain qu'à la fin de la République il existait des archives ou-

(1) F. DE FLAIX, *loc. cit.*

(2) GIRARD, *Droit romain*, p. 938.

vertes aux actes d'intérêt privé. Ces archives d'abord appelées *tabulæ publicæ*, *tabulæ communes municipum* ou *commentarii publici* prirent plus tard le nom de *gesta* ou *acta*.

Il est curieux de noter en passant que le terme *gesta* employé par les romains pour désigner l'insertion des actes dans des registres publics est précisément la racine du mot français exprimant la même formalité : de *gesta* est venu *regestum* puis *registratum* dont on a fait en français, enregistrer (1).

Ce qui est indéniable, c'est que cette formalité a été employée à l'origine dans l'intérêt même des contractants et pour assurer la conservation des actes. Il est donc normal que l'on ait appliqué la formalité de l'insinuation aux testaments et aux donations, c'est-à-dire aux principaux actes donnant lieu à des difficultés au point de vue de la preuve et de l'exécution. La formalité était dénommée *recitatio*, *publicatio*, pour les testaments, et *insimatis* pour tous les actes en général.

Jusqu'à Constance Chlore l'insinuation des donations fut facultative. D'après la loi Cincia les donations excédant une certaine somme devaient être accompagnées de la mancipation ou tradition, de sorte que la simple promesse même avec stipulation eut été sans effet. En pratique, on prit l'habitude de faire insinuer les donations au moins les plus importantes. Nous trouvons trace de

(1) F. RENAUD, *loc. cit.*

cet usage dans la constitution d'Alexandre Sévère, de l'an 229.

Constance Chlore prescrivit d'insinuer les donations. On a discuté sans grand résultat, sur le point de savoir si Constance Chlore avait prescrit d'insinuer toutes les donations ou simplement celles qui s'appliquaient *personis non exceptis*, c'est-à-dire aux personnes non exceptées de la loi Cincia.

L'obligation d'insinuer est mentionnée pour la première fois, mais comme une institution déjà existante, par un édit de Constantin de l'année 316. C'est d'ailleurs une autre constitution du même empereur de l'an 319, qui en attribue l'introduction à Constance Chlore : *Pater noster nullam voluit liberalitatem valere si actis inserta non esset*.

Constantin exigea que toutes les donations supérieures à 200 solides (environ 3.000 francs), fussent insinuées, *Apud judicem vel magistratus*, c'est-à-dire selon l'interprétation de la constitution, *Apud judicem aut apud curiam*; ou, ce qui est la même chose, au greffe du juge ordinaire et à son défaut à celui de la municipalité (1). Il prescrivit en outre d'autres formalités qui ont été supprimées ensuite plus ou moins vite : la rédaction d'un écrit circonstancié, la tradition de la chose donnée en présence de témoins pris dans le voisinage (*traditio advocata vicinitate*), e'c.

La sanction de défaut d'insinuation était la nullité de

(1) DE SERRIGNY, *Droit administratif romain*, I, p. 158.

la donation pour tout de qui excédait le taux de 200 solidides.

L'insinuation était exigée pour un double motif : d'abord dans l'intérêt du donateur et de sa famille, car la publicité est souvent un obstacle à des libéralités excessives, aussi le donateur pouvait-il se prévaloir lui-même du défaut d'insinuation. Puis l'insinuation était encore exigée dans l'intérêt des tiers que la publicité ainsi faite mettait en garde contre les dangers d'une libéralité clandestine. L'insinuation avait en outre l'avantage de conserver le texte des actes et de donner à ces derniers un caractère probant qu'ils n'avaient pas par eux-mêmes chez les Romains, tout comme cela est aujourd'hui en France.

Justinien dispensa de la nécessité de l'insinuation les donations inférieures à 500 solidides (environ 2.500 francs).

On ne voit donc pas dans l'insinuation romaine les préoccupations fiscales qui avaient donné naissance à l'enregistrement égyptien.

Avec les donations les actes le plus souvent insinués étaient les testaments.

Tout d'abord les testaments étaient assujettis soit à la mancipation d'après le droit civil, soit à la présence et au cachet de 7 témoins d'après le droit prétorien.

C'était ce qu'on appelait les testaments solennels. Sous les empereurs l'usage donna la même valeur aux déclarations de dernière volonté transcrites sur les *acta* ou *gesta publica*, après lecture faite en présence de 7 per-

sonnes, ou un plus grand nombre, présentes à la curie. Nous ignorons à quelle époque cet usage est entré en vigueur, les seuls textes qui y sont relatifs en parlant comme un usage suivi depuis longtemps.

Certains auteurs, dont Cujas, ont prétendu que l'on transcrivait aussi les testaments solennels ; le testament judiciaire n'aurait donc été qu'un testament solennel dans lequel on aurait omis les formalités antérieures.

Nous pensons avec de Savigny que cette hypothèse est inacceptable, les actes étaient, en effet, insinués *in-extenso*, ce qu'il eût été matériellement impossible de faire sans rompre les cachets, éléments essentiels du testament solennel.

Le testament judiciaire nous paraît bien plutôt découler du testament nuncupatif dans lequel le testateur déclarait à haute voix le nom de l'héritier et ses dernières volontés en présence de 7 témoins. C'était en somme le testament *per æs et libram* dans sa partie principale, la *nuncupatio*. La *mancipatio*, formalité par laquelle le patrimoine du testateur était mancipé à titre de dépôt au *familiæ emptor*, était suppléée par la dignité du magistrat ou de la curie.

L'ouverture des testaments exigeait aussi l'intervention de la justice, cinq jours au plus tard après la mort du testateur, les testaments solennels devaient être portés devant le juge, là ils étaient lus, cachetés à nouveau, mis au rang des archives et un procès-verbal constatait toutes ces opérations. Les testaments ainsi ouverts

étaient les testaments solennels, c'est-à-dire ceux qui n'avaient pas été faits en présence du juge. Les modernes confondent souvent ces deux formalités judiciaires appliquées aux testaments et qui n'ont entre elles rien de commun. Pour les donations et ces deux cas relatifs aux testaments l'intervention de l'autorité judiciaire était indispensable, mais on y avait volontairement recours pour un grand nombre d'actes tels que la vente, l'échange, le paiement, la tradition, etc... afin sans doute d'en conserver la mémoire, car un acte privé pouvait être aisément égaré ou dénié (1).

Cette opinion de de Savigny est partagée par M. Francisque Renaud d'après lequel : « Les *acta* ou registres publics des Romains n'étaient pas ouverts aux actes civils seuls ; on y transcrivait l'interrogatoire des inculpés et on y déposait les pièces à conviction ; les adoptions y étaient insérées ainsi que les récusations de juges, les constitutions de procureur et l'exception *non numeratæ pecuniæ*. On y consignait encore les plaintes contre les exacteurs, les déclarations par lesquelles les marins reconnaissaient avoir reçu en bon état les vivres destinés à la capitale et aussi celles que faisaient les évêques, des sommes versées entre leurs mains pour le rachat des captifs; enfin, les constitutions impériales y étaient transcrites (2).

De tout cela il résulte que les magistrats provinciaux

(1) SAVIGNY, § 27.

(2) FR. RENAUD, *loc. cit.*

et aussi les magistrats municipaux étaient les archivistes des actes les plus importants de la vie civile des citoyens, tels que les donations et les testaments et que leurs greffes formaient une espèce de *tabularium* ou dépôt public pour ces actes (1).

Fonctionnaires compétents pour recevoir les insinuations. — Nous avons vu plus haut que la constitution de 319, de Constantin, prescrivait de faire l'insinuation *apud judicem vel magistratus*, ce qu'avec de Serrigny nous avons traduit, suivant en cela l'interprétation de cette constitution : *apud judicem aut apud curiam*. En somme, l'autorité compétente pour recevoir les insinuations devait avoir le *jus acta conficiendi*.

A Rome et à Constantinople, c'est-à-dire dans les deux capitales de l'Empire à partir de Constantin, les insinuations étaient faites aux bureaux du Maître du Cens (*Magister census*).

Le *Magister census* était un personnage placé sous l'autorité du préfet de la ville. Il avait lui-même sous ses ordres des agents appelés *censuales*. Il y avait deux espèces de *censuales* : ceux de Rome et de Constantinople et ceux des provinces. Certaines attributions leur étaient communes à tous, d'autres étaient spéciales aux *censuales* des deux capitales.

Les attributions communes consistaient à réunir et con-

(1) De SERRIGNY, *loc. cit.* I, n. 195.

server les éléments nécessaires à l'assiette des contributions directes. Sous ce rapport ils formaient ce que nous appellerions aujourd'hui, chez nous, un bureau des contributions directes. Le *magister ccnsus* était, dans les deux capitales, le directeur, et les *censuales* n'étaient que des simples employés d'un rang peu élevé, des scribes. Il ne paraît pas qu'il y eût dans les provinces de *magister census*, mais de simples *censuales* placés sous les ordres des magistrats locaux.

A Rome et à Constantinople le *magister census* avec ses employés (*censuales*) formait, en outre, un bureau d'insinuation pour les testaments et les donations, c'est-à-dire qu'ils cumulaient des fonctions analogues à celles de nos conservateurs des transcriptions et de nos directeurs des contributions directes (1).

En province l'insinuation se faisait devant le *judex* ou devant les magistrats municipaux, selon l'importance des localités.

Sans doute on pouvait recourir au *judex* ou lieutenant de la province, mais il était aussi légal et beaucoup plus commode de s'adresser aux magistrats municipaux, c'est-à-dire à la curie d'une ville.

De Savigny expose le fonctionnement de la curie de la façon suivante :

« D'après une constitution d'Honorius il fallait, pour recevoir un acte, trois *principales*, outre le magistrat et

(1) DE SERRIGNY, *Droit administratif romain*, I, p. 276.

l'*exceptor* (greffier) ; d'après une novelle de Valentinien III, il fallait trois *curiales* et l'*exceptor*. Les variantes des manuscrits portent à croire que *principales* est ici synonyme de *curiales*. D'ailleurs les *Decemprimi* auxquels il faudrait appliquer cette expression n'existaient pas dans plusieurs cités et la constitution parle en termes généraux. La Novelle semble uniquement rappeler les dispositions précédentes, à la vérité elle ne parle pas du magistrat mais sa présence s'implique d'elle-même et l'omission est purement accidentelle (1).

Dans les villes où il n'y avait pas de magistrat c'était au défenseur de la cité qu'incombait le soin de remplacer complètement le magistrat tant au point de vue de la juridiction contentieuse que de la juridiction gracieuse, dans laquelle rentrait la réception des actes. Sans aucun doute le défenseur devait observer les mêmes formalités que le magistrat et notamment il avait besoin comme lui du concours des trois *curiales*. Malgré le silence des lois sur ce point, l'analogie presque complète existant entre les attributions du magistrat et du défenseur de la cité suffirait à établir le bien fondé de l'assimilation que nous avons faite au sujet de la présence des *curiales*, mais de plus, dans les recueils de formules des Francs, nous voyons toujours le défenseur à la tête de la curie quand il s'agit d'insinuer un acte quelconque.

Ces règles s'appliquaient pour tous les actes municipaux.

(1) DE SAVIGNY, I, § 28.

paux, mais nous avons dit que chez les Romains, ce n'étaient pas seulement les actes intéressant la cité qui étaient faits devant la curie et ses représentants, mais que plusieurs espèces d'actes intéressant les particuliers, tels que les donations et testaments, y étaient faits et déposés. Sous ce rapport les décurions n'avaient pas seulement un pouvoir propre à la cité, ils étaient encore les archivistes ou les notaires des particuliers. Marc Antonin le Philosophe institua même des *tabularii* chargés de tenir les actes constatant l'état civil des citoyens, à l'imitation de ce qui se pratiquait à Rome où les actes de ce genre étaient sous la garde du préfet du trésor de Saturne (1).

Les magistrats auraient, semble-t-il, partagé pendant un certain temps le droit de recevoir l'insinuation des donations avec le *curator* ou *quinquennalis* fonctionnaire de haut rang, répondant au censeur de Rome et chargé, comme ce dernier, de l'inspection des édifices. Mais on interdit aux *curatores* de recevoir l'insinuation des donations, qu'ils recherchaient par avidité, à cause du salaire, afin que les parties plus importantes de la fonction n'en fussent pas négligées.

Plus tard Justinien détermina d'une manière générale les droits des magistrats et des défenseurs. Il ne parle pas de façon expresse des *curiales* et de l'*exceptor* mais leur présence est toujours nécessaire, elle est seulement sous

(1) DE SERRIGNY, *loc. citat.* n° 271.

entendue. L'édit de Théodoric donne une description remarquable de ces formalités.

Pour l'insinuation des donations d'immeubles cet édit de Théodoric exige : *Tres curiales, aut magistratus, aut pro magistratu defensor civitatis cum tribus curialibus aut duumviri vel quinquennalis.*

D'après de Savigny auquel nous empruntons cette citation, ce passage évidemment corrompu et sans aucun sens devrait être rétabli de la façon suivante : *tres curiales et magistratus, aut pro magistratu defensor civitatis cum tribus curialibus, aut duumviri quinquennales.*

La présence des trois *curiales* est alors sous-entendue à l'égard des duumvirs.

Ce passage de l'édit de Théodoric ne ferait donc que reproduire le droit antérieur, sauf que nous voyons pour la première fois le *quinquennalis* recevant les actes de donations. Nous avons dit déjà pourquoi le *quinquennalis* perdit vite cette attribution.

La partie intéressée devait toujours comparaître en personne et le procès-verbal est un dialogue entre elle et le magistrat ou défenseur s'il s'agit d'un acte unilatéral, par exemple de la confection, de l'ouverture d'un testament ou de l'expédition authentique d'un acte antérieur.

S'il s'agissait d'un contrat il fallait aussi l'assentiment de l'autre partie qui comparaissait alors en personne ou envoyait par écrit son consentement au juge.

De Savigny prétend même que souvent le juge envoyait des députés qui s'assuraient du consentement,

vérifiaient la signature et faisaient un rapport verbal de leur mission. La tradition d'un immeuble éloigné aurait quelquefois exigé un voyage et Savigny cite notamment à ce sujet l'exemple des députés qui allèrent de Syracuse à une terre dont Odovocar faisait donation.

On observait pour les actes soumis à l'insinuation deux formalités prescrites par Justinien pour tous les actes.

Tout d'abord les actes devaient porter l'année du règne de l'empereur, le nom des consuls, l'indiction (1), le mois et le jour ; si, d'autre part, une des parties ne savait pas écrire, il fallait la présence d'un notaire et de cinq témoins.

Les auteurs s'accordent pour reconnaître que l'insinuation fut pratiquée en Italie même après la chute de l'empire d'Occident. Il est hors de doute, en effet, que l'Italie après avoir été reconquise par Narsés, au ^{vi}^e siècle, sous Justinien, observa la législation de ce dernier empereur à la place de l'édit de Théodoric. Ce fut l'objet d'une décision expresse de Justinien dans une constitution ou *Sanctio pragmatica* publiée en 554 et désignée habituellement par les premiers mots du texte : *Pro petitione Vigilii...*

Quand, en 568, les Lombards vinrent fonder un nouvel empire en Italie, la législation de Justinien resta en vi-

(1) L'*indictio* était une période de 15 ans pour laquelle, à partir du ^{iv}^e siècle, le conseil de l'Empereur fixait la somme totale que devait produire chaque impôt.

gueur surtout dans les villes qui gardèrent une certaine indépendance, telles que Rome et Ravenne.

De nombreux textes nous sont parvenus qui établissent de façon irréfutable la pratique de l'insinuation dans ces régions toutes imprégnées des souvenirs de la législation romaine.

Mais nous allons surtout nous attacher à l'étude des vicissitudes subies par l'insinuation dans la Gaule et l'ancienne France.

CHAPITRE II

L'ENREGISTREMENT ET LES IMPÔTS DE MUTATION EN GAULE JUSQU'AU XV^e SIÈCLE

SECTION I

Enregistrement.

§ 1. — Gaule et Royaume franc.

La Gaule fut conquise par César de 58 à 50 avant J.-C. Les dernières résistances vaincues, les Romains s'efforcèrent, suivant leur politique habituelle, de romaniser les Gaulois. Leurs efforts à ce point de vue furent couronnés de succès et la Gaule fut promptement et profondément romanisée.

Par le fait même de la conquête, selon le droit de la guerre tel que le connut l'antiquité, la Gaule avait perdu la jouissance de son droit national, ou plutôt n'en avait gardé que ce que lui en laissait la tolérance précaire ou l'administration du vainqueur. Par des concessions émanées de Claude, de Galba, et d'Othon, les Gaulois de condition libre paraissent avoir acquis le droit de cité

romaine avant l'octroi général qu'en fit Caracalla à tous les habitants de l'Empire. Dès lors, peuplée de citoyens romains, la Gaule, tout en conservant, comme les autres parties de l'empire, d'importantes coutumes provinciales, ne connut plus en principe que le droit romain : elle en suivit et subit le développement, soit pour les institutions publiques, soit pour les institutions privées (1).

Mais, quand l'autorité impériale s'affaiblit et se désagrégea, la Gaule devint une proie facile pour les peuples barbares dont les légions romaines avaient eu grand peine à repousser les incursions audacieuses.

Dans le cours du ^v^e siècle il se fonda en Gaule trois royaumes barbares, celui des Burgondes, celui des Wisigoths et celui des Francs qui devait, par la suite, absorber les deux premiers. On a beaucoup discuté, surtout à la fin du ^{xviii}^e siècle, sur la nature de l'établissement des Barbares et notamment des Francs, en Gaule.

Les uns ont prétendu que l'invasion des Barbares n'avait rien changé au régime politique et civil de la Gaule, il y aurait simplement eu une substitution de personnalité pour l'exercice de la puissance. C'est là une erreur, mais ce serait une erreur encore plus forte que de croire que la conquête barbare a amené la germanisation de la Gaule.

Pour les institutions comme pour le droit il n'y a pas eu de substitution mais une juxtaposition compliquée parfois par une pénétration réciproque.

(1) ESMEIN, *Hist. du droit*, p. 1.

Les Francs étaient des barbares dans le vrai sens du mot, la loi salique nous présente un état social des plus primitifs, aussi semble-t-il bien inutile de se demander s'ils ont pu connaître des institutions analogues, même de loin, aux impôts de mutation et à l'enregistrement.

Après avoir assuré la conquête par l'occupation des fortifications naturelles, notamment des hauteurs, les Barbares laissèrent les Gallo-Romains, habitants des cités de la plaine, pratiquer les principes de droit romain qui avaient survécu au trouble causé par les invasions.

De bonne heure, cependant, certaines institutions romaines se communiquèrent aux Barbares, ce fut notamment l'usage des actes écrits destinés à constater les conventions et les aliénations. Cet usage était très répandu chez les Romains qui ne faisaient aucun acte juridique de quelque importance sans le constater par un écrit. Il était au contraire totalement inconnu des Germains. Par sa commodité même, dans les nouveaux royaumes il se communiqua promptement aux barbares. Mais comme les hommes qui faisaient profession de rédiger ces actes, les *notarii*, ne savaient les rédiger que d'après le droit romain, dans des formules traditionnellement reproduites, les barbares prirent forcément l'habitude de contracter dans ces cas selon la loi romaine (1).

Les Wisigoths qui occupèrent le midi de la Gaule étaient les plus civilisés des envahisseurs, ils cherchèrent

(1) ESMEIN, *loc. cit.*, p. 59.

de bonne heure à établir la législation qui devait régir le territoire par eux conquis. Outre le recueil des lois concernant les personnes d'origine gothique ils rédigèrent un code destiné à leurs sujets Gallo-Romains. Ce code fut publié à Aire, en Gascogne, sous le règne d'Alaric II, en l'an 506. C'est une reproduction de la jurisprudence théodosienne qu'on désigne ordinairement sous le nom de Bréviaire d'Alaric (*lex romana, breviarum Aniani* ou *Alaricianum*).

A l'instar des Wisigoths les Bourguignons firent eux aussi rédiger, entre 517 et 534, un code destiné aux Gallo-Romains habitant sur leur territoire. Ce code, connu sous le nom de Papien ou *Papiani responsum* fait une mention expresse de l'insinuation. Le Papien d'ailleurs ne tarda pas à être remplacé par le Bréviaire d'Alaric.

Soit que les Francs fussent moins civilisés, soit qu'ils fissent acte de bonne politique en laissant toute liberté à leurs sujets Gallo-romains, en tous cas, ils ne firent procéder à aucune compilation de textes et de jurisprudence analogue au Bréviaire d'Alaric et au Papien.

Une ordonnance de Clotaire I^{er} proclama, en 560, l'entière liberté laissée aux Gallo-Romains à l'égard des lois romaines : *Inter romanos negotia causarum romanis legibus præcipimus terminari.*

Les Gallo-Romains du territoire franc ne tardèrent pas d'ailleurs à profiter de la liberté qui leur était laissée par leurs conquérants pour adopter le Bréviaire d'Alaric qui, supplantant d'autre part le Papien, devint ainsi la loi de

tous les Gallo-Romains, de l'approbation même des rois francs. Une édition du Bréviaire fut même publiée par les soins de Charlemagne.

Nous avons dit plus haut que le Bréviaire d'Alaric n'était guère autre chose qu'une compilation de la jurisprudence consécutive au code Théodosien. Des difficultés multiples ne tardèrent pas à se présenter, causées principalement par les différences de conditions sociales et politiques. Pour adapter le Bréviaire au milieu social dans lequel il devait s'appliquer, Alaric II fit publier une sorte de correction de l'édition primitive qui fut connue sous le nom d'*interpretatio*. Le succès de cette *interpretatio* fut tel qu'elle finit par supplanter le premier texte.

Nous retrouvons tant dans le Bréviaire que dans son Commentaire les règles que nous avons vu pratiquer à Rome pour la rédaction des actes et l'insinuation. Nous avons vu notamment que les actes solennels devaient être reçus par un magistrat, trois décurions et un exceptor. Ces règles sont passées dans le Bréviaire accompagnées de la remarque souvent répétée : *hæc lex interpretatione non indiget* : « cette loi n'a pas besoin de commentaire », ce qui semble bien indiquer qu'il s'agit là d'une institution fréquemment appliquée et parfaitement connue. On peut donc en conclure que la rédaction des *gesta municipalia* est toujours régie par la constitution de 396.

Outre les dispositions législatives propres aux Gallo-Romains, les dispositions générales des rois francs viennent confirmer la pratique de l'enregistrement après

l'invasion barbare. Il existe notamment un capitulaire de Louis le Débonnaire faisant mention expresse de l'insertion aux *acta* des donations et autres aliénations.

De tout ceci nous pouvons donc conclure que, jusqu'au ix^e siècle, l'enregistrement, ou plutôt l'insinuation était en pratique dans la Gaule (1).

Cette conclusion tirée des textes législatifs est confirmée de façon irréfutable par les actes ou formules de l'époque qui nous sont parvenus et qui nous montrent comment la formalité était mise en action.

Les recueils de formules sont peut-être les plus instructifs. Ce sont des modèles d'actes dressés d'avance pour servir aux praticiens qui étaient appelés à en rédiger de réels. A toute époque on trouve de ces recueils usuels et nous avons encore nos formulaires du notariat. Mais, dans la monarchie franque, ils présentent ce caractère qu'ils fournissent des modèles pour les jugements et actes judiciaires aussi bien que pour les contrats et actes d'aliénation, pour les titres délivrés par la chancellerie royale aussi bien que pour ceux rédigés au tribunal du comte ou à la cour de l'évêque (2).

Parmi les collections de formules franques les plus anciennes, on peut citer celle d'Angers : *formulæ Andegavenses*. On faisait autrefois remonter ces formules à l'époque de Childeberrt I^{er}, fils de Clovis (550 à 558), mais

(1) FR. RENAUD, *op. cit.*

(2) ESMEIN, *Précis hist. du droit*, p. 117.

aujourd'hui on tend à considérer ce recueil comme datant du VII^e siècle.

On peut classer ensuite le recueil du moine Marculfe (*Marculfi monachi formularum libri duo*. On est loin cependant de s'accorder sur la date de ce recueil, le seul dont l'auteur soit connu ; les uns font remonter ce recueil au milieu du VII^e, d'autres à la fin du VII^e et même à la fin du VIII^e siècle.

Puis viennent les formules d'Auvergne et les formules de Bourges (VIII^e siècle) et les formules de Tours dites formules de Sirmond du nom du savant qui les découvrit.

Toutes ces formules de la monarchie franque sont d'ailleurs réunies dans le Recueil général des formules usitées du V^e au X^e siècle, de M. Eugène de Rozière (1). Nous allons à maintes reprises nous référer à ce recueil au cours de l'examen que nous allons faire des dispositions des formules ayant trait à l'enregistrement.

Les *formulæ andegavenses* contiennent une série d'actes constituant l'ensemble d'une opération d'enregistrement, ces actes au nombre de 4 composent la formule n^o 1 du recueil. Le 1^{er} acte est le procès-verbal de l'enregistrement accompli à Angers ; le 2^e est le mandat pour requérir cette formalité ; le 3^e, est le texte de la donation enregistrée ; et le 4^e contient les remerciements adressés par l'impétrant aux magistrats qui, obtempérant à sa requête, ont procédé à la formalité (2).

(1) Paris, 1859.

(2) F. RENAUD, *loc. cit.*, p. 248.

Voici d'ailleurs le texte de ce dernier acte d'après le Recueil de Rozière, f. 167, *Formulæ andegavenses*, I, § 4.

Post hæc curia ait : Se adhuc aliquid abis ex hac causa aut agere debias, dici tu in præsentem. Ille prosecutor dixit : Gratias agem magnitudine vestræ quod dotem sua scripta quem prosequio, gestis municipalibus, ut abuit karetras vestra, aleggasse me it fecisse vobis ex more conscripse.

Ce qu'en dépit de ce latin pour le moins problématique nous croyons pouvoir traduire, au moins dans les grandes lignes, de la façon suivante :

« Après cela (l'enregistrement) le magistrat dit : « Si tu as encore quelque chose à dire ou à faire à ce sujet dis-le tout de suite. » Et l'impétrant répondit : « Je remercie votre grandeur d'avoir enregistré la donation comme je l'ai demandé, de l'avoir placée dans les registres publics et de m'en avoir fait délivrer une copie. »

Dans le recueil du moine Marculfe, les formules qui ont trait à l'enregistrement sont au nombre de 4 : la 3^e, la 17^e, la 37^e et la 38^e du livre II.

La 3^e est une donation dans laquelle l'intention de recourir à l'enregistrement est exprimée ; la 17^e présente le texte d'un testament relatant les formalités d'ouverture décrites par Paul (1) ; les 37^e et 38^e forment ensemble un procès-verbal d'enregistrement applicable à la fois aux donations et aux testaments.

Au recueil de Marculfe proprement dit, se joint un ap-

(1) *Sentent.*, lib. IV, tit. VI.

pendice de 58 autres formules parmi lesquelles 4 se rattachent à notre sujet, ce sont : 1^o la 25^e qui est une procuration ; 2^o la 53^e consistant en un mandat pour faire enregistrer ; 3^o la 54^e présentant le procès-verbal d'enregistrement d'une institution d'héritier ; 4^o la 55^e intitulée *epistola*, laquelle est le compte rendu par le mandataire du mandat à lui confié pour procéder à l'enregistrement (1).

Dans le recueil des formules d'Auvergne, connu sous le nom de *Formulæ arvernenses* et plus communément sous le nom de *Baluzianæ minores*, nous trouvons tout d'abord une plainte (*plancturia*) de deux époux habitant la cité d'Auvergne (Clermond-Ferrand), portée devant la curie de cette ville pour obtenir réparation de titres perdus à la suite des ravages exercés par les Francs dans cette contrée. Vient ensuite le procès-verbal d'enregistrement (*gesta*) de la plainte ci-dessus mentionnée, lequel est accompagné des remerciements des parties plaignantes (2).

Nous trouvons dans le recueil de Rozière, p. 403, § 2, le texte de ce procès-verbal dont voici une traduction large.

« Honorable défenseur de la cité et vous honorables citoyens qui administrez avec tant de zèle les affaires de la cité, je vous demande de reconnaître et de signer de votre nom et de votre sceau, ma revendication et ma

(1) F. RENAUD, p. 249.

(2) F. RENAUD, p. 249.

plainte, laquelle a été affichée trois jours aux portes de la ville. Ainsi quand cela sera nécessaire je pourrai, grâce à cette pièce, revendiquer les biens devant les seigneurs ou les juges de mes adversaires. C'est pour cela que nous avons eu soin de déposer notre revendication et notre plainte afin qu'au moment où vous le voudrez, où il vous plaira le mieux ou lorsque cela me sera nécessaire, vous fassiez enregistrer notre plainte avec nos réclamations, conformément à l'usage, dans les archives municipales.

Recevez pour cela l'expression de toute notre reconnaissance. »

M. Eugène de Rozière publie, d'autre part, un exemple complet de l'accomplissement de la formalité de l'enregistrement, tiré des formules de Bourges et daté de l'an 805. Il y a 4 paragraphes : 1^o le texte d'une donation anténuptiale faisant l'objet des formalités représentées par les trois paragraphes suivants ; 2^o le mandat pour requérir la formalité ; 3^o le procès-verbal d'enregistrement ; 4^o le *rescriptum* ou compte rendu de l'exécution du mandat susmentionné (1).

Voici ces textes, au moins les trois qui ont trait à la formalité. Le texte de la donation *Sine Rubrica*.... se trouve dans le recueil de Rozière, formule 221.

§ 2. *Mandatum*. — *Dilecto amico meo illo, ego ille, rogo atque iniungo caritati tuæ per hanc mandatum meum solemniter roboratum ut adeas ad vice mea Bitonicas in civi-*

(1) F. RENAUD, p. 252.

tate, et epistola cessionis, quem in delecta sponsa mea illa de rebus proprietatis meis conscriberæ vel adfirmaræ rogavi, sicut mos et lex est, apud honoratis ipsius civitate alegaræ atque adfirmaræ facias, et quicquid exinde ægeris vel gesseris, apud me in omnibus ratum, aptum atque definitum esse cognoscas, et de cœlebrata prosecutione mihi rescriberæ non tardaris, stipulatione subnixæ (1).

« Par le présent mandat duement signé de moi, je te prie et je demande à ton amitié d'aller à ma place à la ville de Bourges et, suivant l'usage et la loi, d'y faire confirmer et enregistrer par les magistrats de cette ville, l'acte contenant la donation que j'entends faire et maintenir à ma chère épouse d'une partie de mes biens. Tout ce que tu feras à ce sujet sache que j'y consens et que je l'approuve pleinement ; ne tarde pas à m'informer de l'exécution de ton mandat comme il est convenu. »

§ III. — *Gesta cum rescriptio. In nomine Domini, quod fecit mensus ille, dies tantus, in anno trigesimo quarto, regnante domino rostro Carolo rege, et ex eo Christo propitio sumpsit impérium V anno incoante, gesta habita apud laudabile viro illo defensore et illo diacono atque professoræ vel curia publica honoratis ipsius civitatis trium curialium. Magnificus vir ille dixit : quæso vos obtinæ defensor, vel vos, ordo curii, uti mihi codicis publicæ pateræ præcipiatis, que abeo que gestorum alegatione cupio roboraræ. Defensor et ordo curii dixerunt : patent tibi codices*

(1) *Recueil de Rozière*, f. 242, § 2.

publici, prosequeræ que obtas. Magnificus vir ille dixit : dilectus amicus meus ille per suum mandatum solemniter roboratum mihi injunxit ut ad laudabilitate vestra Bitonicas in civitate accedere deberim, et epistola cessionis, quem de rebus proprietatis suæ in dilecta sponsa sua illa adfirmavit, prosequeræ vel alligaræ deberim. Defensor et ordo curii dixerunt : epistola vel mandata, quem te habere dicis, nobis ad relegendum ostendæ. Tum ex notarius ille epistola cessionis vel mandatum in publico recitavit. Quo recensitus, defensor et ordo curii dixerunt : epistola vel mandatum sicut est conscriptus, nostris subscriptionibus, qualiter lex est et mos est, tibi alegaræ adque adfirmaræ non tardaris, quid adhuc amplius vis ? Magnificus vir ille dixit : nihil aliud peto magnitudine vestra, nisi ut ipsa epistola vel mandatum una cum gesta, quomodo vestris subscriptionibus roboratum fuerit, mihi ex more tradatur, qualiter diuturno tempore maneat inconculsum (1).

« Au nom de Dieu qui a fait (*date du mois et du jour*), en la 34^e année du règne de notre roi Charles, en la 5^e de l'Empire que la faveur du Christ lui a donné, l'enregistrement fut fait devant l'honorable défenseur, son assessor et le greffier et devant les trois curiales. Le mandataire dit : « Noble défenseur et vous, nobles curiales, je vous demande de faire ouvrir pour moi les registres publics, car je veux y faire enregistrer les actes

(1) *R. Rozière, f. 242*

que je détiens. Le défenseur et la curie répondirent : « Les registres publics te sont ouverts, poursuis ta demande. » Le mandataire reprit : « Mon ami, par un ordre exprès, dûment signé de lui, m'a enjoint de me rendre en son nom en la cité de Bourges pour faire enregistrer la donation qu'il a fait d'une partie de ses biens à sa chère épouse. » Le défenseur et la curie lui dirent : « Donne-nous la lettre de donation et le mandat que tu dis avoir en ta possession pour que la lecture nous en soit faite. » Le greffier lut alors publiquement la lettre de cession et le mandat. Cela fait, le défenseur et la curie reprirent : « Tu peux maintenant déposer et remettre la lettre et le mandat, revêtus de notre signature conformément à la loi et à l'usage. Que veux-tu de plus ? » Et le mandataire de répondre : « De votre grandeur je ne sollicite plus qu'une faveur, c'est qu'on me remette, suivant l'usage, la lettre de cession, le mandat et le procès-verbal d'enregistrement revêtus de vos signatures pour que cet acte demeure éternellement valable. »

Venait enfin le compte-rendu de l'exécution du mandat ou *rescriptio*.

§ 4. — *Rescriptio. Dilecto amico meo magnifico viro illo ego ille amicus tuus. Cognuscas juxta injunctionem tuam Bitonicas in civitate adisse, et epistolam illam, quem in dilecta sponsam tuam de rebus propriis tui conscriberæ vel adfirmaræ rogasti, sicut mos et les est, gestis municipalibus apud laudabilitatem honorati ipsius civitatis alagaræ adque adfirmaræ decrevi, et de celebrata prosecutio-*

nem tibi rescriberæ non tardaris, stipulatione adnixa (1).

Ce qu'on peut traduire approximativement de la façon suivante :

« Sache, mon cher ami, que, conformément à ton mandat, je me suis rendu à Bourges et que j'ai déposé et fait enregistrer dans les actes publics, en présence des honorables magistrats de cette ville, la lettre où tu declares faire et confirmer à ta chère épouse donation d'une partie de tes biens propres. Je m'empresse, comme il était convenu, de t'informer de l'exécution de ton mandat. »

Nous avons enfin un recueil de formules en usage dans la région de Tours et dites formules de Sirmond, du nom du savant qui les découvrit sur un manuscrit de l'église de Langres. Ces formules furent publiées par Bignon, en 1613, avec comme sous-titre : *Formulæ veteres secundum legem romanam*.

Les formules 1-2-3 de ce recueil présentent encore l'ensemble d'une opération d'enregistrement : la 1^{re} est le texte d'une donation pieuse ; la 2^e est le mandat donné par l'auteur de la donation à l'effet de faire enregistrer cet acte ; enfin la 3^e est le procès-verbal d'enregistrement (2).

Le mandat a la forme d'une requête amicale, d'une demande de service et contient une invitation au man-

(1) *Recueil de Rozière*, f. 242, § 3.

(2) F. RENAUD, p. 246.

dataire de rendre compte de l'exécution du mandat à lui confié.

Magnifico fratri illo, ego ille, filius illius. Rogo supplico atque tuæ caritati iniungo ut ad vicem meam civitatem illam adeas, et donationem illam quam ego partibus illius de locis nostris nuncupantibus illis, sitas in pago illo, per mea legitima strumenta confirmari, gestis municipalibus cum curia publica et defensore facias alligare, vel prosecute et de ipsa prosecutione mihi reddas certiolem, et quicquid exinde egeris gesserisve, ratum me in omnibus esse cognoscas. Quod mandatum, ut pleniorum obtineat vigorem, manu propria subter firmavi et bonorum virorum roborandum decrevi (1).

« Je te prie instamment et je demande à ton affection de bien vouloir, en mon nom, te rendre en cette ville et de faire enregistrer sur les registres publics, en présence de la curie et du défenseur, la donation que j'ai faite légitimement d'une partie de mes propriétés situées dans ce bourg de... Rends-moi compte de l'exécution de ce mandat et sache que j'approuve absolument tout ce que tu pourras faire à ce sujet. Pour donner plus d'autorité à ce mandat je l'ai signé de ma main et fait approuver par d'honorables citoyens. »

Le procès-verbal d'enregistrement nous apprend comment on procédait sous la forme de dialogue à l'application de la formalité. Le mandataire se présente devant

(1) *Recueil de Rozière*, formule 263, § 2 ; formule de Sirmond, II.

les magistrats municipaux de Tours, c'est-à-dire devant le *defensor* et les *principales* ; il demande en énonçant ses pouvoirs qu'on ouvre à son intention les registres municipaux afin qu'il puisse y faire insérer la donation par lui présentée aux magistrats ; ceux-ci y consentent et ordonnent au greffier *amanuensis* de prendre l'acte et d'en donner lecture, cela fait, le mandataire demande qu'il soit procédé à l'insertion de l'acte dans les registres de la cité et requiert qu'il lui soit fait délivrance de l'expédition d'usage. La cérémonie, car c'en est une, se termine par les ordres *ad hoc* que donne le défenseur au greffier (1).

Voici, d'ailleurs, le texte de ce procès-verbal suivi d'une traduction large :

Formule de Sirmond. III. — *Cum conventu Turonus civitate adfuisset, adstante venerabili viro illo defensore, una cum honoratis principalibus suis, venerabilis vir ille dixit : Rogo te, venerabilis vir ille defensor, ut mihi codices publicos patere jubeatis, quia insluter vir ille per hoc mandatum ad me speravit ut donationem illam, quem de rebus suis proprietariis, de locis nuncupantibus illis, sitis in pago illo, partibus illius, per sua legitima strumenta confirmavit, gestis municipalibus cum curia publica et defensore proseguere et alligare deberem. Ecce ipsam donationem, jubete eam recitare. Venerabilis vir ille defensor et ordo curiæ dixerunt : codices publici te patefaciant, et ille*

(1) F. RENAUD, p. 246.

amanuensis hanc donationem accipiat vel recitetur, qui statim accipiens per ordinem eam recitavit. Jam dictus prosecutor dixit : Et quia petitionibus meis laudabilitas vestra per ordinem implere dignata est, rogo ut publica monumenta suscipiat, et patefactis codicibus, gesta, cum a vobis fuerit subscripta, mihi nobilitas vestra, ut mos est, tradi præcipiat. Venerabilis vir ille defensor et ordo curiæ dixerunt : gesta, cum a nobis fuerit subscripta, et a venerabili viro illo amanuense edita, tibi tradatur ex more, ut facilius quod superius insertum est diuturno tempore maneat inconvulsa (1).

« Devant l'Assemblée des magistrats de la cité de Tours, en présence de l'honorable *défensor* assisté de ses nobles principales, l'honorable mandataire dit : « Je te prie, noble défenseur, de me faire ouvrir les registres municipaux, car « un tel » honorable citoyen m'a confié, par ce mandat, le soin de faire reconnaître et enregistrer dans les actes municipaux, en présence de la curie et du défenseur, la donation qu'il a légitimement décidé de faire sur ses biens propres des lieux susdits situés dans tel bourg et en faisant partie. Voici la donation, faites la lire. » Et l'honorable défenseur et la curie de dire : « Que les registres publics te soient ouverts ; que le greffier reçoive la donation et la lise. » Le greffier, exécutant l'ordre de prendre la donation, la lut. Le mandataire dit alors : « Puisque Votre Grandeur a daigné accéder à ma

(1) *Recueil de Rozière*, formule 263, § 1.

requête, je demande que la donation prenne place dans les registres publics et qu'une fois les Archives ouvertes et la donation inscrite, il m'en soit remis une expédition, selon l'usage. » L'honorable défenseur et les membres de la curie lui dirent : « Une fois l'acte enregistré, une expédition t'en sera remise, de la main du greffier, conformément à l'usage, pour que l'acte demeure éternellement valable. »

De l'examen de toutes ces formules dont l'origine s'échelonne du ^{vi}^e au ^{ix}^e siècle, on peut conclure de façon certaine que l'enregistrement d'un acte était une éventualité assez fréquente pour que les officiers publics, ou plutôt ceux qui en tenaient l'emploi, aient eu des formules toutes préparées où il n'y avait qu'à remplacer par les noms propres les mots *illi*, *illa*, etc.

Mais à côté de ces formules, actes fictifs, simples modèles, nous avons encore des actes réels de l'époque mérovingienne et principalement des chartes. Le terme charte désigne un ancien titre d'une nature quelconque, politique ou privée ; ainsi certaines chartes contiennent des concessions faites par des rois à des provinces ou à des villes ; d'autres sont des actes purement privés de vente, de donation, etc. Chaque seigneur, chaque abbaye, chaque ville avait son recueil de chartes où se conservaient les titres de propriété et les privilèges concédés (1).

(1) GLASSON, *Hist. de droit*, p. 67.

M. Francisque Renaud, dans son étude fortement documentée à laquelle nous nous référons à chaque instant, énumère un certain nombre de chartes où l'on trouve trace de la pratique de l'institution de l'enregistrement.

C'est, tout d'abord, un testament fait au Mans, en 615, puis un autre de 642, qui rappellent les termes de la 17^e formule de Marculfe, relatifs à l'enregistrement.

Un testament fait à Orléans, en 667, mentionne expressément la formalité de l'enregistrement, de même pour le testament du comte Wolfgang de l'an 709.

En 721, à Semur, en Bourgogne, l'abbé Widerad reproduit, dans son testament, le passage sus-mentionné de la 17^e formule de Marculfe.

Un document plus considérable nous a été transmis par D. Martène. Il consiste dans une série de quatre pièces relatives à une donation faite à Angers, en 804, par un personnage nommé Harwich : la première pièce est le texte de la donation elle-même. On y lit ce passage : *Presente vero donatione nequaquam augrialium vilitati gestis municipalibus aligarie curavi et omnino decrevi, ne aliquando ab hac causa quisquis valeat reperire.*

« Malgré l'exiguité de telle valeur, je désire que la donation présente soit insérée aux registres municipaux, afin que jamais personne ne puisse y trouver un vice de forme » (1).

(1) F. RENAUD, *loc. cit.*, p. 257, note 107.

La 2^e pièce est l'acte de tradition de l'immeuble faisant l'objet de la donation ; la 3^e est le mandat pour requérir l'enregistrement ; et la 4^e est le procès-verbal même de l'enregistrement qui eut lieu à Angers. On y remarque une analogie formelle avec la 2^e des formules angevines (1).

Tout comme les formules, les chartes attestent donc expressément la persistance de la formalité de l'enregistrement à l'époque mérovingienne du VI^e au IX^e siècle. Sans doute, nombre de formules et de chartes, remontant à la même époque, ne portent aucune trace de la formalité ou en accusent la désuétude, mais ce n'est là qu'un élément de plus pour permettre d'affirmer la survivance de l'institution dont la pratique n'échappa pas à la diversité et au désordre qui sont les caractères de cette époque.

§ 2. — **Moyen Age.**

Avec le partage de l'empire de Charlemagne et les invasions des Normands, nous arrivons à la période chaotique de notre histoire dans laquelle nous allons voir sombrer toutes les institutions romaines qu'avaient conservées les conquérants germaniques. La crainte du pillage chasse les habitants de leurs antiques cités, ils se réfugient sur les hauteurs à l'abri des châteaux-forts, derrière les murs desquels ils peuvent résister aux Nor-

(1) F. RENAUD, *loc. cit.*, p. 255.

mands. Les bourgades qui naissent à l'ombre de la forteresse n'ont plus rien de la cité gallo-romaine luxueuse et policée qui n'est bientôt plus qu'un souvenir. L'organisation municipale subit, évidemment, le sort de la cité, curie, défenseur de la cité, registres publics disparaissent et, avec eux, l'institution de l'enregistrement pour le fonctionnement de laquelle ils étaient des rouages indispensables.

D'ailleurs, comme le fait remarquer M. Francisque Renaud (1), cette formalité perdit, dès le ix^e siècle, une partie de son utilité par suite de deux capitulaires de Charlemagne ordonnant la création d'offices de *notarii* dans chaque localité, auprès des évêques, comtes et abbés. L'origine officielle de ces créations donna aux actes des nouveaux notaires un certain caractère d'authenticité moins nettement déterminé, il est vrai, qu'il ne le fut plus tard, en 1270, par un édit de saint Louis, mais qui ne laissa pas de diminuer, dans une certaine mesure, l'opportunité de l'enregistrement.

Une autre cause de la décadence de l'enregistrement comme des autres institutions civiles des Gallo-Romains, vient de l'influence bientôt prépondérante de l'Eglise.

Lors de la débâcle de l'Empire romain, l'Eglise conserva l'organisation puissante qu'elle s'était donnée, organisation calquée, d'ailleurs, sur celle de l'Empire. La force morale dont elle disposait se trouva accrue dans

(1) F. RENAUD, *loc. cit.*, p. 390.

des proportions considérables avec la conversion de Clovis et les dons nombreux dont les puissants d'alors lui firent présent, à l'instar de leur prince, pensant ainsi racheter leurs péchés. Grâce à la puissance que leur donnait leur autorité morale et leurs richesses, les évêques devinrent bientôt les véritables chefs de la population qui trouva, dans la paroisse, l'organisation disparue avec la cité gallo-romaine.

Les évêques héritèrent ainsi des attributions des anciens *defensores*, parmi lesquelles était, comme nous l'avons vu, l'enregistrement des actes. Dès le VI^e siècle, Saint-Germain avait obtenu des « rois et princes francs » la dispense de s'assujettir à la formalité de l'enregistrement. Cette prérogative ne lui fut pas accordée d'une façon bien restreinte puisque, en 566, il la conférait au personnel desservant la basilique de Sainte-Croix et de Saint-Vincent, aujourd'hui, Saint-Germain-des-Prés. Cette dispense ne se présente, il est vrai, qu'avec le caractère d'une exception (1).

M. J. Quicherat, dans une monographie intitulée : *De l'enregistrement des contrats à la curie* (2), écrit à ce sujet : « Il faut considérer le cas présent comme le premier pas qui conduira plus tard les autres monastères au même genre d'affranchissement. On ne peut douter, en effet, qu'un exemple aussi solennel n'ait eu des imitateurs, et que plus d'une abbaye n'ait revendiqué

(1) F. RENAUD, *loc. cit.*, p. 392.

(2) Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, V^e série, t. I, p. 440.

l'avantage d'un privilège pareil à celui de Saint-Vincent. » L'auteur ajoute d'ailleurs : « Sans doute cela n'a pas été universel. » Les nombreux exemples que nous avons cités sont, en effet, la preuve que la chose ne s'était pas généralisée.

Mais à côté des privilèges qui, somme toute, doivent, d'après leur nature même, rester l'exception, l'Eglise exerça une influence morale infiniment plus considérable.

On sait qu'au Moyen âge la portion lettrée de la population appartenait presque exclusivement au clergé et aux corporations religieuses. C'étaient ordinairement les prêtres et les moines qui rédigeaient les actes ; il était même enjoint aux curés de surveiller la confection des testaments, voire d'en faire pour les morts. Les actes une fois rédigés sous la surveillance de l'autorité ecclésiastique et avec le concours d'un de ses membres, il fallait, pour accomplir la formalité de l'enregistrement, recourir à cette même autorité, puisque elle seule disposait de l'instruction nécessaire au fonctionnement de cette institution. Il arriva donc que le même personnel procédait à la formalité intrinsèque de la rédaction des actes et à la formalité extrinsèque de leur authentification par l'enregistrement, c'est-à-dire que la rédaction des actes et le contrôle de cette même rédaction se trouvaient confiés aux mêmes mains : incompatibilité qui dut nécessairement contribuer à la désuétude de l'enregistrement. D'ailleurs, si lettrés qu'aient pu être

les membres du clergé au Moyen âge, il est certain qu'ils connaissaient mieux les textes des livres saints que les dispositions de la loi romaine et qu'ils pratiquaient plus volontiers les rites religieux que les formalités purement juridiques. Cela est si vrai que l'on rencontre, dans de nombreuses chartes et formules de l'époque, non pas seulement des citations empruntées aux Codes, mais des passages extraits des Saintes Ecritures. Et l'on ne s'en tenait pas aux emprunts de textes, l'imitation des formes bibliques était entrée dans la pratique. On voit, dans l'Ancien Testament, Booz établir les conditions de son mariage avec Ruth, en public, aux portes de la ville (*Ruth*, chap. iv). Au Moyen âge, ce n'est pas aux portes de la ville que se concluaient les affaires, mais aux portes des églises, au milieu des fidèles assemblés pour les saints offices. De même, par imitation de l'Ancien Testament, on rencontre fréquemment dans les actes de l'époque des menaces solennelles de peines, corporelles pour cette vie et infernales dans l'autre (1).

Inutile donc de chercher au milieu des usages primitifs ou barbares des x-xi-xii^e siècles, le savant et régulier système des formalités romaines. Il est disparu avec l'empire de Charlemagne.

A l'appui de cette thèse, M. Francisque Renaud (2) cite différents documents.

D'abord une donation de l'an 945 faite dans le

(1) F. RENAUD, *loc. cit.*, p. 394.

(2) *Loc. cit.*, 396.

Rouergue contient cette maxime, présentée d'une façon sententieuse qui lui donne une portée utile à constater : *Cessio sola sufficit sine gestorum allegatione*. « La donation se suffit à elle seule sans enregistrement dans les actes publics. »

Au siècle suivant, en 1032, l'auteur d'une donation à un monastère d'Apt exprime une maxime qui, dans le fond, est identique à la précédente, quoique exprimée en d'autres termes : *Tempus legis istius donationis causa non sine gestorum testificatione valebat, nunc vero post hanc legem nec qualibet donatio valere potest si gestis fuerit alligata*. « La validité d'une donation était subordonnée autrefois à son enregistrement dans les actes publics, mais maintenant, depuis cette loi, une donation quelconque est valable, même si elle n'est pas enregistrée. »

Enfin un acte de vente consenti à Marseille au ^{xre}, porte que l'ancienne législation prescrivant la formalité de l'enregistrement n'est plus en vigueur : *Ante tempus legis istius, donationes quoque valuerunt, si gestis non fuerint colligatæ. Postea enim quam leges esse ceperunt sancti Dei institutores sauxerunt ut venditio firma et stabilis sit omni tempore*. « Avant cette loi les donations, pour être valables, devaient être enregistrées. Mais depuis que les saints législateurs de Dieu ont modifié les lois, ils ont décidé qu'une vente serait valable de toute façon. (1) »

(1) *Cartulaires de France ; Cartulaire de Saint-Victor de Marseille*, t. I, p. 81, cité par Francisque RENAUD (*op. cit.*, p. 396).

De tout ceci on peut donc conclure que, par suite de la désorganisation politique en général, et de la désorganisation municipale en particulier, sans compter le recul de civilisation et la prépondérance de l'Eglise qui caractérisent cette époque, les x-xi-xii^e n'ont probablement pas vu pratiquer la formalité de l'enregistrement.

Cette période chaotique finit vers la fin du xii^e siècle. Le pouvoir royal s'élève au-dessus des seigneurs féodaux sans parvenir cependant à ranger sous son autorité l'intégralité de l'ancien empire de Charlemagne. Mais dans les provinces, l'autorité d'un seigneur s'est affirmée plus puissante et, à l'abri de cette autorité le calme et l'ordre reparaissent peu à peu. Inutile cependant de chercher, dans la société d'alors, les mœurs policées imitées des Romains, le pouvoir législatif n'existe plus, *leges* et *cartulaires* sont disparus et remplacés tant bien que mal par les coutumes, recueils des réminiscences plus ou moins vagues de l'ancienne législation qui avaient survécu aux troubles de ces trois siècles. Dans ces coutumes nous retrouvons pêle-mêle les influences de l'ancienne législation gallo-romaine et les influences du droit canonique, conséquences directes du rôle prépondérant de l'Eglise à cette époque.

La renaissance des études de droit romain qui se produisit avec Irnérius et l'Ecole de Bologne ou des glossateurs à la fin du xi^e et surtout au xii^e siècle, introduisit dans les coutumes un élément nouveau. On chercha à imiter le droit romain au fur et à mesure qu'une connais-

sance plus complète en démontrait la perfection. Dans certaines régions, le droit romain se fit recevoir comme une loi véritable, comme loi écrite et impérative. Dans le midi de la France où la coutume avait été profondément imprégnée de droit romain, où les populations vivaient, en réalité, sous l'empire du droit romain passé à l'état de coutume, les lois romaines, remises en lumière et en honneur, prirent sans difficulté force de loi vivante. Cela se fit naturellement par le consentement des populations, par l'autorité de la coutume. Ce fut comme un pays qui, ayant perdu ses codes, aurait vécu pendant quelques siècles sur leur souvenir et qui les retrouverait un beau jour (1).

Dans la plupart des régions du Nord et du Centre, au contraire, le droit romain ne put qu'imprégner très fortement les coutumes dont il combla les lacunes. C'est ainsi que la France se trouva divisée en pays de droit écrit ou de *langue d'oc*, comprenant surtout les provinces du Midi, et en pays de coutumes ou de *langue d'oïl*, situés principalement au Centre et au Nord.

Les coutumes, de par leur nature même, n'étaient point écrites et variaient, d'ailleurs, suivant les lieux. Nous avons cependant des recueils émanés, soit de particuliers, soit de juristes, plus ou moins officiels qui nous ont conservé le fond des principales coutumes de tel ou tel pays. C'est dans ces recueils que nous allons chercher

(1) ESMEIN, *Précis hist. du droit*, p. 711.

les passages relatifs à notre sujet. Cette recherche est d'ailleurs brève, car la plupart des anciennes coutumes sont muettes en ce qui concerne l'enregistrement.

Deux seulement d'entre les anciennes coutumes font mention de la formalité de l'enregistrement sous le nom d'insinuation, sans doute par une réminiscence du droit romain. Ces coutumes sont : 1^o les coutumes d'Auvergne, rédigées en 1520 ; 2^o celles du Bourbonnais, rédigées d'abord en 1500, puis en 1521. Ces deux provinces intermédiaires entre le Nord et le Midi avaient d'abord observé les usages du Midi, mais les coutumes du Nord y ayant prévalu par la suite, il fallut, pour faire cesser toute indécision, statuer expressément que l'insinuation n'était pas requise. C'est ce qui fait l'objet des articles 51, chapitre IV des *Coutumes d'Auvergne* et article 3, titre IV des *Coutumes du Bourbonnais*, édit. de 1500 ; article 218, chapitre XIX, édit de 1521 (1).

Nous concluons donc que l'enregistrement ne fut point pratiqué dans les pays de coutumes. Augustin Thierry cite cependant une exception présentée par la commune d'Amiens.

« L'expérience ramenant aux traditions de la curie romaine, l'échevinage sentit la nécessité de faire insérer, dans des registres spéciaux, les actes..... », on lit à ce sujet dans le registre aux délibérations de 1438 à 1440, l'ordonnance suivante : « Messeigneurs a grant et meure

(1) F. RENAUD, *loc. cit.*, p. 397.

délibération et d'une volonté et consentement, ont ordonné que doresnavant bail à cens, vendicions... etc., dont par cy-devant étaient faictes lettres que on nommait chirographes, et dont par long et ancien temps on avait usé en ladite ville, seront enregistrées en un registre en parchemin, tout au net, qui sera signé du clerc de la ville ; et d'an en an ledit registre sera renouvelé en chacune mairie, et seront lesdites lettres scellées du scel aux causes de ladite ville, et signées dudit clerc pour les parties qui avoir les vorront ; mais neanmoins toutes les chirographes qui par cy-devant ont été faictes demourront avec leur valeur et vertu. » Les registres aux contrats, commencés en 1441 s'étendent jusqu'à l'année 1621 et forment une série de 144 volumes. Les actes qui y sont contenus sont des ventes, des renonciations, des partages de successions, des transports, des assignations de cens et d'autres conventions relatives à des intérêts privés (1).

Peut-être d'autres villes ont-elles suivi l'exemple d'Amiens, c'est même une chose probable, mais les Archives de ces villes sont ou disparues ou n'ont pas encore été étudiées. Ce qui est certain, en tout cas, c'est que quel que fût le nombre des villes ayant imité Amiens, ce nombre fut fort limité et ces villes constituèrent une exception.

Il était au contraire naturel que la France méridio-

(1) *Documents inédits sur l'histoire de France. Hist. du Tiers état*, Aug. THIERRY, t. I, p. 842.

nale où se trouvaient les pays de droit écrit, sauf l'Alsace, revint à la pratique de l'enregistrement par la résurrection de l'insinuation romaine. C'est, d'ailleurs, le Midi de la France qui fut le siège des études romanistes qui fleurirent aux ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles à Toulouse, Montpellier et Orléans.

A l'instar des glossateurs de Bologne, dont ils étaient les élèves, nos romanistes étudièrent, non le code théodosien, mais le code de Justinien. D'ailleurs, les divergences étaient minimales, au moins en ce qui nous intéresse. Elles consistent dans l'exemption de la formalité accordée par Justinien à certaines donations particulières et notamment dans l'élévation au chiffre de 500 solides de la valeur minima au-dessous de laquelle la formalité d'insinuation n'était pas requise pour les donations (1).

Nous avons vu que les Romains recouraient souvent à l'insinuation pour des actes autres que les donations et les testaments, seuls actes pour lesquels la formalité était obligatoire. Or, dans les provinces de droit écrit on se borna à pratiquer l'enregistrement pour les seuls actes soumis obligatoirement à la formalité par le code de Justinien, c'est-à-dire pour les donations et testaments.

M. Francisque Renaud cite un certain nombre de documents pour démontrer l'application de l'enregistrement aux donations et testaments.

(1) Code Just. (VIII, 54, 36). F. RENAUD, *loc. cit.*, p. 398.

Tout d'abord un acte de 1172 contenant donation du comté de Melgueil par la comtesse Béatrix au comte de Toulouse « ...*Præfatam donationem confirmarique et præsentibus actis inseri insinuarique faciens... conventiones præsentis pagine insinuat*... (1). Ce que l'on peut traduire... « faisant confirmer la susdite donation et la faisant enregistrer par le présent acte... les clauses du présent acte enregistrées... »

En 1211, donation par Transcavel à Simon de Montfort : ...*Confiteor etiam donationem istam actis fuisse insinuatam*... (2). « Je reconnais en plus que cette donation a été enregistrée dans les registres publics. »

En 1212, donation par Roscelin, vicomte de Marseille : ...*Renuntians... omnibus legibus insuperque donationem absque insinuatione factam cessant, in hoc quod excedit summam quingentorum aureorum* (3). « Rappelant... qu'aux termes de toutes les lois, la donation enregistrée n'est pas valable pour tout ce qui dépasse la somme de 500 écus. »

En 1230, donation du vicomté de Marseille faite par les habitants de Marseille au comte de Toulouse : ...*Donamus donatione simplici inter vivos facta et actis solemniter insinuata* (4). « Nous donnons par donation simple et entre vifs et par donation dûment enregistrée.»

(1) *Hist. générale du Languedoc*, t. III, preuves, col. 128-129.

(2) *Hist. gén. Languedoc*, t. III, preuves, col. 321.

(3) *Documents inédits. Cartulaire de Saint-Victor*, t. II, p. 305.

(4) *Hist. gén. du Lang.*, t. III, preuves, col. 231.

Un chapitre des statuts de la ville de Marseille porte d'ailleurs : *Ultimæ voluntates sic scriptæ sine alia insinuatione probentur per ipsum publicum instrumentorum* (1). « ...Que les dernières volontés ainsi énoncées soient valables par cette seule publicité des actes. »

Les statuts de la ville d'Apt sont plus explicites, ils contiennent une sentence arbitrale de l'an 1252, mettant dans les attributions du seigneur de Simiana, à l'exclusion des consuls de la ville : *Insinuatio testamentorum et publicatio testium et testamentorum...* « L'enregistrement des testaments, la publication des noms des témoins et des testaments (2). »

M. Francisque Renaud, auquel nous empruntons toutes ces citations, mentionne encore une donation de Pierre de Maurice, rédigée à Riom, en Auvergne, l'année 1311. Dans cette donation on trouve trace de la connaissance des règles édictées par Justinien en matière d'insinuation (3).

« ...*Petrus Mauricii... donavit... cum insinuatione qua convenit prius facta... et quia... valor ipsarum rerum longe excedit quantitatem ultra quam donationes sine insinuatione factæ de jure non valent, fecerunt sibi ad invicem prout supra et secundum modum et formam supra expressos de prædictis rebus donatis tot et tam varias donationes*

(1) Statuts de Marseille, lib. II, cap. 16 (*Rev. de légis.*, 1870, p. 40).

(2) Statuts d'Apt. GIRAUD, *Hist. du droit français*, II, p. 128.

(3) Code Justinien, VIII, 54, 34, § 3.

particulariter quod nulla earum in suis summa excedat legitimam quantitatem. Renuntians... et juri dicenti donationem ultra certam summam sine insinuatione non valere (1).

« Pierre de Maurice a fait cette donation après en avoir fait faire auparavant l'enregistrement obligatoire... comme la valeur de ces biens dépasse de beaucoup la somme au-delà de laquelle les donations non enregistrées légalement ne sont plus valables, les parties, comme il a été dit plus haut, suivant la forme et la manière susdites, ont fait entre elles, au sujet des biens susmentionnés, des donations différentes, de façon à ce que le montant ne dépassât pas la valeur permise par la loi... car, au-delà d'une certaine somme, la donation non enregistrée n'a pas d'effet. »

En 1456, Louis XI, encore Dauphin, prescrivit l'insinuation des donations dans le Dauphinée.

Insinuari et publicari faciant et illa ibidem registrari ; ne quisquam ignorantiam prætere possit, et, lapsis duobus mensibus post insinuationem earumdem, pro lege observent.

« Qu'on fasse insérer dans les actes publics et enregistrer les donations, pour que nul ne puisse arguer de son ignorance... et que deux mois après l'enregistrement, l'acte ait force de loi. »

Il résulte donc de ces textes que, du ^{xiii}e au ^{xv}e siècle,

(1) BALUZE, *Hist. d'Auvergne*, II, preuves, p. 139-141-143.

l'insinuation fut pratiquée dans le Midi de la France, pour les donations et les testaments, et que ce fut là une des nombreuses conséquences de la renaissance du droit romain.

SECTION II

Des impôts de mutation.

Mais qu'étaient devenus, dans cette période de notre histoire, qui comprend près de quinze siècles, les impôts de mutation que nous sommes habitués à allier à l'idée d'enregistrement ?

Nous avons montré comment, à la différence de ce qui se passait en Grèce et en Egypte, les impôts de mutation romains n'avaient jamais eu de connexité étroite avec la formalité de l'enregistrement qu'ils avaient, d'ailleurs, presque tous précédée de quelques siècles.

Nous avons montré la décadence et la disparition de ces divers impôts au déclin de l'Empire romain.

Il ne faut donc pas nous attendre à trouver au milieu de la désorganisation politique qui caractérise les siècles que nous étudions, un organisme fiscal que l'Empire romain avait été impuissant à maintenir dès avant le iv^e siècle.

Sans doute, dans les premiers siècles de l'occupation romaine, la Gaule connut les impôts de mutation que

nous avons vu percevoir à Rome. L'impôt du vingtième, établi par Auguste sur les successions, avait d'abord été limité à l'Italie, mais Caracalla l'étendit aux provinces : c'est dans ce but qu'il imagina par sa célèbre constitution de 212, de conférer la qualité de citoyen romain à tous les habitants de l'Empire.

Les provinces de la Gaule furent même réparties en circonscriptions spéciales pour la perception de cet impôt. La Narbonnaise et l'Aquitaine formèrent un de ces ressorts financiers ; on réunit en un second la Lyonnaise, la Belgique et les deux Germanies à la tête de chacune de ces circonscriptions était placé un *procurator vicesimæ hæreditatum* (1).

L'impôt du vingtième sur les affranchissements s'appliquait également à tout l'Empire.

Mais comme nous l'avons déjà dit, ces impôts de mutation disparurent dès avant la fin du iv^e siècle et le Trésor public ne fut plus alimenté que par des impôts indirects, tels que les douanes ou les impôts directs, impôt foncier ou capitation.

Les Germains n'avaient aucune organisation fiscale comparable, même de loin, avec celle de l'Empire romain au moment des invasions. Aussi s'efforcèrent-ils de conserver l'organisation qu'ils trouvèrent en vigueur lors de la conquête. Mais l'organisation romaine était trop délicate pour les Barbares. Sans doute, les registres

(1) GLASSON, *Hist. du droit*, p. 36.

des impôts directs dressés sous l'Empire continuaient à servir de base aux perceptions et on les prenait pour modèles lorsque les rois francs ordonnaient d'en dresser de nouveaux ; mais c'étaient là des opérations trop délicates qui prêtaient à de nombreux abus.

D'autre part, il est certain que si les impôts indirects, tels que les droits de douane, de péage, etc., furent conservés, l'impôt du vingtième sur les successions et celui des affranchissements étaient bien disparus et ne furent jamais pratiqués sous les Rois francs (1).

D'ailleurs, les impôts romains péniblement maintenus sous les Mérovingiens aux ^{vi}^e et ^{vii}^e siècles, disparurent ensuite en tant que système général s'appliquant à tous, il n'y a plus d'impôt direct général sous les Carolingiens ; quant aux impôts indirects ils prirent, au contraire, un développement considérable, surtout sous la forme de péages locaux (2).

Mais dans ces impôts indirects nous ne trouvons point trace d'impôt de mutation, à moins qu'on ne veuille considérer comme tels les droits de l'ordre des péages perçus à l'occasion de la vente des marchandises. Nous ne croyons pas, pour notre part, qu'on puisse assimiler ces droits de péage à un impôt de mutation, car ils étaient perçus, moins à l'occasion du changement de propriétaire, que comme indemnité au seigneur pro-

(1) GLASSON, *Hist. du droit*, p. 79.

(2) ESMEIN, *Hist. du droit*, p. 83.

priétaire des locaux ou du terrain où se traitait la vente.

Avec le régime féodal nous ne trouvons plus trace d'impôt général et national. Il n'y a plus que des droits féodaux que le roi lui-même ne percevait qu'en sa qualité de seigneur.

C'est dans ces droits féodaux que nous allons trouver l'origine et la base juridique des institutions qui firent revivre l'enregistrement et les impôts de mutation au ^{xvi}e siècle (Insinuation, art. 132 de l'ordonnance de François I^{er}, d'août 1539 ; contrôle, édit. d'Henri III, juillet 1581).

CHAPITRE III

DES DROITS FÉODAUX

Tous les auteurs s'accordent pour trouver l'origine des impôts de mutation actuels dans les droits féodaux.

MM. Championnière et Rigaud écrivent notamment : « Les droits de mutation que nous payons aujourd'hui sont les droits seigneuriaux que l'on payait avant la destruction du régime féodal ; ce sont ceux que la loi de 1790 avait abolis en partie et que celle du 22 frimaire, an VII, a rétablis. Nous payons au Trésor public ce qu'autrefois le Trésor public et les seigneurs se partageaient. La dette est exigible dans les mêmes circonstances, à raison des mêmes mutations (1). »

L'étude des droits féodaux est trop intimement liée à la nature des biens pour qu'il ne soit pas nécessaire de donner quelques explications sur ce dernier sujet.

La clef de voûte du régime des biens féodaux était le fief. On appelait aussi une terre, une seigneurie dont le

(1) Ch. et R., II, p. 565.

possesseur se reconnaissait le vassal d'un seigneur suzerain, soit parce qu'il tenait sa terre d'une concession de ce seigneur suzerain, soit parce qu'il s'était rangé de lui-même sous la tutelle de ce dernier pour en obtenir en retour aide et protection.

Mais quelle que fût l'origine du fief, concession du suzerain ou soumission volontaire, le fief, dans sa forme première, fut une tenure strictement attachée à la personne du vassal, c'est-à-dire viagère et inaliénable. C'était là une chose logique, le contrat entre le suzerain et le vassal étant un contrat éminemment personnel, où les prestations personnelles l'emportaient de beaucoup sur les droits et obligations venant de la terre, laquelle n'était qu'un accessoire.

Tout au contraire, les services et obligations personnelles ne venaient qu'au deuxième plan en matière de censives ou tenures roturières, c'est-à-dire de concessions de terres faites par un seigneur à ses vassaux non nobles. Là, le suzerain cherche bien moins des guerriers fidèles qui marcheront à sa suite que des bras qui mettront en valeur le domaine protégé par les armes de ses vassaux nobles.

Si, à l'origine, la concession d'un fief avait un caractère rigoureusement personnel permettant au suzerain, à la mort du vassal, de choisir l'héritier, le nouveau vassal, entre plusieurs enfants, les fiefs devinrent bientôt héréditaires, en vertu du capitulaire de Vierzi, de 877, dont l'art. 3 prépara la révolution qui constitua le gou-

vernement féodal en accordant aux ducs, aux comtes et aux vassaux médiats et immédiats, l'hérédité de leurs offices et de leurs bénéfices (1).

M. Esmein donne une autre version qui complète plutôt qu'elle ne contredit celle de MM. Championnière et Rigaud. « Peu à peu, dit-il, la coutume consolida, partout en France, la transmission héréditaire des fiefs, elle donna aux héritiers un droit ferme et légal qui ne dépendit plus du bon vouloir du seigneur. Il est vraisemblable que chaque fief acquit individuellement le caractère héréditaire par une possession prolongée, par une sorte de prescription ; au cours du ^x^e, c'est devenu une coutume générale (2).

Droit de relief ou de rachat. — Quoi qu'il en soit, la transmission héréditaire des fiefs faisait perdre au suzerain le bénéfice qu'il pouvait tirer du retour du fief à la mort du vassal, par la faculté qu'il avait de disposer à nouveau de ce fief. Pour indemniser le seigneur suzerain, la coutume lui attribua une compensation pécuniaire qui prit le nom de droit de rachat ou de relief (*relevium*). *Relevium Franci* appellant non absimili sensu, veluti quod interciderat morte, relevatur a domino feudi pretio convento (3).

(1) CHAMPIONNIÈRE et RIGAUD, *loc. cit.*

(2) ESMEIN, *loc. cit.*, p. 145.

(3) D'ARGENTRÉ, *Sur la coutume en Bretagne. Titre des droits du prince*, art. 74.

« Ce droit est appelé rachat, dit Ferrières (*Dict. V^o Rachat ou relief*), parce que le nouveau vassal est obligé de le payer à son nouveau seigneur en entrant dans le fief, comme pour le racheter de la perte qui est censée en être faite par la mutation du vassal.

« Ce droit est aussi appelé relief, du mot de relèvement, *a relevando, id est liberando seu solvendo*, pour marquer que le nouveau vassal qui paie le relief est censé le relever, le dégager et le remettre dans son premier état *quasi morte vassali, vel alienato feudo feudum ceciderit*.

« On appela d'abord ce droit *placitum*, parce que, n'étant pas en règle, il dépendait à la rigueur de la volonté des seigneurs dominants ; et de là vient qu'encore aujourd'hui les reliefs ou rachats, quoique réglés ou fixés, sont encore nommés relevoisons à plaisir et plaits à merci. »

De son côté, Coquille écrit (1) :

« Le mot de rachat dépend de la très ancienne usance des fiefs, selon laquelle les fiefs, en plusieurs cas, retournaient au seigneur féodal, comme si le vassal mourait sans enfants, ou s'il aliénait sans congé de son seigneur féodal, et pour racheter cette reversion, fut, par composition générale des états de chaque province, accordé au seigneur le revenu d'un an qui s'appelle rachat, comme, en cas de vente, on paie le quint denier. En maints lieux on l'appelle droit de relief comme si, de

(1) *Institution au droit français*, chapitre des fiefs.

nouveau, on reprenait, et qu'on relevât le fief, étant tombé en caducité par la reversion. »

A l'origine, le droit de relief devait se payer quel que fût le degré de parenté de l'héritier avec le vassal défunt. Mais bientôt les héritiers de la ligne directe, descendants puis ascendants, en furent dispensés, de sorte, qu'à partir du XIII^e siècle, il ne fut plus payé que par les héritiers collatéraux.

Voici d'ailleurs ce qu'écrivait Renauldon, en 1765 : « Rachat ou relief est le droit qui est dû au seigneur féodal en toutes mutations qui arrivent de la part du vassal, excepté celles qui arrivent par succession en ligne directe, ascendante ou descendante, et celles qui sont causées par vente ou par quelque acte équivalent à la vente ; car aux mutations qui arrivent en ligne directe, il n'est dû au seigneur féodal aucun profit, mais seulement la bouche et les mains, c'est-à-dire la foi et hommage ; et aux mutations de fief qui se font par vente ou par quelqu'autre acte équipollent à la vente, il est dû au seigneur féodal le droit de quint et de requint (1). »

Le taux du droit de relief ou de rachat fut bientôt fixé par les coutumes. En principe, ce droit consistait dans le revenu du fief pendant une année. Il pouvait encore consister dans une somme une fois offerte de la part du vassal ou fixée à dire de Prud'hommes, au choix du seigneur (art. 47 de la *Coutume de Paris*).

(1) RENAULDON, *Dictionnaire des fiefs*, II, p. 181.

C'était au seigneur à choisir le revenu du fief pendant un an ou la somme offerte par le vassal.

Lorsque le vassal avait fait offre ou d'un an du revenu du fief, ou le dire de prud'hommes, ou d'une somme au choix du seigneur, le seigneur devait faire son choix dans les 40 jours. Après les 40 jours, le vassal devait réitérer ses offres et sommer le seigneur de faire sa déclaration. Si le seigneur n'y déférait pas, elle demeurait référée au vassal ; et si le vassal, après ses offres signifiées, laissait le fief vacant pendant un an, il était déchargé du rachat (1).

L'année du relief ne commençait que du jour des offres acceptées par le seigneur ou valablement faites par le vassal jusqu'à pareil jour de l'année suivante.

Si le seigneur choisissait le revenu d'un an, le vassal était tenu de lui communiquer ses baux et le seigneur était tenu, réciproquement, de les entretenir. (2)

Il n'était dû qu'un relief quoique le fief changeât de mains par plusieurs mutations dans la même année. La raison en était, d'après Ferrières, que le relief étant le revenu d'un an, une terre ne produit des fruits qu'une fois l'an.

Il fut décidé ainsi, par arrêt du 10 mars 1662 rendu en la Grande Chambre au rôle de Paris, que dans une même année, y ayant eu deux mutations de vassaux en succession collatérale, l'une par la mort du frère, décédé

(1) RENAULDON, *loc. cit.*

(2) *Dict. de FERRIÈRES, loc. cit.*

sans enfants, et l'autre par le mariage de la sœur héritière de son frère, il n'était dû qu'un seul droit de rachat pour raison du fief dont il était question (1).

Aliénation des fiefs. Droit de quint. — Nous avons déjà dit que le fief à l'origine n'était pas plus aliénable qu'il n'était héréditaire. Les mêmes raisons qui avaient empêché l'hérédité se retrouvaient encore plus fortes à l'encontre de la faculté de vendre.

Cela était parfaitement logique, et pour deux raisons. D'abord lorsque la concession était viagère en droit, cela allait de soi ; l'usufruit se présente naturellement comme strictement attaché à la personne. Puis l'hommage créait un lien individuel entre le seigneur et le vassal, et l'on ne concevait pas que l'une des parties put se substituer un tiers dans ces relations si personnelles. Permettre au vassal de céder son fief c'eût été, en particulier, l'autoriser à se choisir un remplaçant dans le service féodal. Cette raison garda sa force alors même que le fief fût devenu pleinement héréditaire : le seigneur avait à l'avance agréé une famille et une race, mais non point n'importe quel étranger (2).

Cette aliénation devenait évidemment possible si le seigneur voulait bien y consentir, mais bientôt la coutume fit admettre la faculté pour le vassal de vendre son fief, même sans le consentement du suzerain, lequel,

(1) FERRIÈRES, *Dict. V. Rachat ou relief*, II, p. 526.

(2) ESMEIN, *loc. cit.* p. 207.

en compensation, percevait certains droits dits *quint* et *requint*.

Cette évolution est retracée par Renaudon dans son *Dictionnaire des fiefs*.

« Lorsque, dit-il, les premières lois féodales étaient dans toute leur vigueur, le vassal était dans une si grande dépendance de son seigneur, qu'il ne pouvait pas faire la moindre aliénation dans son fief, et encore moins le vendre tout entier sans sa permission ; mais souvent les seigneurs affectaient quantité de difficultés pour accorder cette permission et avoir occasion de la vendre plus cher ; quelquefois même, par mauvaise humeur, ils refusaient de la donner ; il se pouvait faire encore que le seigneur ne voulut pas perdre un vassal dont il était content. Il est sensible que toutes ces tracasseries gênaient extrêmement le commerce des fiefs ; pour le rendre plus libre, les seigneurs se sont relâchés peu à peu de l'ancienne rigueur. D'abord, l'usage s'introduisit, ensuite il fut établi par les coutumes que le vassal pourrait vendre son fief sans la permission de son seigneur, en lui payant un droit qu'on a communément fixé au cinquième du prix de la vente, et c'est ce droit qu'on appelle quint. Quelques coutumes, comme Berry, l'appellent aussi rachat, ce qui cause qu'on y confond souvent le rachat dû pour la vente avec le rachat dû en cas de succession collatérale, qui sont deux droits fort différents (1). »

(1) RENAUDON, II^e partie, p. 174.

Guy Coquille écrit de son côté : « Quint denier... qui est la composition qui, autrefois a esté faicte par le consentement des Estats, afin de se redimer du droit de commise qui estoit quand le vassal vendoit sans congé du seigneur. »

Le quint en matière féodale était donc un droit seigneurial perçu lors des aliénations de fiefs et consistant dans la cinquième partie du prix du fief vendu. Ce droit se payait au seigneur dont relevait le nouveau vassal acquéreur.

Le droit de Quint n'était dû que pour deux sortes de mutations : 1^o en cas de vente ou d'acte équipollent à vente ; 2^o en cas de rente rachetable à prix d'argent, et cela sans attendre le rachat de la rente, parce qu'on estimait ce contrat équipollent à vente. Le quint s'y réglait à raison du sort principal pour lequel la rente était stipulée rachetable ou au denier vingt s'il n'y était point réglé (1).

A l'origine, le droit de quint n'était pas dû en cas d'échange, mais plusieurs édits de Louis XIV et l'arrêt du Conseil du 12 décembre 1724, décidèrent que le droit de quint était dû en cas d'échange comme en cas de vente, mais que le montant en serait perçu au profit du Roi et non des seigneurs, à moins qu'ils ne l'eussent acquis du Roi.

Le droit de quint était généralement payé par l'acquéreur à moins de stipulation contraire.

(1) RENAULDON, *loc. cit.*

Le droit de quint était général dans presque toutes les coutumes en cas de vente de fiefs. En Normandie, cependant, l'acquéreur devait le $\frac{1}{13}$ du prix et, en outre, un droit de rachat. En Berry, le droit dû par le nouvel acquéreur de fief était le revenu de la première année de la chose acquise ou une somme convenue avec le seigneur. C'était donc à peu près la même chose que le rachat dû dans la coutume de Paris en cas de succession collatérale.

Le droit de rachat remplaçait encore le droit de quint dans beaucoup de coutumes en cas d'aliénation à titre gratuit.

Il y avait cependant quelques cas où bien qu'il s'agit d'aliénation du fief à prix d'argent, le droit de Quint n'était pas dû. C'était, notamment, en cas de partage entre co-héritiers en ligne directe, même avec un retour de deniers, en cas de licitation en justice entre co-héritiers en ligne directe si l'adjudicataire était un héritier, ou bien encore en cas d'acquisition par un seigneur d'un héritage relevant de lui en fief ou censive, ou lorsqu'un acquéreur était contraint de déguerpir le fief à cause des hypothèques (1).

Quint et requint. — Nous venons de voir que le quint était la cinquième partie du prix de la vente d'un fief, le requint, lui, était la cinquième partie du quint, de

(1) RENAULDON, *loc. cit.*

sorte que pour une vente de 20.000 livres, le quint était de 4.000 livres et le requint de 800 livres.

Le requint n'était point un droit général et ne se rencontrait que dans certaines coutumes où il était perçu, quand, dans le contrat, il était expressément dit que la vente était faite francs deniers au vendeur. Cette clause était insérée lorsque l'acquéreur se chargeait de payer les droits seigneuriaux.

Renauldon nous fait connaître la psychologie de ce droit de la façon suivante : « M. Bobé, commentateur de la coutume de Meaux, explique très bien, sous l'art. 132, la raison qui a engagé quelques coutumes à accorder le requint aux seigneurs lorsque le fief est vendu francs deniers. Le requint, dit-il, est introduit par la coutume pour indemniser le seigneur de la perte qu'il souffre en ses droits, lorsque le fief est vendu francs deniers au vendeur. En ce cas, ajoute M. Bobé, un fief qui vaut 5.000 livres n'est vendu que 4.000 livres, d'autant que l'acquéreur compte au pardessus du prix de son acquisition le quint dont il se charge et qui, à son égard, fait partie du prix de la vente quoiqu'il n'augmente pas les droits seigneuriaux (1) . »

Censives. — Toutes les règles que nous venons d'exposer ne s'appliquaient qu'aux mutations ou transmissions de fiefs, mais nous avons vu qu'à côté des fiefs

(1) RENAULDON, II^e partie, p. 177.

il existait des censives, c'est-à-dire des terres concédées à des vassaux non nobles en échange surtout d'une rétribution appelée cens.

Sans doute, à l'origine, les censives étaient comme les fiefs des tenures viagères et inaliénables, mais bien vite la patrimonialité s'y introduisit et cela d'une façon plus complète que pour les fiefs, car on ne trouvait pas, dans ces contrats, les engagements personnels qui dominaient dans les concessions de fiefs.

Lorsque l'hérédité fut admise, le seigneur perçut, en guise de compensation, le droit de relief ou de rachat comme pour les fiefs.

Lods et ventes. — En cas de vente, le droit perçu fut appelé lods et ventes. Différentes définitions ont été proposées par nos anciens commentateurs pour expliquer l'étymologie de ce mot.

D'après le *Livre de Jostice et de Plet*, XII, 13 § 1 : « Los si est une chose que len doit a seignor quant aucun vent sa terre. Et est appelez loz de loer : quar la vente n'est pas parfaite devant que li sires l'ait loée. Et li los si monte le quint denier... et li sires de qui fié ce est, si le doit avoir. » Le *Livre de Jostice* distingue, d'ailleurs du los, les ventes, qui représentent un deuxième droit plus faible perçu par le seigneur en même temps, XII, 14 (1).

Renaudon rapporte plusieurs explications.

(1) ESMEIN, p. 208, note 2.

« Le mot de lods, dit-il, dérive selon quelques-uns, dont Mornac et d'Argentré, du mot *leudes*, ancien terme français qui veut dire loyal, parce que les sujets d'un seigneur doivent lui être loyaux et fidèles. Selon d'autres, ce terme vient du verbe *laudare seu approbare*, parce que ce droit se paie au seigneur pour louer, c'est-à-dire agréer et investir le nouvel acquéreur. C'est la définition proposée par Cujas et Molin. (*Traité du déguerpissement*, liv. V, chap. v, n° 4). D'autres enfin, pensent que le mot de lods vient de lot, c'est-à-dire part et portion, parce que ce droit n'est autre chose que le lot ou la portion qui revient au seigneur direct du prix de la vente de l'héritage censuel (Loyseau, *Traité des offices*, liv. III, chap. III, n° 28 (1)). »

Quoiqu'il en soit de l'étymologie du nom, les coutumes variaient beaucoup quant au montant du droit. Les unes le fixaient au $\frac{1}{6}$ du prix, d'autres au $\frac{1}{8}$, d'autres au $\frac{1}{10}$, $\frac{1}{12}$, $\frac{1}{20}$.

Ensaisinement. — La transmission des censives ne s'opérait point seulement à l'égard du seigneur par le paiement du droit de rachat ou des lods et ventes. Il fallait, de plus, que le nouveau censitaire se fit mettre en possession, ensaisiner, par le seigneur, lequel ne conférait la saisine que contre paiement d'un nouveau droit ou profit.

(1) RENAULDON, II^e partie, p. 51.

« La saisine, dit Renauldon, est une espèce d'investiture que le seigneur direct donne au nouveau vassal et pour laquelle il est dû un droit modique que les coutumes règlent différemment. »

A la longue, cependant, la plupart des coutumes admirèrent, en principe, que la propriété des immeubles pouvait être transférée par la seule convention des parties, sans qu'il fut besoin d'ensaisinement; certaines coutumes dites de « tradition réelle » conservèrent néanmoins l'ensaisinement.

D'ailleurs, si le seigneur, sans cause légitime, par caprice ou par humeur, se refusait à accorder la saisine, on pourrait la demander en justice. Mais le seigneur pouvait justement refuser d'ensaisiner quand il n'avait pas été payé des lods et ventes et autres droits qui pouvaient lui être dus par l'acquéreur, son vendeur ou ses prédécesseurs (1).

Amortissement. — Nous avons supposé jusqu'ici que la transmission des fiefs et censives s'opérait entre particuliers susceptibles de donner ouverture à la perception des droits féodaux, soit lorsqu'ils mourraient, soit lorsqu'ils vendraient.

On fut amené très vite à édicter des règles différentes lorsque l'héritier ou l'acquéreur fut une personne morale, c'est-à-dire quelqu'un dont on ne pouvait escomp-

(1) RENAULDON, *Traité des droits seigneuriaux*, p. 162.

ter le décès, On voulut surtout combattre le préjudice considérable qui résultait pour le suzerain de l'habitude fréquente de faire des dons importants à l'Eglise ou à ses membres, ou à des institutions laïques, hôpitaux, asiles, toutes personnes qu'on désignait sous le nom générique de gens de main-morte.

Les « gens de main-morte, lisons-nous dans le *Dictionnaire des Domaines*, I, p. 90), sont tous les corps et communautés, tant ecclésiastiques que laïques, qui sont perpétuels et qui, par une subrogation de personnes étant censés être toujours les mêmes, ne produisent aucune mutation par mort. »

On distinguait les gens de main-morte ecclésiastiques et les laïques. Les premiers se subdivisaient encore en ceux qui payaient décimes et ceux qui n'en payaient pas, de sorte, qu'en définitive, il y avait trois catégories de gens de main-morte ; d'abord les archevêques, évêques, abbés, prieurs, curés, chapelains et communautés régulières ; ensuite les gouverneurs et administrateurs d'hôpitaux, fabriques, confréries, marguilliers ; et enfin les communautés séculières, comme celles des prévôts, des marchands, maires et échevins, universités, communautés de marchands, etc.

Les biens possédés par les gens de main-morte s'appelaient biens de main-morte, ce qu'on explique de la façon suivante : A l'origine, les collectivités susceptibles de recevoir par donation ou d'acheter des fiefs ou censives, appartenaient surtout à l'Eglise, alors toute puis-

sante. Or, tout bien acquis par une église ou un monastère était mort pour le seigneur, car il était frappé d'inaliénabilité entre vifs et ne se transmettait pas à cause de mort, le pape ayant défendu les aliénations aux églises et les églises ne mourant pas. De là le nom de biens de main-morte et de gens de main-morte donné aux possesseurs des biens de main-morte.

Pour éviter tout préjudice au seigneur, le droit féodal admit qu'en cas d'acquisition d'un fief, d'une censive ou de tout autre immeuble féodal par une église ou un monastère, le seigneur aurait le droit de contraindre la communauté à vider ses mains dans l'an et jour, c'est-à-dire à transmettre l'immeuble à un laïque. Mais le seigneur pouvait donner son consentement à ce que l'immeuble restât entre les mains de la communauté à charge par celle-ci de lui payer une indemnité qui, à l'origine, était fixée de gré à gré, mais qui ne tarda pas à devenir fixe.

La faculté d'autoriser les gens de main-morte à recevoir ou acheter des biens ou, en d'autres termes, à amortir des héritages, ne tarda pas à devenir une prérogative royale affirmée d'abord par une ordonnance du 24 février 1316, puis par une autre ordonnance rendue par Charles V, en 1372.

Cette dernière ordonnance porte expressément qu'il appartient au Roi seul d'amortir dans son royaume et que les dispenses accordées aux gens de main-morte par les seigneurs ses sujets, ne pourront avoir effet d'amortissement.

Pour justifier cette disposition, des légistes invoquaient la disposition du droit romain, d'après laquelle les biens et les lieux ne pouvaient être consacrés ni ôtés du commerce *nisi jussu principis*. On citait également Cicéron qui, dans son oraison *pro domo sua*, fait mention d'une loi du consulat de Papirius, défendant de consacrer aucun fonds sans le consentement du peuple *ne immuneris consecrationibus res omnes sensim a domino commercioque suo eriperentur*.

L'Eglise n'accepta point sans résistance cette obligation d'amortir les biens qui lui étaient donnés ou qu'elle achetait. Alexandre IV (1254-1261) dans la décrétale *quoniam nonnulli, de immunitate eccles*, in-6., et, après lui, Boniface VIII (1294-1303) *cap. clericis, cod. tit.*, prétendirent que cette loi était une entreprise sur l'immunité de l'Eglise (1).

Mais les légistes de Philippe le Bel et de Charles V établirent que l'Eglise était soumise aux lois politiques de l'Etat pour tout ce qui regardait les biens temporels et que sa franchise ne recevait aucune atteinte de la défense qui lui était faite de s'accroître par de nouvelles acquisitions, puisqu'on ne lui ôtait rien de son ancienne dotation qui consistait en la seule perception des dimes. En devenant réservé au Roi, le droit d'amortissement prit un caractère nouveau et fut considéré comme l'équivalent du dommage causé au Roi, c'est-à-dire à

(1) RENAULDON, I, p. 44.

l'Etat par la mise hors du commerce des biens amortis.

Nous avons vu que l'autorisation d'acquérir des biens donnée par le Roi aux gens de main-morte s'appelait amortissement.

Ferrières nous donne la définition suivante de l'amortissement : « C'est une concession du Roi faite aux gens de main-morte, par laquelle il leur permet de tenir et de posséder des héritages, sans pouvoir être contraints d'en vider leurs mains ; autrement les seigneurs féodaux ou censiers pourraient les obliger d'en vider leurs mains en celles des personnes capables de les posséder ; parce que par les anciennes ordonnances, il n'est pas permis aux Eglises, corps et communautés, de posséder des héritages dans le royaume ; mais à présent ils n'en possèdent que trop pour l'intérêt public : et le Roi ne leur refuse guère la grâce d'en pouvoir acquérir, mais il ne leur accorde l'amortissement que moyennant certaine finance que l'on nomme droit d'amortissement ; et cela pour se dédommager des profits qu'il pourrait percevoir des héritages amortis, s'ils restaient dans le commerce ordinaire. Mais ce droit n'empêche pas que les seigneurs de qui dépendent les dits héritages, ne puissent exiger le droit d'indemnité qui leur est dû en conséquence de l'amortissement (1). »

L'amortissement donnait donc ouverture à des droits perçus au profit du roi et à des droits perçus par le sei-

(1) FERRIÈRES, *Dictionnaire*, I, p. 91.

gneur dont relevait l'héritage amorti. Nous allons étudier ces droits séparément, mais il nous faut dire quelques mots des différentes sortes d'amortissement.

Il y avait, d'après Ferrières, trois sortes d'amortissement. D'abord les amortissements généraux accordés par le Roi à tout le clergé ou à toute une province. Les immeubles appartenant aux ecclésiastiques ou autres gens de main-morte bénéficiaires de cet amortissement, se trouvaient amortis sans aucune déclaration ni spécification des héritages. Les amortissements généraux étaient d'ailleurs fort rares.

Il y avait amortissement particulier quand le Roi autorisait une communauté à amortir sur la déclaration faite par les impétrants, de façon détaillée, des circonstances et dépendances, nature et qualité des héritages par eux acquis.

Les amortissements mixtes étaient ceux qui n'étaient ni généraux pour une province, ni particuliers pour un simple héritage, mais qui comprenaient généralement tous les héritages et immeubles qui avaient été acquis par un collège ou une communauté, sans les détailler en particulier et qui contenaient la faculté d'en acquérir de nouveaux jusqu'à une certaine somme.

Dans tous les cas, l'amortissement se faisait par lettres du Roi obtenues en la grande Chancellerie et qui devaient être enregistrées tant en la Chambre des Comptes qu'au Parlement.

a) *Droit d'amortissement.*

La quotité du droit d'amortissement, c'est-à-dire du droit payé au Roi par les gens de main-morte pour être autorisés à posséder un immeuble, varia beaucoup suivant les époques. Sous le règne de Louis XII une ordonnance de 1512 fixa ce droit à 5 années de revenu pour les acquisitions à titre gratuit, et à 6 années pour les acquisitions à titre onéreux, s'il s'agissait de fiefs ou censives du Roi ; pour les acquisitions dans les arrière-fiefs et arrière-censives, les droits étaient réduits au revenu de 3 ou de 4 années. Sous le règne de Louis XIV, le taux du droit d'amortissement fut encore modifié. D'après les déclarations du 9 mars 1700, art. 5, il fut fixé pour les biens nobles relevant immédiatement du Roi au $\frac{1}{3}$ du prix de l'acquisition ou de la juste valeur de ces biens. Ce droit était réduit au $\frac{1}{5}$ s'il s'agissait de biens en roture et situés dans la censive du Roi. Le droit était encore du $\frac{1}{5}$ pour les biens nobles relevant du Roi comme arrière-fiefs, mais il n'était que du $\frac{1}{6}$ pour les biens en roture tenus en censive des seigneurs censiers et féodaux. Enfin, un arrêt de règlement du Conseil, du 13 avril 1751, décida pour les alleux que le droit d'amortissement serait du $\frac{1}{5}$ ou du $\frac{1}{6}$ de la valeur de l'immeuble, selon qu'il s'agissait de biens nobles ou de biens roturiers.

Si le droit d'amortissement était plus fort lorsqu'il

s'agissait de biens relevant directement du Roi, c'est qu'il comprenait aussi le droit d'indemnité, lequel était dû au Roi comme aux autres seigneurs particuliers.

Ainsi les gens de main-morte se trouvaient, au moyen de l'amortissement, déchargés du droit de nouvel acquêt pour l'avenir et même de la prestation d'homme vivant et mourant, de foi et hommage et profits féodaux, à l'égard du fief amorti relevant directement du Roi. Ils étaient de même déchargés de la censive à l'égard de l'héritage roturier en la censive du Roi, parce que l'héritage amorti devenait exempt de tous droits pour l'avenir, par rapport au Roi.

b) *Droit d'indemnité.*

L'amortissement ne se donnait par le Roi et le droit d'amortissement n'était perçu que sauf le droit d'autrui. Lorsque les biens amortis ne relevaient pas directement du Roi, les gens de main-morte étaient obligés de payer un droit, dit droit, d'indemnité, aux seigneurs féodaux ou censiers, de qui relevaient les héritages amortis. Ce droit était destiné à indemniser les seigneurs de ce que les héritages amortis ne seraient plus dans le commerce et de ce qu'ils ne donneraient plus lieu à des droits de mutation ou autres, puisqu'ils ne changeraient plus de mains.

Au moyen du paiement de ce droit d'indemnité, les gens de main-morte étaient exempts et affranchis pour

l'avenir, envers les seigneurs, de tous droits et devoirs féodaux et censiers, à l'exception de l'homme vivant et mourant qu'ils devaient pour les héritages féodaux et de la censive qu'ils payaient pour les héritages roturiers et à l'exception aussi des droits ordinaires de leur acquisition, comme des lods et ventes pour les rotures et le quint pour les fiefs. La raison en était que le droit d'indemnité ne se payait que pour le temps à venir, c'est-à-dire pour dédommager le seigneur des droits casuels de deshérence, confiscation et autres, lesquels ne pouvaient plus lui appartenir dès le moment que l'héritage était tombé en main-morte (1).

Le droit d'indemnité variait suivant les coutumes. Celle de Paris et plusieurs autres n'en parlent point ; cependant, comme c'était un droit commun et général, il n'en était pas moins dû et était défini suivant l'usage des lieux.

Au Parlement de Paris, le droit d'indemnité était estimé au $\frac{1}{5}$ denier du prix de l'héritage amorti, quand c'était un héritage tenu en roture ; et au $\frac{1}{3}$ quand c'était un fief. Mais, en général, les gens de main-morte s'arrangeaient avec le seigneur avant l'acquisition et s'en tiraient ainsi à meilleur compte.

L'art. 7 de la *Coutume de Sens* réglait le droit d'indemnité à la valeur des fruits de 3 années de la chose acquise. L'estimation se faisait à dire d'experts. Les

(1) FERRIÈRES, *Dict.* I, p. 93.

gens de main-morte pouvaient à leur choix se libérer aussi en payant le $\frac{1}{6}$ du prix d'acquisition ou de la valeur (1).

Nous avons vu que le droit d'indemnité n'exemptait pas les gens de main-morte de payer au seigneur les cens, rente et charges annuelles dont étaient chargés envers lui les héritages roturiers dont ils s'étaient rendus acquéreurs. Cela s'expliquait, comme nous l'avons vu, par ce fait que le droit d'indemnité n'avait pour but que de dédommager les seigneurs des droits qui auraient pu leur échoir à l'occasion des ventes qui eussent été faites par les particuliers auxquels les héritages eussent appartenus, si ces héritages eussent été possédés, non par des gens de main-morte, mais par des particuliers.

c) *Homme vivant et mourant.*

Lorsqu'il s'agissait d'un fief, les gens de main-morte devaient représenter au seigneur un homme dont le trépas amenait ouverture et profit de fief. A la mort de cet homme, le seigneur dominant pouvait user de ses droits et même faire saisir le fief pour le rapproprier à sa table et domaine.

Cet homme qui ne se donnait que pour les fiefs, et non pour les rotures, était appelé homme vivant et mourant, parce qu'il n'était pas comme les gens de main-

(1) FERRIÈRES, *Dict.*, II, p. 28.

morte, pour lesquels il faisait foi et hommage, ces gens de main-morte, en effet, ne mouraient jamais, par suite de la subrogation de personne en personne qui perpétuait la communauté et en empêchait l'extinction, ce qui pouvait faire dire qu'une communauté ne mourait jamais.

Ainsi donc les communautés devaient donner au seigneur un homme qui était censé son vassal. A la mort de cet homme il arrivait au profit du seigneur ce qui fût arrivé par la mort naturelle du véritable propriétaire du fief, si c'eût été un particulier. Les communautés étaient alors obligées de donner au seigneur un autre homme qui le reconnût comme seigneur du fief et de lui payer à chaque mutation le droit ordinaire de relief ou de rachat (1).

d) *Caractères du droit d'amortissement.*

Nous avons vu que les gens de main-morte étaient incapables de posséder des biens non amortis. Ils pouvaient donc être contraints de délaisser les fonds par eux acquis, même ceux qu'ils avaient retenus en exerçant le retrait féodal, s'ils n'obtenaient pas des lettres d'amortissement et ne payaient pas la finance relative à cet amortissement.

Le droit d'amortissement était essentiellement personnel, c'est-à-dire que si l'héritage amorti passait de

(1) FERRIÈRES, *Dict.*, I, p. 107.

main-morte en main-morte, il était dû au Roi et au seigneur l'amortissement et l'indemnité, comme lorsque le fonds était amorti pour la première fois.

Il est à remarquer que l'héritier était tenu de payer l'amortissement et l'indemnité pour l'héritage légué à la main-morte. C'était ce qui avait été jugé par arrêt du 2 juillet 1579. Un autre arrêt du 1^{er} juillet 1634 condamne les héritiers à acquitter pour l'Hôtel-Dieu, l'indemnité due à raison des legs faits par leur auteur. La raison en était, nous dit Renauldon, parce que *pia legata integra et sine ulla deductione præstari debent*. D'ailleurs, nous dit le même auteur, les testaments et particulièrement les legs pieux, recevaient une interprétation favorable et l'on présumait que le donateur d'une chose avait donné en même temps les moyens sans lesquels on n'aurait pu en jouir.

Il en allait autrement en cas de donations entre vifs. La jurisprudence décidait, dans ce cas, que si les gens de main-morte acceptaient une donation entre vifs sans faire insérer dans le contrat que le donateur serait tenu de payer l'amortissement et l'indemnité, ils devaient faire amortir et payer l'indemnité à leurs dépens. On en donnait pour raison que la donation étant un contrat synallagmatique, on n'y pouvait rien suppléer et que tout ce qui n'y était pas exprimé et stipulé était censé omis du consentement de toutes les parties (1).

(1) RENAULDON, v^o *Amortissement*, n^o 286 et suiv.

Le droit d'indemnité pouvait se prescrire même lorsqu'il s'agissait d'une église contre une autre église. La raison en était que l'indemnité tenait lieu des lods et ventes, lesquels étaient notoirement prescriptibles.

Il en était autrement pour le droit d'amortissement, c'était là un droit domanial que les gens de main-morte ne pouvaient prescrire par quelque temps que ce fût. Certains juristes prétendaient même que le Roi ne pouvait pas l'aliéner.

D'après la rigueur des principes, le droit d'amortissement aurait dû être payé à chaque acquisition faite par les gens de main-morte et dans l'an et jour qui suivait cette acquisition.

Droit de nouvel acquêt. — En fait, les gens de main-morte omettaient souvent de déclarer leurs acquisitions et de payer les droits afférents ; aussi, de temps en temps, tous les 20 ou 30 ans, le Roi faisait-il procéder à un recensement général de tous les héritages, de quelque nature qu'ils fussent, féodaux, roturiers, allodiaux et de tous droits immobiliers appartenant à des gens de main-morte et non amortis. Ces héritages ou droits non amortis étaient désignés sous le nom de nouveaux acquêts.

« On entend par nouvel acquêt, nous dit Ferrières, tout ce qui est acquis de nouveau par des gens de main-morte, c'est-à-dire tout ce qui est acquis depuis la première dotation qu'ils ont fait amortir par le Roi en pre-

nant des lettres patentes pour leur établissement (1). »

Sur ces nouveaux acquêts, qu'ils fussent des héritages et immeubles situés dans la mouvance ou la censive du Roi, qu'ils fussent situés dans toute autre où même qu'ils fussent allodiaux, le Roi ne percevait point le droit d'amortissement ordinaire, mais une redevance spéciale, une finance, appelée droit de nouveaux acquêts ou de nouvel acquêt.

Ce droit de nouvel acquêt était donc une taxe que les gens de main-morte devaient payer au Roi depuis le jour où ils avaient acquis la propriété des biens immeubles, jusqu'au moment où ils avaient obtenu des lettres d'amortissement. Mais lorsque ces immeubles avaient été amortis, ils n'étaient plus sujets au droit de nouveaux acquêts tant qu'ils demeuraient en la possession de ceux qui avaient payé ce droit au Roi.

Le droit de nouvel acquêt comprenait une espèce de peine pour n'avoir pas fait amortir et une récompense des droits perdus par le Roi.

Il était du vingtième du revenu des biens qui n'étaient point amortis.

Les gens de main-morte surent fort bien exploiter les difficultés inhérentes aux recensements des biens amortis. Ils s'abstenaient de payer le droit d'amortissement spécial, c'est-à-dire exigible à chaque acquisition ; puis, lorsque la royauté, pressée par les besoins d'argent, vou-

(1) *Dict.*, II, 297.

lait se faire payer, afin d'éviter les complications et les lenteurs des recensements, les gens de main-morte donnaient en bloc une seule somme pour toutes leurs acquisitions antérieures non régularisées. Ils substituaient ainsi à l'amortissement particulier ce qu'on appelait l'amortissement général (1).

A la fin de l'ancien régime, le droit de nouvel acquêt avait perdu presque toute son importance. Ferrières écrit, en effet, en 1779 : « Ce droit ne se paie plus aujourd'hui parce que les gens de main-morte sont obligés, suivant l'art. 14 de l'édit du mois de mars 1708, de faire leurs déclarations et de payer les droits d'amortissement dans l'an et jour de leurs contrats d'acquisition ou d'autres titres de propriété ; en sorte que le droit de nouvel acquêt qui n'est que le vingtième du revenu d'une année, se réduit à peu de chose, le régisseur étant le maître de le faire payer à l'expiration de l'année du jour du titre. »

Le contentieux des amortissements fut longtemps attribué aux officiers des bureaux de finance. En dernier lieu, ces affaires étaient portées en première instance dans les provinces devant les intendants et en appel devant le Conseil du Roi.

Droit de franc fief. — Lorsque les fiefs n'étaient pas transmissibles par vente, la qualité du possesseur d'un

(1) GLASSON, *Hist. du droit*, p. 403.

fief impliquait la qualité de noble. Mais lorsque la patrimonialité des fiefs fut établie, il en alla autrement. Une ordonnance perdue du ^{xiii}^e siècle, dont parle longuement Beaumanoir, et que l'on a attribuée soit à Philippe-Auguste, soit à saint Louis, soit à Philippe le Hardi, défendit expressément aux roturiers l'acquisition des fiefs. Mais c'était là une chose impossible : les fiefs étaient devenus librement aliénables, il fallait bien admettre à leur marché ceux qui pouvaient le mieux les payer, c'est-à-dire souvent les riches bourgeois (1).

D'ailleurs, le suzerain était toujours libre d'accorder son consentement à la vente du fief, mais, évidemment, cette autorisation ne s'accordait point sans que le suzerain ne perçût quelque redevance en échange.

Le droit d'autoriser l'achat d'un fief par un roturier ne tarda pas à devenir un droit royal comme le droit d'amortissement.

Philippe le Hardi entra dans une nouvelle voie, il sanctionna les acquisitions indûment faites dans le passé par des roturiers, moyennant le paiement au Trésor royal d'un droit dit droit de franc fief (art. 6, ordonnance de 1275). Cet acte, qui n'était qu'une mesure particulière destinée à régulariser des faits accomplis, devint une solution définitive. Philippe le Bel, Philippe V, Charles IV statuèrent dans le même sens (2).

Mais c'est encore Charles V qui, comme pour le droit

(1) ESMEIN, *Hist. du droit*, p. 224.

(2) ESMEIN, *loc. cit.*

d'amortissement, fit du droit de franc fief un droit exclusivement royal.

La quotité du franc fief était ordinairement d'une année de revenu tous les 20 ans. Ce droit, d'ailleurs, était assez irrégulièrement perçu, comme le droit d'amortissement. De temps à autre, le Roi publiait une ordonnance nommant des commissaires pour la levée du droit de franc fief, depuis l'époque où il avait été perçu en dernier lieu. Ce droit était très mal vu des bourgeois ; aussi les Etats généraux en demandèrent plusieurs fois la suppression. Elle ne fut jamais obtenue, mais le Roi concédait assez volontiers des dispenses individuelles ou locales. Ainsi un certain nombre de grandes villes furent dispensées du droit de franc fief ; le Languedoc obtint la même exemption en 1484, et le Bourbonnais en 1572 (1).

Les ecclésiastiques faisant partie du clergé de France jouissaient, dès leur entrée dans les ordres, de l'exemption du droit de franc fief pour les biens nobles qu'ils possédaient à quelque titre que ce fût. Cette exemption fut renouvelée à maintes reprises par le pouvoir royal, en échange des dons gratuits que lui consentait le clergé.

La perception de ce droit subit de nombreuses vicissitudes sous le règne de Louis XIV. Nous avons vu qu'à l'origine il n'y avait pas de terme fixe pour le paiement du droit de franc fief : les besoins du Trésor royal en

(1) GLASSON, *Hist. du droit*, p. 403.

déterminaient la recherche et l'on faisait payer les roturiers à proportion de leur jouissance passée, sans anticiper sur le temps à venir. Nous avons vu également que, vers le règne de François 1^{er}, il fut levé de 20 ans en 20 ans sur le pied d'une année de revenu pour 20 années de jouissance passée.

Louis XIV, lui, en ordonna le recouvrement par la déclaration du 27 décembre 1652 sur le pied d'une année de revenu pour 20 ans, depuis 1633 jusqu'en 1653 ; ensuite il ordonna, par édit du mois de mars 1655, que ce droit serait commué en un droit annuel qui serait payé dorénavant dans le premier mois de chaque année sur le pied du vingtième denier du revenu d'une année des fiefs, arrière-fiefs, héritages, rentes et autres biens nobles possédés par les roturiers, dans quelque degré de mouvance que ce fut.

Cet édit fut révoqué par un autre du mois de novembre 1656, qui accorda l'affranchissement du droit en payant deux années de revenu ; et cet affranchissement fut confirmé par édit du mois de mars 1762, en payant le revenu de 3 années : savoir, une année pour le droit échu depuis 1652, et deux années pour l'extinction à venir (1).

Mais l'affranchissement à perpétuité ne pouvait subsister puisqu'il opérerait l'aliénation d'un droit de sa nature inaliénable parce que domanial. Il fut ordonné, par

(1) BOSQUET, *Dict.*, II, p. 131.

édit du mois d'août 1692, que ceux qui avaient payé pour l'obtenir seraient personnellement exempts du droit à l'avenir et que les roturiers qui, depuis 1672, avaient acquis des fiefs et biens nobles seraient tenus d'en payer une année de revenu pour jouir desdits biens pendant 20 années, à compter du jour de leur possession.

Enfin par la déclaration du 9 mars 1700, il fut ordonné que le droit serait payé après l'an et jour des acquisitions et autres titres, sur le pied d'une année de revenu pour 20 années de jouissance à compter du jour desdites acquisitions ou de l'expiration du dernier affranchissement (1).

L'art. 14 de l'édit du mois de mai 1708 confirme l'obligation de faire la déclaration de possession dans l'an et jour et de payer d'avance le droit de franc fief.

Aussi, nous dit Bosquet : « Tout roturier qui devient possesseur à titre d'acquisition, de donation, de succession ou autre titre quelconque, de fiefs ou biens nobles mouvant immédiatement du Roi ou des seigneurs particuliers, doit en payer le droit de franc fief d'avance et dans l'an et jour de sa possession, au moyen de quoi il peut jouir pendant 20 années ; mais à l'échéance des 20 années et dans le cours de l'année qui suit cette expiration, il est tenu de payer encore une année du revenu, pour s'affranchir pendant 20 années, et ainsi successivement pendant qu'il est possesseur (2) ».

(1) BOSQUET, *loc. cit.*

(2) BOSQUET, *loc. cit.*

Les contraintes pour le recouvrement des droits de franc fiefs étaient décernées par le fermier et visées par l'intendant. C'était, d'ailleurs, l'intendant qui connaissait des contestations en premier ressort, sauf appel au Conseil des finances.

CHAPITRE IV

L'ENREGISTREMENT ET LES IMPÔTS DE MUTATION SOUS LA MONARCHIE AU XV^e, AU XVIII^e SIÈCLE

En dehors des droits qui, comme l'amortissement et le droit de franc fiefs, étaient devenus exclusivement royaux, il importe de faire remarquer que le Roi, sur son domaine, exerçait tous les droits d'un seigneur ordinaire et que, comme tel, il était appelé à percevoir des droits de rachat, de quint, de lods et ventes, etc.

On conçoit donc la nécessité dans laquelle se trouvèrent nos anciens rois de créer un organisme qui pût leur faciliter la perception de ces divers droits de mutation et rendre les fraudes et les dissimulations aussi rares que possible.

Ce n'était point, il est vrai, chose facile que de créer une semblable organisation dans un pays aussi décentralisé que l'était la France au xv^e siècle, alors que, dans certaines provinces, l'autorité du Roi se heurtait encore à celle de vassaux puissants. La puissance royale qu'on pût édicter des dispositions de but exclusivement

fiscal et sanctionnées par des mesures de répression efficaces.

SECTION I

Insinuation.

Pour tourner la difficulté, les conseillers de nos anciens rois, mettant à profit l'étude du droit romain alors fort en honneur, ressuscitèrent, sous le couvert de la recherche des intérêts particuliers, la formalité romaine de l'enregistrement dont nous avons suivi l'histoire à travers la Gaule et le royaume franc. Le nom même de l'institution fut conservé et c'est sous le nom d'insinuation que François I^{er}, par l'art. 132 de l'ordonnance de Villers-Cotterets, de 1534, présenta à ses sujets la formalité qui, perfectionnée, est encore le fonds de notre enregistrement.

« Nous voulons, dit cet art. 132, que toutes donations qui seront faites ci-après, par et entre nos sujets, soient insinuées et enregistrées en nos cours et juridictions ordinaires des parties, et des choses données, autrement seront réputées nulles, et ne commenceront à avoir leur effet que du jour de ladite insinuation et ce quant aux donations faites en la présence des donataires et par eux acceptées (1). »

C'était donc dans les greffes ordinaires que l'ordonnement n'était pas suffisamment assise et organisée pour

(1) ISAMBERT, XII, p. 627.

nance de 1539 prescrivait de procéder à l'insinuation. Comme la formalité ne s'accomplissait pas sans le versement d'une certaine rétribution, laquelle augmentait d'autant le revenu de la charge du greffier, les seigneurs prétendirent que l'insinuation pouvait valablement être faite dans les greffes de leurs juridictions tout comme dans les greffes royaux.

Cette prétention fut repoussée par la déclaration du mois de février 1549, qui décida que l'insinuation se ferait en la justice royale des lieux où les choses données seraient assises et que, sous le nom de donations, seraient comprises et sujettes à l'insinuation les donations faites en traité de mariage et autres donations faites entre vifs, alors même qu'elles ne seraient pas simples mais rémunératoires et autrement causées. Au contraire, les donations à cause de mort qui peuvent être révoquées par le donateur jusqu'à sa mort n'étaient soumises à aucune insinuation.

Toutes ces dispositions furent reprises et développées par Henri II dans son édit de Saint-Germain-en-Laye, du 3 mai 1553. Après avoir, dans le préambule, déploré les fraudes causées surtout, dit l'édit, par les donations, ventes, hypothèques secrètes, le Roi déclare :

« Voulons que par quelque contract que ce soit, de vendition, eschange, donations, cessions et transports, constitutions de rentes, garanties, contre-lettres, licites et déclarations, et toute autre obligation excédant pour une fois la somme de 50 livres tournois : et généralement toute autre

disposition, soit entre vifs ou dernière volonté, ne pourra être acquise aucune seigneurie, propriété ni droit d'hypothèque et réalité, encore qu'ils aient pris possession naturelle, ou par constitution de précaire, retention d'usufruit, ou autre voie de droit, s'ils ne sont insinués et enregistrés ès-registres qui, par nous, seront ordonnés ès-bailliages, sénéchaussées, prévôtés et juridictions royales, tant ès-sièges généraux que particuliers, où lesdits biens ainsi aliénés, et sur lesquels on voudra respectivement prétendre droit de propriété, seigneurie, hypothèque ou réalité, sont assis par les greffiers qui, par nous, seront commis et députés pour cet effet, lesquels seront tenus de mettre au dos desdits contrats les jours, an et feuillet de leurs registres où il les auront enregistrés et duquel endossement ils seront tenus faire mention à l'endroit de l'insinuation, et registre du contrat insinué et enregistré en leur dit registre, et néanmoins en bailler un acte à part aux parties s'il le veut et demande tellement que toutes venditions..... qui auront été insinués en la forme susdite seront préférés pour lesdits droits de propriété, seigneurie, hypothèque et réalité à tous autres qui ne l'auront été bien qu'ils soient en date précédente et que les contractants soient déjà en possession (1). »

Le même édit prescrivait aux héritiers de faire insinuer le testament de leur auteur dans les trois mois du décès et à peine de déchéance, dans les greffes créés par cet édit dans chaque siège royal.

(1) ISAMBERT, XIII, p. 315.

Ces greffiers des insinuations percevaient une rétribution fixe. Ils étaient tenus de communiquer à tous ceux qui en faisaient la demande, les contrats enregistrés et insinués. Ils délivraient aussi des extraits de ces actes. Les registres ne devaient pas être composés de feuilles volantes et devaient être tenus « sans intervalle d'écriture à peine de faux ».

Ces offices de greffiers des insinuations furent supprimés par l'art. 86 de l'ordonnance d'Orléans, rendue par Charles IX, en 1560 (1).

Art. 86. — « *Avons aussi supprimé tous offices de greffiers d'insinuations créés par défunt notre très honoré seigneur et père ; et seront les donations et contrats sujets à insinuation, enregistrés ès-greffes de nos juridictions ordinaires, tout ainsi qu'au paravant l'érection desdits greffiers d'insinuation. N'entendons toutefois comprendre ni toucher aux greffes des insinuations ecclésiastiques.* »

Cette suppression ne fut d'ailleurs que passagère, car un édit de septembre 1616, rendu par Louis XIII, ordonna la vente des greffes des insinuations avec les autres greffes. D'autre part, la déclaration de 1645 ordonne d'insinuer les actes aux greffes des insinuations. Le Roi, toujours à court d'argent, n'hésita pas, en décembre 1703, à supprimer tous les anciens greffiers des insinuations et à créer de nouveaux offices ; ce ne fut là, d'ailleurs, qu'une manœuvre fiscale.

(1) LAMBERT, XIV, p. 86.

Quoi qu'il en soit, l'ordonnance de Moulins, inspirée par le Chancelier de L'Hospital, vint augmenter, en 1566, le champ d'application de la formalité de l'insinuation.

Tout d'abord, l'art. 57 visant les substitutions, déclara : « *Que dorénavant toutes dispositions entre vifs ou de dernière volonté, contenant substitution, seraient pour le regard d'icelles substitutions publiées en jugement à jour de plaidoirie et enregistrées ès-greffes royaux plus prochains des lieux des demeurances de ceux qui auraient fait les dites substitutions et ce dedans six mois à compter quant aux substitutions testamentaires du jour de décès de ceux qui les auraient faites. Et pour le regard des autres du jour qu'elles auraient été passées, autrement seraient nulles et n'auraient aucun effet (1).* »

Cette disposition fut complétée par l'art. 14 de la déclaration du 19 juillet 1566, portant : « *Que les substitutions après la publication d'icelles en jugement seraient enregistrées ès-greffes royaux plus prochains des lieux où les choses seraient assises et les demeurances de ceux qui auraient fait lesdites substitutions (2).* »

Mais c'était surtout l'art. 58 de l'ordonnance de Moulins qui visait l'insinuation.

« *Et pour oster à l'avenir, déclare cet article, toutes occasions de fraudes et de doutes qui pourraient être mues entre nos sujets pour l'insinuation des donations qui seront ci-après faites, avons ordonné que doresnavant toutes do-*

(1) ISAMBERT, XIV, p. 204.

(2) ISAMBERT, XIV, p. 216.

nations faites entre vifs, mutuelles, réciproques, onéreuses, en faveur du mariage et autres, de quelque forme et qualité qu'elles soient, faites entre vifs, comme il est dit, seront insinuées ès-greffes de nos sièges ordinaires de l'assiette des choses données, et de la demeure des parties dans quatre mois, à compter du jour et date d'icelles donations, pour le regard des biens et personnes, et dans six mois, pour ceux qui seront hors du royaume. Autrement et à faute de la dite insinuation, seront et demeureront lesdites donations, nulles et de nul effet et valeur, tant en faveur du créancier que de l'héritier du donnant. Et si dedans ledit temps ledit donnant ou donataire décédait, pourra néanmoins ladite insinuation être faite dans ledit temps, à compter du jour dudit contrat comme dessus sans que cette présente ordonnance fasse aucun préjudice aux donations ci-devant faites et droits acquis à nos sujets à cause d'icelles, ni aux instances mues et à mouvoir pour ce regard (1). »

Ces dispositions furent complétées par l'article 131 de l'édit de janvier 1629 du Code Michaud, portant : « Que les quatre mois pour l'insinuation des donations faites aux femmes par contrat de mariage ne commenceraient à courir que du jour du décès des maris (2). »

Enfin, Louis XIV, par une déclaration du mois de mai 1645, ordonna que dorénavant toutes donations faites par le Roi ou par les particuliers, tant entre vifs qu'à cause de mort, soit par testament, contrats de

(1) ISAMBERT, XIV, p. 204.

(2) ISAMBERT, XVI, p. 263.

mariage ou autrement, pour quelque cause et occasion que ce fût ; les dons de droit d'aubaine, de confiscation, de bâtardise, de deshérence, d'amendes, de lods et ventes, de rachats, quint et requint, reliefs, treizièmes et autres semblables de quelque nature qu'ils fussent, seraient nuls et de nul effet, s'ils n'étaient enregistrés ès-greffes *des insinuations* du ressort du bailliage ou justice du domicile des donateurs ou testateurs et où seraient situés les biens donnés, dans quatre mois du jour de la date des actes, lequel temps pour le regard des *donations par testaments et substitutions*, ne courrait que du jour du décès des donateurs ou testateurs ; qu'il serait payé 6 deniers pour livre de la valeur des choses données, outre le salaire accordé par les édits aux greffiers des insinuations à l'exception des dons mutuels usufruituaires, des substitutions, dons et legs en ligne directe, des fondations et legs pieux, pour lesquels il ne serait payé aucune chose ; et à l'égard des autres substitutions, qu'il ne serait payé que 3 deniers par livre au lieu de 6 deniers, par le premier institué (1).

L'application des dispositions des art. 57 et 58 de l'ordonnance de février 1566, modifiées et complétées, comme nous venons de le voir, n'alla point sans difficultés, notamment au sujet du délai pour faire insinuer. Louis XIV coupa court à ces difficultés par la déclaration de Versailles, du 17 novembre 1690, dont le

(1) BOSQUET, *Dict. des Domaines*, II, p. 200.

préambule expose l'utilité de nouvelles prescriptions.

« Louis, etc... Les inconvénients que produisait l'exécution des art. 57 et 58 de l'ordonnance de Moulins concernant le temps de la publication des substitutions et de l'insinuation des donations, ayant donné lieu à nos cours de rendre plusieurs arrêts contraires aux termes desdits articles, nous avons bien voulu faire examiner les raisons qui leur ont servi de fondement ; et comme nous avons connu, par le rapport qui nous a été fait, que la plus grande partie des substitutions et des donations ne pourraient être exécutées, si l'on n'y apportait le tempérament que nos cours ont suivi, nous avons bien voulu assurer, par notre autorité, une jurisprudence, laquelle étant contraire à une ordonnance, ne peut être solidement établie que par une déclaration qui s'y déroge.

« A ces causes, etc... voulons et nous plaît, que les substitutions pourront être publiées et registrées en tout temps ; et lorsque la publication et l'enregistrement auront été faits dans les six mois du jour auquel les substitutions auront été faites, lesdites substitutions auront leur effet du jour de leur date, tant contre les créanciers que contre les tiers acquéreurs des biens qui y sont compris, et si elles sont seulement publiées et enregistrées après les six mois, elles n'auront effet contre lesdits créanciers et tiers acquéreurs que du jour desdites publications et enregistrements. Les donations pourront être insinuées pendant la vie des donateurs, encore qu'il y ait plus de quatre mois qu'elles aient été faites, et sans qu'il soit besoin d'aucun consente-

ment du donateur, ni du jugement qui l'ait ordonné et lorsqu'elles ne seront insinuées qu'après les quatre mois, elles n'auront effet contre les acquéreurs des biens donnés et contre les créanciers des donateurs, que du jour qu'elles auront été insinuées (1). »

Nous arrivons maintenant à une époque où la France va tenir tête à l'Europe entière. Cette période de guerres continuelles détruit vite la belle ordonnance de nos finances restaurées par Colbert. Le Roi, à court d'argent, dut s'attacher, tant à créer des ressources nouvelles, qu'à faire produire le maximum aux différents impôts en vigueur. Ces préoccupations se traduisirent en ce qui regarde l'insinuation par une extension des actes soumis à la formalité et une réglementation sévère dans la perception au profit du Roi des droits qui constituaient l'émolument de la formalité.

C'est ainsi que l'édit de Versailles de décembre 1703 (2) régla les insinuations laïques et établit un tarif des droits.

Le préambule de cet édit expose, tout d'abord, les difficultés que présenta la détermination des personnages compétents pour recevoir les insinuations, et, après avoir constaté l'échec de la mise en vente des offices de greffiers des insinuations, décide la suppression de ces offices.

(1) ISAMBERT, XX, 413.

(2) ISAMBERT, XX, 438.

« Louis, etc... Les rois, nos prédécesseurs, ont ordonné par différents édits et déclarations, que tous contrats de vente, échanges, donations, cessions et transports, constitution de rentes, garanties, contre-lettres, déclarations et autres obligations soient insinués, à peine de nullité, et ils ont, à cet effet, créé des greffiers pour faire lesdites insinuations ; nous avons, à leur exemple, ordonné par notre déclaration du mois de mai 1645, que toutes donations, soit entre vifs ou à cause de mort, en faveur de mariage ou autrement seraient insinuées, le tout à peine de nullité. Les offices furent établis dans la plupart des lieux où l'insinuation s'observe aujourd'hui, particulièrement dans l'étendue du ressort du chatelet de notre bonne ville de Paris, et dans notre province de Bretagne ; mais comme il ne se trouva pas lors des acquéreurs dans tous les lieux où ces offices devaient être établis, les greffes des justices ordinaires et autres particuliers se sont ingérés à en faire les fonctions et en percevoir les droits sans nous avoir, pour ce, payé aucune finance ; à quoi voulons pourvoir et employer en même temps les moyens qui nous paraissent le moins à charge à nos sujets, pour nous procurer les secours qui nous sont nécessaires, nous avons résolu de supprimer lesdits offices de greffiers des insinuations, et d'en établir de nouveaux, dont nous étendrons les fonctions sur tous les contrats et actes dont le public a intérêt d'avoir connaissance. »

Cette recherche des intérêts du public n'était, d'ailleurs, qu'apparente, et le Roi se préoccupait surtout

d'augmenter les recettes des nouveaux offices afin de tirer de leur vente un meilleur prix.

Longues et détaillées sont les énumérations d'actes soumis à l'insinuation que contient le corps de l'édit !

« A ces causes, etc., voulons que toutes donations entre vifs ou à cause de mort, soit de meubles ou immeubles, à l'exception de celles faites en ligne directe par contrats de mariage, tous dons mutuels, ensemble toutes dispositions entre vifs ou de dernière volonté, contenant des substitutions ou exhérédations, soient insinués et enregistrés ès-registres desdits greffiers, dans le temps et sur les peines portées par l'art. 132 de l'ordonnance de 1539, par les articles 57 et 58 de l'ordonnance de Moulins et par les déclarations des 10 juillet 1566 et 17 novembre 1690. Seront en outre insinués ès-registres desdits greffiers, tous les actes ci-après, par extraits sommaires seulement ; savoir, tous legs faits par testaments ou codicilles, dont les extraits seront insinués à la diligence des exécuteurs testamentaires ou des héritiers, sauf à répéter sur les légataires en déduction de leurs legs, et au défaut desdits exécuteurs et héritiers à la diligence des légataires, lesquels, non plus que les donataires à cause de mort, ne pourront obtenir la délivrance de leurs legs ou donations, que l'insinuation n'en ait été faite : comme aussi les clauses des contrats de mariage, contenant exclusion de communauté dans les pays où elle a lieu, et les séparations de biens entre maris et femmes ordonnées en justice ; toutes interdictions volontaires de contracter et celles des prodigues, furieux et gens

en démence, et les sentences et jugements portant main levée desdites interdictions ; toutes renonciations à successions ou communautés de biens entre maris et femmes, tous arrêts et jugements qui auront déclaré les exhérédations, donations, dons mutuels ou substitutions nulles, toutes lettres de bénéfice d'âge ou d'inventaire et actes d'émancipation ; tous contrats d'union ou de direction de créanciers ; ceux d'attribution, cession et abandonnement de biens, toutes sentences ou jugements portant nomination de curateurs aux successions vacantes, à substitutions, gens en démence ou autres, toutes lettres de répit ou arrêts de surseance ; toutes lettres d'anoblissement, amortissement, légitimation ou naturalité, érection de terres en marquisat, comté, baronnie ou autre titre de dignité, concession de justice, foires ou marchés. »

Venait ensuite la détermination du greffier compétent, *ratione loci* ou *ratione personæ*, pour recevoir ces différentes insinuations.

« *Seront toutes donations d'immeubles entre vifs à cause de mort, dons mutuels et substitutions, ensemble les jugements qui les auront déclarés nuls, insinués et enregistrés ès-registres des greffes des insinuations, tant du lieu du domicile des donateurs ou testateurs, que de ceux où les immeubles seront situés, sans préjudice de la publication des substitutions prescrites par nos ordonnances ; les donations d'effets mobiliers et les legs faits par testaments ou codicilles, seront insinués aux greffes des insinuations du domicile des donateurs ou testateurs au jour*

de leur décès, et quant aux actes d'exhérédation ou jugements qu'ils auront déclarés nuls, ils seront insinués au greffe du lieu où ceux qui auront fait lesdites exhérédations auront leur domicile au jour de la publication desdits actes, en cas qu'ils les rendent publics durant leur vie; sinon au greffe du lieu où ils auront leur domicile au jour de leur mort; les clauses des contrats de mariage contenant exclusion de communauté dans les pays où elle a lieu, et les séparations de biens entre maris et femmes, seront insinuées au greffe des insinuations du lieu où le mari aura son domicile dans le temps du contrat de mariage ou de la séparation; les renonciations à succession au greffe du lieu où les successions seront ouvertes, et celles à communauté de biens au greffe du lieu du domicile du mari; les interdictions et les jugements qui en ordonneront mainlevée au greffe du lieu où l'interdit aura son domicile; les contrats d'union ou de direction de créanciers, ceux d'attribution, cession ou abandonnement de biens, au greffe du lieu du domicile des débiteurs..... »

L'édit se terminait par différentes prescriptions relatives, tant au nombre d'offices à créer pour en assurer la plus grande valeur en ne les multipliant pas trop qu'à la nécessité de l'insinuation.

« Ne sera établi dans les villes où il y a bailliage et prévôté ou autre justice royale ordinaire qu'un seul greffe des insinuations, auquel tous les contrats et actes ci-dessus seront insinués; et au cas que les parties ou les impétrants se trouvent domiciliés, ou que les biens se trouvant situés

dans l'étendue des justices appartenant à des seigneurs particuliers, l'insinuation sera faite aux greffes qui seront établis dans les bailliages, sénéchaussées et autres justices royales où ressortissent lesdites justices ; et en cas qu'elles ressortissent en nos cours, aux greffes des insinuations des bailliages et autres sièges royaux à qui la connaissance des cas royaux appartiendra dans l'étendue desdites justices ; voulons que les impétrants desdites lettres et autres qui voudront se servir des contrats et actes ci-dessus exprimés, soient tenus de les faire insinuer, ainsi qu'il est ordonné par les articles précédents et que, jusqu'à l'insinuation, lesdites lettres, contrats et actes, ne puissent avoir aucun effet en justice ni autrement, en quelque sorte et manière que ce soit.

« Faisons très expresses défenses aux officiers de nos cours et autres justices, de procéder à l'homologation ou enregistrement d'iceux, ni d'y avoir aucun égard en justice, qu'il ne leur soit apparu de l'insinuation qui en aura été faite, conformément au présent édit. »

Cette extension considérable du champ d'application de l'insinuation n'alla pas sans soulever de nombreuses difficultés qui se compliquèrent par ce fait que les usages et la forme d'insinuer établis par les anciennes ordonnances n'étaient pas uniformes dans toutes les provinces.

La déclaration de Versailles du 19 juillet 1704 (1),

(1) ISAMBERT, XX, p. 447.

eut pour but d'obvier à ces difficultés qui sont rapportées dans son préambule.

La déclaration du 19 juillet 1704 ne fait guère que commenter l'édit de 1703, on y rencontre cependant des dispositions de détail relatives à l'exacte application de l'insinuation.

Parmi ces dispositions, une des plus curieuses est sans conteste celle qui ordonne aux tabellions et notaires de délivrer de trois mois en trois mois un état par article, de tous les actes qu'ils auront passés sujets à insinuation, à l'exception toutefois des donations et testaments pour cause de mort.

Le délai pour faire insinuer les actes fut réduit à quinze jours pour les actes translatifs de propriété sujets au contrôle lorsqu'ils devaient être insinués et contrôlés au même bureau. Les notaires et greffiers devaient alors faire insinuer eux-mêmes ces actes (1).

Lorsqu'il s'agissait de biens immeubles situés en dehors du ressort des bureaux de la résidence des notaires et greffiers, l'insinuation devait alors être faite à la diligence des parties, mais dans un délai de trois mois au lieu de six mois, comme dans l'édit de 1703.

L'insinuation et la perception des droits afférents furent à nouveau réglementées par la déclaration du 20 mars 1708, à laquelle fut annexé un tarif portant la même date (2).

(1) Edit. de Fontainebleau, octobre 1705. ISAMBERT, XX, p. 475.

(2) ISAMBERT, XX, 529 ; DE CONTRAMONT, II, p. 33.

Le tarif de 1708 fut modifié par un autre tarif du 29 septembre 1722 faisant suite à une déclaration du même jour (1).

En ce qui concerne l'insinuation des donations entre vifs, la déclaration du 17 février 1731 et l'ordonnance du mois de février 1731 édictèrent de nouvelles dispositions (2).

Aux termes de l'article 23 de l'ordonnance de février 1731 (3).

Dans tous les cas où l'insinuation est nécessaire à peine de nullité, les donations d'immeubles réels, ou de ceux qui sans être réels, ont une assiette selon les lois, coutumes ou usages des lieux, et ne suivent pas la personne du donateur, seront insinuées sous ladite peine de nullité au greffe des bailliages ou sénéchaussées royales, ou autre siège royal ressortissant nuement en nos cours, tant du domicile du donateur que du lieu dans lequel les biens donnés sont situés, ou ont leur assiette ; et à l'égard des donations des choses mobilières, même des immobilières, qui n'ont point d'assiette et suivent la personne, l'insinuation s'en fera seulement au greffe du bailliage ou sénéchaussée royale, ou autre siège royal ressortissant en nos cours, du domicile du donateur.

Défendons de faire aucunes insinuations dans d'autres juridictions royales ou dans les justices seigneuriales, même

(1) DE CONTRAMONT, I, p. 1.

(2) ISAMBERT, XXI, p. 343.

(3) ISAMBERT, XXI, p. 343.

dans celles des pairies ; et en cas que le donateur y ait son domicile, ou que les biens donnés y soient situés, l'insinuation sera faite au greffe du siège qui a la connaissance des cas royaux, dans le lieu du domicile ou de la situation des biens donnés, le tout à peine de nullité.

Ces règles de compétence établies, l'art. 24 déterminait dans quelle forme se ferait l'insinuation des donations.

Sera tenu à l'avenir dans chaque bailliage ou sénéchaussée royale un registre particulier qui sera coté et paraphé à chaque feuillet par le premier officier du siège, clos et arrêté à la fin de chaque année par ledit officier ; dans lequel registre sera transcrit en entier l'acte de donation, si elle est faite par un acte séparé, sinon la partie de l'acte qui contiendra la donation, ses charges ou conditions, sans en rien omettre, à l'effet de quoi la grosse ou expédition dudit acte seront représentés sans qu'il soit nécessaire de rapporter la minute.

Pour assurer la publicité des donations ainsi insinuées, il était prescrit aux commis de communiquer leurs registres à tous ceux qui le demanderaient et de fournir des extraits ou expéditions.

Nous avons déjà dit que l'insinuation des actes donnait lieu au profit du greffier à la perception d'une certaine rétribution.

Lorsque l'acte insinué était un acte translatif de propriété ou d'usufruit d'immeubles, le salaire de la formalité étant le droit de centième denier institué en 1703, et

que nous étudierons plus loin. A l'égard de tous les autres actes, on suivait le tarif du 29 septembre 1722. Aussi distinguait-on à la fin du *xviii*^e siècle l'insinuation du centième denier et l'insinuation suivant le tarif, lesquelles avaient chacune un registre propre.

Tous les actes assujettis à un titre quelconque à la formalité de l'insinuation ne pouvaient être produits en justice avant d'avoir été insinués.

SECTION II

Du contrôle

Nous avons vu que l'insinuation avait eu surtout pour but d'organiser la publicité de certains actes ; avec le contrôle nous allons étudier les tentatives faites pour donner aux actes une date certaine.

« Le contrôle, écrit Bosquet (1), est une formalité dont l'établissement a eu pour motif de conserver l'intérêt des familles et d'assurer la priorité d'hypothèques, en mettant les actes et contrats à l'abri des doutes et des suppositions d'antidates ».

De son côté, Ferrières écrit (2) : « Contrôle est un registre public qu'on tient des expéditions des actes de finance et de justice pour en assurer davantage la conservation et la vérité et pour empêcher les antidates.

(1) *Dict. des Domaines*, I, p. 348.

(2) *Dictionnaire*, I, p. 430.

a) *Contrôle des actes des notaires.*

Le contrôle, tout au moins en ce qui concerne les actes des notaires, fut créé par l'édit d'Henri III, donné à Blois au mois de juin 1581 (1).

Voulons, déclare cet édit, que par quelque contract que ce soit, de vendition, eschange, mariage, donations, cessions et transports, constitutions de rentes, garantie, contre-lettres licites et déclarations, translations, partages, adjudications par décret, baux perpétuels, à emphytéose ou à temps, excédant neuf années, et généralement, toute autre disposition, soit entre vifs ou de dernière volonté, ne pourra être acquise aucune seigneurie, propriété, ni droict d'hypothèque et réalité, encore que les acquéreurs ou autres, au profit desquels lesdits contracts auront été passés, ayant prins possession naturelle ou par constitution de précaire, retention d'usufruit ou autre voye de droit, s'ils ne sont enregistrés dedans deux mois du jour et date d'iceux ès-registres qui seront par nous ordonnez ès-bailllages, sénéchaussées, prevôtez et jurisdictions royales.

Dans le préambule de l'édit on trouve la justification de cette innovation qui avait pour but principal la répression des fraudes dans les actes reçus par les notaires.

« Et considerant combien est louable et digne de notre grandeur de régler et remettre ce qui a esté altéré, tant en l'ordre de la justice que police, faire cesser les fraudes,

(1) ISAMBERT, XIV, p. 493.

procez, faulsetez, circonventions, dont plusieurs ont cy-devant usé à la ruine d'aucuns de nos sujets, procedans lesdits differens d'une infinité de faulsetez qui se sont commises, et se commettent chacun jour par aucuns notaires et tabellions de nostre royaume ès-actes et contracts qu'ils passent et reçoivent. En quoy faisant iceux notaires et tabellions qui sont deux ou un seul avec deux temoins, s'aident de noms et temoins ou incognuz, avec antidate ou transposition de temps et par supposition des personnes, obligent les absents, falsifiant leur sceing pour colorer leur faulseté, si à propos et approchant du vray, qu'il est quasi impossible d'en tirer la vérité. Aussi, tels contrats n'apparoissent bien souvent, sinon après le décès des contractants, et qui plus est, il s'est faict d'autres faulsetez ès-contracts passez ès-présence des parties à l'une d'icelles par additions d'aucunes clauses non résolues, au grand interest de nos subjects. »

« D'avantage ès-testaments et ordonnances de dernière volonté, legs et donations, s'y practiquent de plus subtiles faulsetez : mesmes que lesdits contracts ne sont signez des testateurs et donateurs, mais y est fait mention que à cause de leur faiblesse et débilité ils ne pouvaient signer ; le tout à la persuasion de ceux qui s'en veulent prevaloir au prejudice des légitimes héritiers, entre lesquelles faulsetez il y a des abus remarquables en ce qu'aucun desdits notaires après avoir passé contracts dont les originaux n'ont été grossoyez, ne les parties, au profit desquelles ils ont été passez, retiré aucunes copies,

ceux à qui il touche et contre lesquels ils ont été faits et contractez, combien qu'ils les ayent liberalement accordez et receu le prix y contenu, neantmoins procedans de mauvaise foy sous pretexte de quelque gain qu'en prennent aucuns notaires, ou après leur decez, leurs veuves et héritiers en retirent les originaux : tellement que les parties à qui ils appartiennent en demeurent frustrées. »

« De tous lesquels abus et faulsetez, nos cours de parlement et juges ont assez de cognoissance et ont esté faites plusieurs punitions exemplaires, mesmes recentemente. A l'occasion de quoy nos subjects diffèrent de contracter l'un avec l'autre et se secourir : dont advient que pour n'estre l'achepteur assuré, et le vendeur n'ayant souvent aucuns biens ne amis pour garantie, cesse le commerce entre nosdits subjects. »

Mais si le Roi proclame bien haut qu'il recherche l'intérêt de ses sujets, il n'oublie pas ses propres intérêts ni ceux des seigneurs. Il semble bien résulter du texte même de l'édit que l'institution du contrôle n'a été qu'un moyen fiscal pour assurer une plus exacte perception, tant des droits royaux que des droits seigneuriaux. Il ne faut pas oublier en effet qu'au ^{xvi}^e siècle les revenus perçus par le roi comme seigneur de son domaine étaient une des principales ressources du Trésor royal.

Après l'exposé des inconvénients des antيدات et autres fraudes dans les actes entre particuliers l'édit s'exprime ainsi :

Et avec les choses dessus dites, il y va de nostre interest et

des seigneurs feudaux, justiciers et fonciers, d'autant que les contracts de vendition, alienations et eschanges, sont secrettement passez, qui ne viennent que bien tard à cognoissance ; et sont de difficile et longue perquisition, estant besoin de rechercher tous les registres des notaires des villes et lieux, chose très difficile à découvrir ; au moyen de quoi nous et eux sommes souvent frustrez des droicts et profits de fief, quints et requints, et autres devoirs seigneuriaux, ce qui n'advierait si tous lesdits contracts se trouvaient en un seul lieu et endroit.

Mais où l'intérêt fiscal apparaît encore mieux, c'est dans la réglementation de la formalité nouvelle. Des fonctionnaires nouveaux sont en effet créés et la vente de leurs offices sera une source de profits pour le Trésor royal, lequel percevra en outre une partie des sommes qui constitueront le salaire de la formalité.

« Et à l'effet que dessus avons créé et érigé... un contre-rolleur qui s'appellera contrerolleur des titres... qui enregistra chacun en son ressort, lesdits contrats et adjudications, où les biens y contenus seront situés et assis, et ainsi que les parties le requerront ainsi qu'il est contenu cy-dessus et les deniers en provenans employez tant à partie du payement des gens de guerre, estant en garnisons es-ville de frontières, et aultres dépenses pour le bien et conservation de nostre estat.

Il est à remarquer que l'édit de 1581 ne vise que le contrôle des actes des notaires. D'ailleurs, dans le désarroi des guerres de religion cet édit resta lettre-morte et ne reçut un commencement d'exécution qu'en 1606 en Normandie. En

effet, un édit d'Henri IV, du mois de juin 1606 ordonna qu'il ne pourrait être acquis par quelque acte que ce fût aucune seigneurie, propriété ni droit d'hypothèque et réalité si lesdits actes n'étaient enregistrés dans un mois du jour de leur date ès-registres des bailliages et juridictions royales, pourvu que le contrat excédât cinq écus en principal ou 30 sous de rente foncière, et l'obligation mobilière 10 liv.

Louis XIII, par édit du mois de juin 1627 créa des offices de contrôleurs de tous les actes qui seraient reçus et expédiés par les notaires (1).

Mais la véritable organisation du contrôle date de l'édit de mars 1693 (2), dont le préambule expose les efforts tentés jusqu'à cette époque pour assurer l'authenticité des actes.

« Il est important pour le repos des familles que les contrats et titres qui établissent la propriété de leurs biens ne puissent recevoir d'atteinte dans la suite des temps par des doutes ou contestations, ou par des suppositions et des antidates : et l'on ne saurait les rendre trop authentiques en se servant des moyens capables de s'assurer entièrement de la fidélité des personnes qui les passent. Entre tous ceux qui ont été recherchés et prescrits, il ne s'en est point trouvé de si certain et si facile que la création du contrôle des titres ordonné par édit du roi Henri III du mois de juin 1581 ; lequel n'ayant eu son

(1) BOSQUET, V^o *Contrôle*, I, p. 343.

(2) ISAMBERT, XX, p. 174.

exécution que dans notre province de Normandie en conséquence d'un autre édit d'Henri-le-Grand, du mois de juin 1606, cet établissement y a été trouvé si utile, qu'il y a toujours été depuis considéré comme un des principaux usages de cette province. Et comme il y a plusieurs actes, que l'usage y a dispensés du contrôle, quoique le dit contrôle n'ait d'autre effet que d'assurer la priorité d'hypothèque, sans être nécessaire pour la translation de propriété, exécution et validité des actes ; nous avons résolu d'y assujettir indistinctement et nécessairement toutes sortes d'actes qui seront passés à l'avenir, sans quoi, ils ne pourront avoir aucun effet, et d'établir aussi le même ordre dans le reste de notre royaume.

Pour éviter qu'on ne tentât de se soustraire à la formalité du contrôle, l'édit déclarait :

Que les parties ne pourraient, en conséquence d'actes qui n'auraient point été contrôlés, acquérir aucun privilège, hypothèque, propriété, ni aucun droit, action, exception ni exemption, dérogeant à cet égard à toutes coutumes, ordonnances, édits, déclarations, arrêts, règlements et usages contraires.

L'édit de 1693 imposait aux notaires, tabellions et greffiers l'obligation de faire enregistrer les actes qu'il auraient reçus, dans les quinze jours de leur date, et au bureau le plus proche du lieu où l'acte serait passé. L'enregistrement devait être fait par extrait contenant seulement le nom des parties contractantes, la qualité de l'acte, sa date, le nom et la demeure du notaire qui l'avait

reçu, le nombre des feuillets de l'acte. De leur côté, les notaires devaient faire mentions de l'enregistrement sur les grosses et les expéditions.

Le but fiscal poursuivi par la royauté sous le couvert de la sauvegarde des intérêts des particuliers fut la cause de changements multiples dans la détermination des fonctionnaires compétents pour contrôler les actes des notaires. En 1694, on créa des offices remplacés par d'autres en 1695. Supprimés en 1698 et rétablis en 1707, les offices furent à nouveau supprimés en décembre 1713, et l'administration de la Ferme fut chargée en 1714 du contrôle des actes.

b) *Contrôle des actes sous seing privé.*

Jusqu'ici, nous n'avons parlé que des dispositions ayant trait à l'authenticité des actes notariés, mais déjà à l'époque que nous étudions, les actes sous seing privé commençaient à prendre une place importante dans les relations d'affaire.

Mais cependant, la nécessité de soumettre les actes sous seing privé au contrôle fut surtout imposée par la répression des fraudes, car les parties, pour éviter le contrôle, faisaient un acte sous seing privé au lieu d'un acte notarié.

L'art. 5 de la déclaration du 19 mars 1696 défendit d'admettre et d'ordonner aucuns privilèges, hypothèques, nantissements, ensaisinements, ni prise de possession s'ils n'étaient fondés sur des actes passés devant

notaires ou sur des actes sous seing privé reconnus par devant notaires.

L'art. 5 de la déclaration du 14 juillet 1699 fixait le droit de contrôle des reconnaissances ou ratifications d'actes sous seing privé suivant la qualité de l'acte, comme s'il eût été originairement passé devant notaires.

Toutes ces dispositions furent complétées par l'édit de Fontainebleau du mois d'octobre 1705 (1).

Le préambule de cet édit rappelle les raisons qui justifient l'assujettissement au contrôle des actes sous seing privé.

« Nous avons ordonné par notre déclaration du 14 juillet 1699, touchant les reconnaissances des actes sous seing privé qui se poursuivront en justice, qu'après l'acte reconnu, soit par défaut ou contradictoirement, le porteur ou la partie poursuivant la reconnaissance sera tenu de porter, dans trois jours de la date de la reconnaissance, l'acte avec la sentence du juge rendue sur la reconnaissance, chez le notaire le plus proche de la juridiction, pour être par lui délivré expédition du tout après l'avoir fait contrôler dans la quinzaine de l'apport, à peine de nullité, et de 200 livres d'amende, tant contre lui que contre le poursuivant et ceux qui se serviront du dit acte sousseing privé, qui n'aura aucune hypothèque, s'il n'est contrôlé, et les expéditions délivrées par le notaire, avec défenses à tous juges d'y avoir égard, soit dans

(1) ISAMBERT, XX, p. 473.

les collocations d'ordre et préférence d'hypothèque ou autrement, à peine d'interdiction et de 200 liv. d'amende et comme nous n'avions rendu cette déclaration que dans la vue d'empêcher les fraudes qui se commettaient à notre ferme des droits des contrôles des actes des notaires, et que nous sommes informés que nos sujets, notwithstanding les peines rigoureuses portées par cette déclaration, continuent de passer la plupart de leurs actes sous signature privée, sans se mettre en peine de rapporter chez les notaires les jugements et sentences qu'ils ont obtenus pour la reconnaissance de ces actes, ni de les faire contrôler, ce qui emporte la nullité desdits actes, faute d'être revêtus des formes portées par notre déclaration dudit jour 14 juillet 1699, dont pourraient naître dans les suites une infinité de procès, et la ruine d'un grand nombre de familles, si il n'y était par nous pourvu : et comme nous avons d'ailleurs été informés qu'au préjudice des édits et règlements ci-devant faits touchant les fonctions et le nombre des notaires que les seigneurs hauts justiciers de notre royaume peuvent établir dans l'étendue de leurs juridictions, lesdits notaires passent journellement toutes sortes d'actes indifféremment entre toutes sortes de personnes, quoique non domiciliées dans le ressort desdites justices, et pour biens situés hors l'étendue dudit ressort, nous avons jugé à propos d'y pourvoir, en imposant des peines convenables dans les cas de contravention. »

En conséquence, à partir du 1^{er} janvier 1706, tous les

actes sous seing privé, sauf les lettres de change et les billets à ordre et au porteur durent être contrôlés avant qu'on en pût faire usage en justice. Les droits perçus étaient ceux qui l'eussent été si les actes avaient été faits devant notaires. La sanction était la nullité des actes et 300 livres d'amende pour chaque contravention tant contre les parties qui auraient fait usage d'actes sous seing privé non contrôlés que contre les huissiers et sergents qui auraient fait des exploits et actes en conséquence. Pareille amende était édictée contre les juges qui rendraient des jugements sur des actes sous seing privé non contrôlés.

c) Contrôle des exploits des huissiers.

En dehors des actes notariés et des actes sous seing privé, une troisième catégorie d'actes était assujettie au contrôle, c'étaient les exploits d'huissiers. Ce sont là en effet des actes auxquels il est indispensable de donner une date certaine à raison même de la facilité relative avec laquelle on peut les antidater.

Une première tentative fut faite par l'édit du mois de janvier 1654 et la déclaration du 18 avril 1655. Mais ces dispositions restèrent lettre-morte ainsi d'ailleurs qu'une déclaration du 18 août 1656 prescrivant aux huissiers de faire contrôler leurs exploits dans le jour de leur date à peine de nullité et de tenir un réper-

toire qu'ils devraient faire viser tous les mois (1).

Dans le même but d'assurer date certaine aux exploits d'huissier, l'ordonnance d'avril 1667 (2), ordonnait, titre II, art. 2, que « tous sergents et huissiers seront tenus en tous exploits d'ajournements de se faire assister de deux témoins ou recors qui signeront avec eux l'original et la copie des exploits, sans qu'ils puissent se servir de recors qui ne sachent écrire, ni qui soient parents, alliés ou domestiques de la partie. » La présence des recors fut supprimée par l'édit d'août 1669 (3), dont le préambule rappelle les griefs soulevés par cette disposition de l'ordonnance de 1667.

« Sur quoi (la présence des recors), les marchands et négociants nous auraient fait leurs remontrances, fondées sur ce que encore que les significations qui leur étaient faites ne fussent le plus souvent que pour protester des lettres de change qu'ils refusaient d'accepter pour n'en avoir la provision néanmoins ces sommations leur étant faites par nombre d'officiers, cela leur causait du scandale, préjudiciait à leur réputation et au bien du commerce. Et d'ailleurs, l'expérience ayant fait connaître que plusieurs desdits huissiers et sergents se servent de recors les uns aux autres, et se confient réciproquement leur signature pour se dispenser d'être présents, et d'assister celui qui délivre les actes aux parties : en

(1) ISAMBERT, XVII, p. 318.

(2) ISAMBERT, XVIII, p. 107.

3) ISAMBERT, XVIII, p. 334.

sorte qu'au lieu de rendre les exploits plus authentiques, les précautions portées par notre ordonnance n'ont servi que de prétexte pour augmenter excessivement leurs droits et les autoriser à faire des exactions extraordinaires. »

Aussi, pour supprimer ces abus, et assurer en même temps date certaine aux exploits, l'édit de 1669 prescrivit de faire enregistrer les exploits dans les trois jours de leur date et ce à peine de nullité tant de ces exploits que des procédures et jugements qui seraient faits en conséquence, sans préjudice de 100 livres d'amende contre ceux qui s'en serviraient. Les parties requérantes devaient faire procéder elles-mêmes à cet enregistrement.

L'édit de 1669 créa des contrôleurs dans chaque bailliage ou siège de juridiction royale. Ces contrôleurs prêtaient serment et devaient enregistrer incessamment à la première réquisition qui leur serait faite par les parties ou par ceux qui en auraient charge, selon l'ordre des jours et sans laisser aucun blanc, tous les exploits qui leur seraient apportés. L'enregistrement devait se faire dans des registres cotés et paraphés par les juges et par le fermier général ou ses commis. Mention sommaire de l'enregistrement devait être mise sur les originaux des exploits.

La rétribution perçue par les contrôleurs à l'occasion du contrôle des exploits était assez modique, elle était en général de 8 sous 6 deniers.

SECTION III

Centième denier

Avec l'insinuation et le contrôle nous avons étudié des formalités dans lesquelles l'intérêt fiscal est dissimulé plus ou moins derrière l'intérêt des particuliers. Nous avons dit pourquoi la Royauté encore timide avait dû se plier à ce subterfuge.

Mais au xviii^e siècle, Louis XIV est devenu véritablement le roi de France et pour remplir le Trésor épuisé par des guerres incessantes, ses conseillers n'hésitèrent pas à établir un impôt de mutation nettement caractérisé, ditdroit de centième denier.

C'était un droit dû à toutes mutations de propriété ou d'usufruit d'immeubles, rentes foncières et de tous autres droits réels et immobiliers, à l'exception néanmoins des successions directes *ab intestat* ou par testament et des donations faites en ligne directe, par contrat de mariage en faveur des enfants qui se marient seulement (1).

Ce droit, comme son nom l'indique, était de 1 0/0, il était perçu à l'occasion de l'insinuation des mutations des biens immeubles dont il constituait le salaire. Il fut établi par l'édit du mois de décembre 1703 afin de pro-

(1) BOSQUET, *Dict. des Domaines*, I. V^o Centième denier, p. 244.

curer par l'insinuation des mutations des biens immeubles la connaissance exacte de toutes les mutations qui devaient produire des droits seigneuriaux (1).

L'art. 24 de l'édit de décembre 1703 s'exprimait ainsi :

Et attendu que rien n'est plus important pour la conservation tant de nos domaines que de ceux de tous les seigneurs de notre royaume que d'avoir une connaissance exacte de toutes les mutations qui arrivent dans l'étendue tant de nos mouvances et censives, que de celles desdits seigneurs, lesquelles doivent nous produire et à eux des droits seigneuriaux, dont nous sommes souvent privés aussi bien qu'eux par le soin que prennent les nouveaux possesseurs d'en dérober la connaissance, nous voulons qu'à l'avenir tous contrats de vente, échanges, décrets et autres titres translatifs de propriété de biens immeubles tenus en fief ou en censive, soit de nous, ou des seigneurs particuliers de notre royaume, soient pareillement insinués et enregistrés aux dits greffes des insinuations des baillages ou autres sièges royaux dans le ressort desquels lesdits biens seront situés ; et ce dans six mois du jour et date desdits titres, pour lequel enregistrement sera payé aux dits greffiers le centième denier du prix desdits biens ou de la valeur d'iceux en cas que le prix ne soit pas exprimé suivant l'estimation qui en sera faite à l'amiable (2).

Le délai d'insinuation était fixé à six mois dans l'édit de 1703 (art. 25), et le maximum de la perception était de

(1) BOSQUET, *eod. loc.*

(2) DE CONTRAMONT, II, p. 12.

100 livres (art. 14). La sanction de la non-observation des prescriptions de l'édit de 1703 était le paiement du triple droit.

Tel qu'il était créé par l'édit de 1703, le centième denier, nous l'avons vu, avait pour but d'assurer l'exacte perception des droits féodaux dus à l'occasion des mutations d'immeubles.

Or, il résulte des explications que nous avons données plus haut que tous les biens immeubles n'étaient pas des biens tenu en fief ou en censives, dont les mutations donnaient ouverture à la perception de droits féodaux. Il y avait en effet toute une catégorie de biens dits de franc-aleu, qui ne relevaient d'aucun seigneur et ne donnaient point, en conséquence, lieu à la perception des droits féodaux. La Royauté ne tarda point à convoiter ces biens dont les propriétaires résistèrent pendant longtemps à la règle « nulle terre sans seigneur ».

Lors de la première rédaction des coutumes, cette maxime avait été presque généralement rejetée, mais elle fit de grands progrès et malgré les efforts de Dumoulin, elle fut adoptée presque partout lors de la revision. Ce succès encouragea les agents du fisc royal. Se fondant sur la qualité de souverain fiefteux attribuée au roi, ils posèrent en principe, dans l'ordonnance de 1629 (art. 383 que « tous héritages ne relevant d'autres seigneurs sont censés relever du roi » et en conséquence assujettis envers son trésor à tous les droits seigneuriaux. Les Parlements qui n'avaient qu'à perdre à cette règle opposèrent une

résistance énergique, et l'enregistrement de l'art. 383 fut presque partout refusé (1).

Nous avons vu comment la Royauté devenue toute puissante avait par l'édit de 1703 ordonné la perception du centième denier à l'occasion de l'insinuation de toutes mutations de biens immeubles tenus en fief ou en censive soit du roi, soit des seigneurs particuliers.

La déclaration du 19 juillet 1704 alla plus loin, et triomphant de la résistance des Parlements aveulés, elle soumit les mutations de francs-alleux à l'insinuation et au centième denier.

et d'autant que les fermiers de nos domaines et les seigneurs particuliers dans leurs terres, n'ont pas moins d'intérêt à connaître quels sont les biens et héritages prétendus en franc-aleu, que ceux qui n'y sont pas, et qu'il est déjà survenu plusieurs contestations au sujet du droit d'enregistrement des mutations de biens et héritages que les possesseurs, pour éviter le paiement dudit droit ont soutenu être en franc-aleu, pour faire cesser toutes difficultés sur cela à l'avenir, voulons et entendons que les contrats de vente, échanges, decrets et autres actes translatifs de propriété de biens en franc-aleu, franc-bourgade ou franche-bourgeoisie, ou qui par les coutumes et usages des pays ne sont sujets à aucuns droits aux mutations, soient insinués et enregistrés, à compter du 1^{er} janvier dernier, en la forme et manière portée par l'art. 24 et suivants de notredit édit, pour lequel enregistrement sera payé à toutes mutations, même par

(1) CHAMPIONNIÈRE et RIGAUD, II, p. 569.

les nouveaux possesseurs à titre successif en ligne collatérale, le centième denier porté par l'art. 24 de notre dit édit, et moitié seulement dudit droit par les successeurs en ligne directe (1).

Ces dispositions furent confirmées par l'art. 6 de la déclaration du 20 mars 1708 portant :

Que tous contrats de vente, échanges, licitations... arrêts, jugements, sentences, et généralement tous actes, translatifs et retrocessifs de propriété de biens-immeubles, tenus en fief ou en censive, soit du roi ou des seigneurs particuliers, ensemble ceux tenus en franc-allevu... seront insinués et les droits du centième denier payés dans le temps et sous les peines portées par l'édit de 1703 et par la déclaration de 1704, encore qu'aucuns desdits biens ne fussent pas sujets à lods et ventes et autres droits seigneuriaux (2)...

Nous nous trouvons donc bien en présence d'un impôt de mutation nettement caractérisé et ne puisant sa cause que dans le souci d'alimenter le Trésor royal sans qu'on pût invoquer pour le justifier la tradition féodale ou la nature juridique primitive des biens.

Aux termes de l'édit de 1703, les parties contractantes étaient seules tenues de faire insinuer les actes donnant lieu à la perception du centième denier. L'édit du mois d'octobre 1705 vint déclarer que les notaires et tabellions seraient tenus et obligés de faire enregistrer et insinuer dans les bureaux, dans lesquels ils les feraient contrôler,

(1) Art. 16, déclaration du 19 juillet 1704. DE CONTRAMONT, II, p. 25.

(2) DE CONTRAMONT, II, p. 41.

tous les contrats portant mutation de biens-immeubles, et ce dans la quinzaine du jour et date de ces contrats et en même temps qu'ils les feraient contrôler et sceller. Défense était faite aux notaires de délivrer ces contrats aux parties sans qu'ils aient été insinués et les droits payés, à peine de 300 livres d'amende. Exception était faite pour les substitutions et donations entre vifs qui devaient être insinuées à la diligence des parties.

Lorsque les mutations portaient sur des biens-immeubles situés en dehors du ressort des bureaux de la demeure des notaires, c'étaient les parties elles-mêmes qui devaient faire insinuer dans les trois mois.

Nous avons que d'après l'art. 14 de l'édit de 1703 les sommes qui pouvaient être perçues comme droit de centième denier étaient au maximum de 100 livres, cette somme représentant le montant du droit de centième denier afférent aux mutations dont le prix ou la valeur excédaient 10.000 livres. Poussé par le besoin d'argent, le fisc royal ordonna par l'édit du mois d'août 1706 que les droits de centième denier seraient payés sur le pied entier du prix, quelque élevé qu'il fût.

Une déclaration du 27 mars 1748 ordonna même que les actes translatifs de propriété des immeubles fictifs comme offices et rentes constituées, seraient insinués comme les actes translatifs d'immeubles réels et qu'il serait payé le centième denier de leur valeur. Le droit de centième denier fut même étendu aux dons et legs de meubles et effets mobiliers. Mais cette extension fut de

courte durée et la déclaration du 26 décembre 1750 y mit fin à partir du 1^{er} janvier 1751.

SECTION IV

Sceau

En dehors de l'insinuation et du contrôle, il y avait encore d'autres formalités se rapprochant plus ou moins de l'enregistrement ; parmi ces formalités se trouvait le sceau ou scel.

« Sceau et scel, dit Bosquet, sont des marques authentiques de l'autorité nécessaire pour faire valider les actes et jugements et les faire exécuter (1). »

On distinguait le grand sceau ou sceau de la grande chancellerie, et le petit sceau ou petit scel.

Le premier confié au chancelier ou au garde des sceaux servait à sceller les édits, déclarations et lettres patentes du roi, ainsi que les provisions d'office, les commissions et autres actes émanés de la grande chancellerie.

Il y avait des chancelleries établies près les parlements et autres cours souveraines pour sceller les arrêts desdites cours et les lettres et actes expédiés dans ces chancelleries.

Les présidiaux avaient aussi leurs chancelleries, où étaient scellés leurs jugements (2).

(1) BOSQUET, *Dict. des Domaines*, II, p. 495.

(2) BOSQUET, *loc. cit.*

On appelait petit scel, le sceau des actes judiciaires émanés des autres sièges et juridictions royales. Les droits perçus faisaient partie de la ferme des domaines, et la formalité était remplie par les commis de cette ferme en mettant seulement un certificat sur ces actes et jugements qui avaient été scellés et qui avaient été acquittés.

Cette formalité était très ancienne et certains auteurs dont M. Wahl, croient trouver en elle l'origine de l'enregistrement (1).

En tous cas, dès 1319, il avait été créé des offices de garde-scels et des édits subséquents en établirent dans toutes les juridictions royales ordinaires et extraordinaires pour sceller les sentences et jugements qui en seraient émanés et les contrats et actes des notaires et tabellions royaux.

Louis XIV, par un édit du mois de novembre 1696, supprima ces offices et les remplaça par des offices de conseillers-garde-scels des sentences et des contrats, dans toutes les justices et juridictions royales, ordinaires et extraordinaires du royaume, exprimées ou non exprimées dans l'édit. Ces nouveaux officiers avaient pour mission de sceller tous les jugements, sentences provisoires, interlocutoires, définitives, défauts, congés, adjudication des baux judiciaires, tutelles, curatelles, interdictions, séparations, certifications de criées, adjudica-

(1) WAHL, *Droit fiscal*, I, Introduction, n° 56.

tions par décret, redditions et clôtures de comptes, commissions, décharges de commissaires, mainlevées, acquiescements, exécutoires de dépens et généralement tous les jugements, ordonnances et autres actes émanés desdites justices, soit que les expéditions en fussent faites par les greffiers, soit qu'elles fussent seulement signées par les juges au pied des requêtes ou des procès-verbaux.

Les contraintes et rôles des tailles, de l'impôt du sel et autres impositions, étaient également soumis au petit scel et pour rembourser les collecteurs du droit de scel qu'ils avaient avancé, ce droit était porté sur les rôles.

Le même édit de 1696 ordonnait que tous les contrats et actes des notaires et tabellions seraient scellés par le garde-scels. Les fonctions de garde-scels des actes des notaires firent l'objet d'un office spécial en vertu de l'édit du 18 juin 1667. Les droits furent ensuite remis au domaine par une autre déclaration du 6 mai 1698. Finalement, le droit de scel des actes des notaires fut supprimé par édit du mois d'août 1706 qui confia aux notaires royaux le droit de sceller eux-mêmes leurs actes (1).

Les offices de garde-scels furent d'ailleurs supprimés par édit du mois de décembre 1713, et les droits réunis au domaine.

Aux termes des articles 8, 9 et 10 de l'édit du mois de novembre 1696, il était défendu sous peine de 100 livres d'amende, aux greffiers, notaires et tabellions, de déli-

(1) BOSQUET, II, 496-303.

vrer des actes assujettis au petit scel sans que la formalité eût été remplie. Il était défendu sous la même peine, aux parties, de se prévaloir d'actes non-scellés et aux huissiers d'agir en vertu d'actes semblables.

Le scel était apposé, non sur la minute, mais sur chaque expédition pour la validité de laquelle il était indispensable.

Toutes ces dispositions se retrouvent dans la déclaration du 29 septembre. 1722, laquelle vise à la fois le contrôle, l'insinuation laïque et le petit scel.

SECTION V

L'Insinuation et le contrôle dans la ville de Paris

§ I. — Insinuation

La Ville de Paris jouissait sous l'ancien régime d'immunités spéciales, dont nous trouvons un exemple frappant dans la réglementation de l'insinuation et surtout du contrôle.

En ce qui concerne l'insinuation, la formalité s'accomplissait à Paris comme dans le reste du royaume, les droits d'insinuation suivant le tarif et les droits de centième denier y étaient perçus comme ailleurs. Mais les notaires du Châtelet de Paris n'étaient pas tenus de faire insinuer eux-mêmes, ce soin incombait aux parties. Les notaires étaient seulement tenus de fournir au fermier

des extraits de tous les actes par eux reçus et sujets aux droits d'insinuation et de centième denier.

Un arrêt du Conseil du 27 avril 1706 essaya d'imposer aux notaires de Paris l'obligation de faire procéder eux-mêmes à l'insinuation des actes qu'ils avaient dressés, mais les notaires obtinrent un autre arrêt du 5 juin 1706 qui les déchargea de l'obligation de faire insinuer eux-mêmes les contrats et actes sujets à l'insinuation. Les notaires furent seulement tenus de faire mention dans les contrats et actes sujets à l'insinuation, de la nécessité de faire insinuer dans les termes de l'édit d'octobre 1705. Les notaires durent de plus délivrer de trois mois en trois mois, au fermier, des extraits des contrats de vente, partage entre collatéraux et autres actes translatifs de propriété d'immeubles qu'ils auraient passés et qui seraient sujets à l'insinuation, le tout à peine de 100 livres d'amende pour chaque contravention.

L'art. 10 de la déclaration du 20 mars 1708 qui assujettit les notaires du royaume à faire insinuer leurs actes dans la quinzaine excepte les notaires et les greffiers de la ville de Paris. Ces officiers n'étaient encore tenus que de faire mention de la nécessité d'insinuer ; cette prescription fut renouvelée par l'arrêt du conseil du 18 juillet 1724

II. — Contrôle

Nous avons vu que le contrôle fut établi et réglé par les édits de juin 1581, juin 1606 et juin 1627, portant créa-

tion d'offices de contrôleurs des actes dans tout le royaume.

Par un autre édit de décembre 1635, le nombre des notaires au Châtelet de Paris fut augmenté de 27. A ces nouveaux offices furent unies et incorporées les qualités et fonctions de contrôleurs de tous les actes qui seraient reçus et expédiés, tant par ceux qui en seraient pourvus que par les autres notaires de Paris. A défaut de contrôle par l'un de ces 27 nouveaux notaires les actes étaient nuls. Le notaire contrôleur percevait comme rémunération le tiers des salaires pris par les notaires rapporteurs pour leurs actes ou pour leurs expéditions. L'édit de 1627 ne s'appliqua donc plus aux notaires de Paris.

L'édit de Louis XIV, de mars 1693, assimila cependant les notaires de Paris aux autres notaires du royaume, mais ce ne fut qu'une manœuvre fiscale sûr qu'était le fisc que les notaires de Paris se rachèteraient.

En effet, un arrêt du 5 avril 1693 permit aux notaires de Paris de faire entre eux le contrôle des actes qu'ils auraient passés ou reçus. Le contrôle devait être fait par le notaire qui signait en second sans qu'il fût besoin d'autre enregistrement. Les notaires de Paris furent même autorisés à percevoir les droits fixés par le tarif annexé à l'édit de 1693. Mais toutes ces faveurs étaient subordonnées au paiement d'une « finance » par les notaires de Paris.

Enfin, une déclaration du 27 avril 1694 supprima la formalité du contrôle et le paiement des droits pour les

actes des notaires de Paris. Cette déclaration fut, d'après Bosquet (II, 335), sollicitée par M^e Jean Carnot, notaire de M^{me} de Maintenon, laquelle l'appuya de son crédit auprès de Pontchartrain et Chamillart. Le motif allégué était la discrétion attachée aux actes des notaires, mais Bosquet fait remarquer fort à propos que cette raison existait peut-être même plus puissante, pour les actes des notaires de province. Au fond, la déclaration de 1694 fut achetée par un don de 1.000.000 livres que les notaires firent au Trésor royal.

Un arrêt du conseil du 22 novembre 1695, l'art. 4 de l'édit de mars 1696, et l'art. 184 du tarif du 20 mars 1708, ordonnèrent en conséquence de la déclaration du 27 avril 1694 que les actes passés et reçus par les notaires de Paris seraient exécutés dans le royaume sans être contrôlés.

C'était là une mesure dangereuse qui devait faire ressusciter les inconvénients auxquels le contrôle devait parer. Les intérêts du roi et du public étaient somme toute sacrifiés à l'intérêt des notaires. Aussi l'art. 2 de la déclaration du 29 septembre 1722 révoqua la déclaration de 1694 et assimila les notaires de Paris aux autres notaires du royaume, notamment en ce qui concernait le contrôle des actes et le paiement des droits.

Mais les notaires de Paris furent encore assez puissants pour obtenir une déclaration du 7 décembre 1723 qui modifia à leur profit la déclaration de 1722. A partir du 1^{er} janvier 1724, les droits de contrôle furent remplacés par un autre droit perçu sur les papiers et parchemins,

employés pour la rédaction des minutes et expéditions. C'est là l'origine du timbre de dimension.

Bosquet critique ce privilège des notaires de Paris. D'après lui, la royauté avait fait une mauvaise opération financière et de plus, les antidates étaient possibles (1).

SECTION VI

Organisation de la ferme

Nous avons vu que le recouvrement des droits d'insinuation, de contrôle, centième denier, petit scel, et des droits féodaux perçus au profit du Roi avait été rattaché au domaine.

Le système alors employé pour le recouvrement des impôts était la ferme ou adjudication. Colbert créa tout d'abord les cinq grosses fermes, puis en 1661, il créa une ferme générale.

On comprend sans peine que la ferme générale devait employer un personnel fort nombreux. En ce qui concerne les impôts indirects qui nous occupent, le personnel se composait de commis, de vérificateurs, de contrôleurs ambulants, d'inspecteurs et de directeurs.

Les commis ou contrôleurs des actes étaient pourvus de commissions du directeur et chargés de la régie d'un

(1) Voir encore STOURM, *Les finances de l'ancien régime et de la Révolution*, I, 423.

bureau. Ils donnaient aux actes la formalité à laquelle ils étaient sujets, faisaient payer les droits dus, en donnaient quittance et devenaient comptables des sommes ainsi encaissées.

Aux vérificateurs incombait le soin de vérifier la régie des commis et de rechercher les droits qu'ils auraient négligé de percevoir.

Les contrôleurs ambulants faisaient des tournées dans leur département et centralisaient les recettes des commis dont ils devenaient eux-mêmes comptables à l'égard du directeur. Ils forçaient les commis en recette des droits qu'ils auraient dû percevoir et ordonnaient la restitution des sommes perçues à tort.

Souvent, le fermier envoyait des inspecteurs ou contrôleurs généraux, munis de procurations notariées, comme les contrôleurs ambulants et chargés de surveiller tous les autres employés dont ils pouvaient exercer toutes les fonctions, sauf en ce qui concernait la perception des droits. Ils ne pouvaient recevoir les droits sans ordre exprès ou absolue nécessité.

Il y avait enfin dans le chef-lieu de chaque généralité un directeur qui dirigeait tous les autres employés et était comptable à l'égard du fermier des sommes qu'il avait reçues des contrôleurs ambulants.

Nombreuses étaient les contestations soulevées par le recouvrement des droits de contrôle, insinuation et autres. Elles étaient portées en première instance devant l'intendant qui devait les juger sommairement et sans

frais, par lui-même, dans la ville où il résidait et par ses subdélégués dans les autres villes de la province. Les jugements, exécutoires par provision, étaient déférés en appel au conseil des finances qui était une chambre du conseil du Roi.

Les contestations étaient d'autant plus fréquentes que les droits inscrits aux tarifs variaient suivant la nature des actes et la qualité des parties. Or, malgré la multiplicité des dispositions législatives s'enchevêtrant d'ailleurs souvent les unes sur les autres, il arrivait fréquemment que la nature de l'acte et la qualité des personnes ne rentraient point dans les catégories prévues, et qu'on était obligé de déterminer les droits par assimilation. De là, des procès sans nombre qui faisaient ressortir l'arbitraire et les abus de la Ferme (1).

(1) Voir l'ouvrage de DE CONTRAMONT, *Explication des tarifs du contrôle des actes et de l'insinuation*, 2 vol.

CHAPITRE V

CRITIQUES ADRESSÉES A L'ORGANISATION DU CONTRÔLE, DE L'INSINUATION ET DES DROITS JOINTS

Aussi, nombreuses et acerbes sont les critiques adressées par les contemporains à l'organisation fiscale que nous venons d'exposer.

Certains auteurs critiquent principalement des points imputables au législateur, lacunes, obscurités ou ambiguïtés.

De Contramont écrivait en 1780 :

« ... La perception devrait être uniforme, puisqu'elle est fondée sur la même loi : mais les tarifs arrêtés en conséquence, quoique l'opération en ait été faite et refaite plusieurs fois, ont laissé tant de choses à désirer dans la proportion, sur la différence des actes de toute nature, et sur les qualités des personnes, qu'il n'est pas étonnant qu'il y ait tant de variations ; on pourrait même dire tant d'arbitraire.

... Rien de plus varié, rien de plus arbitraire que le contrôle des actes, par la manière d'interpréter chaque article des tarifs. Les préposés à l'exécution de cette loi,

devraient se renfermer exactement dans les termes dans lesquels elle est conçue, en observant toutefois les modifications que sa Majesté a trouvé bon d'y apporter ; il ne leur fut jamais permis d'étendre ou d'ajouter à ses dispositions. Si la formalité du contrôle doit assurer la tranquillité du citoyen et celle de sa famille, la loi veille pour lui ; et l'ignorance, dans laquelle il est le plus souvent, des arrêts et des décisions du Conseil qui ont modifié ou abrogé certaines dispositions des articles des tarifs ne doit jamais lui préjudicier.

« Il serait à désirer qu'il intervint bientôt une loi nouvelle qui levât toutes les difficultés, qui prévînt les fausses applications, qui fixât invariablement les droits qui devront être perçus à l'avenir sur tous les actes, et qui déterminât absolument les différentes classes des citoyens par rapport à leurs qualités » (1).

De son côté, Montesquieu écrivait en parlant d'une mauvaise sorte d'impôt : « Nous parlerons en passant d'un impôt établi dans quelques Etats sur les diverses clauses des contrats civils. Il faut pour se défendre du traitant de grandes connaissances, ces choses étant sujettes à des discussions subtiles. Pour lors, le traitant, interprète des règlements du Prince, exerce un pouvoir arbitraire sur les fortunes » (2).

(1) DE CONTRAMONT, *Explication des tarifs du contrôle des actes et de l'insinuation*. Introduction.

(2) MONTESQUIEU, Intitulé du chapitre IX, livre XIII de l'*Esprit des Loix*.

Ces plaintes furent exposées également par Malesherbes, lequel prit à partie non seulement les lacunes des lois, mais encore les agissements de la Ferme.

« Votre Majesté, écrivait-il en 1775, dans ses remontrances au nom de la Cour des Aides, saura que tous les droits du contrôle, d'insinuation, de centième denier, qui portent sur tous les actes passés entre les citoyens, s'arbitrent suivant la fantaisie des fermiers ou de leurs préposés, que les prétendues lois sur cette matière sont si obscures et si incomplètes, que celui qui paye ne peut jamais savoir ce qu'il doit, que souvent le préposé ne le sait pas mieux, et qu'on se permet des interprétations plus ou moins rigoureuses, suivant que le préposé est plus ou moins avide, qu'il est notoire que tous ces droits ont eu sous un fermier une extension qu'ils n'ont pas eue sous d'autres. D'où il résulte évidemment que le fermier est le souverain législateur dans les matières qui sont l'objet de son intérêt personnel : abus intolérable et qui ne se serait jamais établi si ces droits étaient soumis à un tribunal quel qu'il fût ; car, quand on a des juges, il faut bien avoir des lois fixes et certaines... un impôt établi sous le spécieux prétexte d'augmenter l'authenticité des actes et de prévenir les procès force souvent vos sujets à renoncer aux actes publics et les entraîne dans des procès qui sont la ruine de leur famille (1). »

(1) *Essai sur la vie, les écrits et les opinions de Malesherbes*, par le comte BOISSY D'ANGLAS, I, 266, cité par LAFERRIÈRE, *Cours de droit public et administratif*, 5^e édit., II, 119.

La Cour des Aides, elle-même, dut reconnaître la légitimité de ces griefs, aussi déclarait-elle « qu'il était nécessaire de venir au secours d'un peuple opprimé par cette monstrueuse régie ».

Toutes ces protestations furent d'ailleurs vaines, les abus signalés par Malesherbes et reconnus par la Cour des Aides n'en continuèrent pas moins. On retrouve en effet les mêmes doléances vingt ans après dans l'*Extrait des instructions sur diverses questions relatives au droit de contrôle, d'insinuation, et de centième denier*, composé par Dupin, avocat au Parlement et publié en 1787, au nom des Etats du Languedoc qui l'en avaient chargé.

« Pendant que les redevables restent dans l'ignorance, la sécurité et l'inertie, écrit Dupin, la Ferme veille sans cesse à la conservation, à la bonification des droits, on peut le dire, à leur extension. On tient des registres exacts de tous les actes qui se contractent, une multitude d'agents les vérifient successivement, l'omission la plus légère est immanquablement relevée, et l'usage est de forcer en recette les contrôleurs que l'on trouve ou que l'on croit trouver en défaut. La crainte du forçement rend la perception plus rigoureuse, le doute le mieux fondé ne saurait plus arrêter les commis, ils perçoivent, sauf à restituer ; la restitution n'est pas poursuivie, tantôt parce que l'impôt est modique, tantôt et le plus souvent, faute de savoir qu'elle est exigible. Les abus, à force de se multiplier, se consacrent et acquièrent

une sorte d'autorité qui n'en impose pas moins aux receveurs qu'aux redevables (1). »

Un arrêt du Conseil rendu par Louis XVI le 4 janvier 1780, avait cependant ordonné que la perception des droits de contrôle, insinuation et autres droits rattachés, réunie à celle de domaine royal proprement dit, serait confiée à une compagnie intéressée formée sous le nom d'administration générale du domaine et des droits domaniaux.

Ce mode d'administration était le plus avantageux qu'il parut possible d'établir alors, l'intérêt des administrateurs dans les produits n'étant pas assez grand pour qu'ils missent dans la perception, la rigueur dont on avait accusé les fermiers et il l'était assez pour qu'ils veillassent à ce que le Trésor ne perdît rien des droits qui lui seraient acquis.

C'est d'ailleurs ce système qui, au fond, fut maintenu par l'Assemblée constituante quand elle organisa, par la loi des 16 et 18-27 mai 1791 « La Régie des droits d'enregistrement et autres y réunis » qu'elle rattacha directement à l'Etat en qualité d'administration publique. Cette régie bénéficiait d'une remise générale qu'elle répartissait entre tous ses préposés. Ce système de régie intéressée subsista jusqu'à l'ordonnance royale du 17 mai 1817. Depuis lors, un traitement fixe a été attribué aux employés supérieurs de l'administration, les remises

(1) Dalloz, rep. V^o *Enregistrement*, n^o 20. — STOURM, *Les finances de l'ancien régime*, I, 398.

n'ont été conservées qu'au premier degré de la hiérarchie pour les receveurs.

Quoi qu'il en soit, la réforme de 1780 ne supprima point les abus, puisque en 1787 Dupin les faisait ressortir avec beaucoup de vigueur et de talent dans l'ouvrage que nous avons cité ci-dessus.

Presque tous les cahiers de bailliages rédigés en vue des Etats-Généraux exposent ces abus et demandent la suppression tant de la Ferme que des impôts dont le recouvrement lui était confié.

Déjà, dans la nuit du 4 août 1789, la suppression des droits féodaux avait été proclamée. L'Assemblée constituante, cédant à la poussée d'idées généreuses de liberté qui caractérise le commencement de la Révolution, décida l'abolition de tous les droits que nous avons étudiés et dont la multiplicité était déjà une calamité. L'impôt nouveau qui succéda aux anciens droits fut constitué sous une seule forme et sous un seul nom. La perception fut simplifiée, et ce fut autant que possible par un système nouveau que l'Assemblée s'efforça d'aboutir au même but de productivité d'impôt et de protection des intérêts particuliers.

CHAPITRE VI

APPARITION DE L'ENREGISTREMENT ET DES IMPÔTS DE MUTATION SOUS LEUR FORME ACTUELLE

Cette réforme fut réalisée par la loi des 5, 19 déc. 1790, intitulée « Décret relatif au droit d'enregistrement des actes civils et judiciaires et des titres de propriété ».

L'art. 1 s'exprimait ainsi : « A compter du 1^{er} fév. 1791 les droits de contrôle des actes et des exploits, insinuations ecclésiastiques et laïques, centième denier des immeubles, ensaisinement, scel des jugements, tous les droits de greffes, les droits réservés sur les procédures lors de la suppression des offices de tiers référendaires, contrôleurs des dépens, vérificateurs des défauts, receveurs des épices et amendes, le sceau des actes des notaires, le droit de sceau en Lorraine, celui de bourse commune des huissiers de Bretagne, les 4 deniers pour livre du prix des ventes de meubles, les droits d'amortissement, de nouvel acquêt et usage, seront abolis. »

« La formalité de l'insinuation sera donnée aux actes qui exigent la publicité ainsi qu'il est prescrit par l'art. 24

du décret de l'Assemblée nationale des 6 et 7 septembre 1790. »

A la place des formalités supprimées, l'art. 2 instituait une formalité nouvelle et unique, appelée enregistrement, à laquelle étaient astreints les actes des notaires, les exploits d'huissiers, les actes judiciaires, et, dans certains cas prévus à l'art. 11, les actes sous signatures privées.

L'accomplissement de la formalité donnait lieu à la perception d'un droit calculé suivant la nature de l'acte.

Les actes soumis au tarif étaient divisés en 3 classes (art. 3). La première classe comprenait les actes dont les objets avaient une valeur déterminée et dont il résultait immédiatement transmission, attribution, obligation ou libération. Ces actes payaient un droit proportionnel à la valeur de leur objet et gradué de 5 sous à 4 livres pour 100 livres (art. 4).

Dans la deuxième classe, entraient les actes dont les objets n'étaient pas évalués, soit parce que cette évaluation dépendait des circonstances éventuelles, soit parce qu'il n'y avait pas lieu de l'exiger, tels étaient les contrats de mariage, les testaments, les dons mutuels, les dispositions de biens à venir et de dernière volonté, même les dispositions éventuelles stipulées par des actes entre vifs. Le droit d'enregistrement de ces actes devait être payé à raison du quinzième du revenu des contractants ou testateurs, ce revenu étant évalué d'après la cote d'habitation dans la contribution personnelle sans

que le droit pût être moindre de 30 sous. C'étaient, somme toute, les mêmes principes qui réglementaient le droit progressif en matière de contrôle à cette différence près que c'était la fortune et non plus la dignité de la personne qui servait de base à l'échelle de progression.

Venait enfin une troisième classe d'actes englobant tous les actes de formalité ou de précaution, les actes préparatoires, ceux qui concernaient l'introduction ou l'instruction des instances, ceux qui ne contenaient que l'exécution, le complément ou la consommation des conventions antérieures passées en forme d'actes publics dont les droits auraient été payés sur le pied de la première classe, les donations éventuelles d'objets déterminés, et généralement tous les actes non compris dans les deux classes précédentes (art. 3 *in fine*).

Le droit d'enregistrement de ces actes de troisième classe consistant dans une somme fixe pour chaque espèce depuis 5 sous jusqu'à 12 livres, suivant le degré d'utilité qui en résultait et conformément aux différentes sections de la troisième partie du tarif qui était annexé à la loi.

L'art. 7 déterminait la façon dont devait s'accomplir la formalité.

« L'enregistrement se fera en rappelant sur le registre à ce destiné, par extrait et dans un même contexte, toutes les dispositions que l'acte contiendra. »

Les actes des notaires devaient être enregistrés dans les dix jours, quand le notaire résidait dans le même lieu

que le receveur, sinon dans les vingt jours. Pour les exploits d'huissier, le délai était réduit à quatre jours.

La sanction du défaut d'enregistrement était la nullité pour les exploits d'huissier. Pour les actes des notaires, ils ne valaient que comme actes sous signatures privées s'ils n'étaient pas enregistrés, le notaire était responsable de cette situation à l'égard des parties. L'enregistrement pouvait être fait après l'expiration des délais moyennant le paiement du double droit.

Quant aux actes sous signatures privées, tout en les déclarant sujets à la formalité dans le délai de six mois, sous la peine du double droit, la loi voulait que cette peine ne fût appliquée que dans deux cas : celui où le nouveau possesseur produirait son titre en justice et celui où il l'énoncerait dans un acte authentique (art. 11 et 33). C'était, en somme, faire de l'enregistrement des actes sous signatures privées, translatifs de propriété ou d'usufruit une formalité facultative pour les nouveaux possesseurs.

Avec l'unification des droits et la réglementation libérale de la perception, ce qui caractérise encore la loi de 1790, c'est la préoccupation du législateur de soustraire les particuliers et même les officiers publics à toute inquisition de la part du fisc.

Comme il fallait cependant un moyen de contrôle, les notaires, huissiers et greffiers furent astreints comme à l'époque de la Ferme, à la tenue d'un répertoire dont les

préposés de la régie pouvaient prendre connaissance (art. 14, art. 17).

Dans le décret et adresse aux Français du 24 juin 1791 (1). L'Assemblée nationale s'exprimait d'ailleurs ainsi au sujet de cette loi de 1790, dont le projet fut, paraît-il, l'œuvre de Talleyrand.

« Quoique les droits d'enregistrement ne soient en proportion qu'avec la circulation des capitaux, au lieu de l'être avec les revenus, l'Assemblée nationale a cru néanmoins pouvoir les admettre dans le nouveau système de finances à côté des contributions régulières, parce qu'ils n'exigent pas que le percepteur aille troubler la paix du citoyen et qu'ils donnent au contraire au citoyen, motif et intérêt d'aller chez le percepteur dont il reçoit un service public, utile pour assurer la date des actes qui constatent ses propriétés et pour donner à ses actes une authenticité plus grande, de sorte que ces droits unissent à une imposition une fonction de magistrature que l'on paie seulement plus qu'elle ne vaudrait par elle-même, afin d'établir sur l'excédent du salaire de ses agents une recette nationale qui atteigne les capitalistes, qui ne porte presque pas sur les citoyens les plus indigents, et qui diminue d'autant les autres contributions publiques. »

Telle fut l'apparition dans notre organisation fiscale de la formalité de l'Enregistrement.

Malheureusement, l'Assemblée nationale avait trop

(1) *Collection Baudoin*, p. 404 et 405.

fait crédit au civisme et à l'intérêt bien entendu des citoyens « régénérés » pour assurer la sincérité des déclarations faites aux préposés de la régie. Bien que la loi de 1790 ait conservé l'institution des répertoires et le droit de communication accordé autrefois aux employés de la Ferme, elle les réglementa de façon libérale et généreuse pour éviter l'inquisition et l'arbitraire à tel point que la fraude trouva la porte ouverte et que les recettes du Trésor diminuèrent de façon considérable.

Certains auteurs ont violemment reproché ces mécomptes à l'Assemblée nationale. M. Stourm s'est montré particulièrement sévère.

« Il faut bien reconnaître, dit-il, après avoir étudié et rapproché les textes, que la loi du 19 décembre 1790 suivit les yeux fermés la même route que l'Ancien Régime. Nous serions loin de la blâmer d'avoir continué les traditions du passé en dépit de ses efforts pour le dissimuler, si elle avait au moins respecté les précédents et tenté de les utiliser dans le sens du progrès. Mais, au contraire, elle rétrograda. Elle ne remit en vigueur les règlements antérieurs que pour les affaiblir ; elle ne copia l'ancienne législation que pour la modifier partiellement de la manière la plus défavorable aux perceptions : elle détruisit l'expertise, interdit la recherche des mutations d'immeubles verbales ou sous seing privé, régla les droits d'après le revenu présumé des parties, réduisit les pénalités et leur enleva toute sanction, etc., en un mot, elle désorganisa une administration jusque là prospère. »

Nous ne pouvons nous associer à ces critiques qui nous semblent faites en se plaçant à un point de vue exclusivement fiscal. Il ne faut pas oublier en effet que l'Assemblée nationale eut tout au moins l'honneur de faire disparaître la multiplicité des impôts et le mode de recouvrement qui avaient soulevé tant de critiques à la fin de l'ancien régime. On ne saurait d'autre part lui tenir par trop rigueur d'avoir, dans une pensée libérale et généreuse, supprimé nombre de moyens d'investigation, dont l'application avait donné lieu à tant d'abus à l'époque de la Ferme.

Evidemment, il fallut compléter bientôt l'œuvre de la Constituante et la corriger au point de lui faire perdre son caractère primitif de libéralisme, mais n'est-ce pas là le sort des lois novatrices, des lois de réaction ?

En tous cas, et en nous plaçant au point de vue particulier de cette étude, il n'en reste pas moins certain que c'est de la loi de 1790 que date l'organisation de l'enregistrement et des impôts de mutation.

Sans doute, la charte de l'enregistrement n'est pas la loi de 1790, c'est comme nous le verrons bientôt, la loi du 22 frimaire an VII, mais il n'en reste pas moins certain que la loi de 1790 fut un progrès immense à raison même de l'unification des formalités et des impôts et de l'organisation libérale du recouvrement des taxes nouvelles.

D'ailleurs, devant le déficit des recettes du Trésor, le législateur ne tarda pas à se raviser. Sous prétexte de compléter la loi de 1790 et d'en assurer l'exécution, on en

modifia les principes par des dispositions nouvelles, dont quelques-unes peuvent sans doute être considérées comme purement complémentaires, mais dont plusieurs furent conçues dans un esprit tout à fait opposé à celui de la loi de 1790 (1).

Il y eut tout d'abord toute une série de lois et de décrets qui vinrent réglementer des points spéciaux omis par la loi de 1790. C'est ainsi que le décret du 24 août 1792 soumit tous les effets publics au porteur à l'impôt du cinquième et qu'un autre décret des 27-31 août 1792 assujettit à l'enregistrement les effets publics au porteur. Ces textes ne font guère que compléter et expliquer la loi de 1790.

Il n'en est plus de même de certaines autres dispositions législatives qui s'inspirent de principes nettement différents de ceux de la loi de 1790.

Telle est la loi du 9 pluviôse an IV (29 janvier 1796), qui se proposa de mettre en proportion avec leur valeur réelle les paiements qui se faisaient en assignats.

« Le Conseil, lisons-nous dans le préambule de cette loi, considérant que les droits d'enregistrement doivent être mis en rang des principales ressources, et envisagés comme une des parties les plus importantes des revenus de la République ; que cette contribution assise sur des fortunes réelles, est d'autant plus juste en soi que la formalité dont elle est le prix intéresse les propriétés privées

(1) DALLOZ, *Rep. gén. V^o Enreg.*, n^o 23.

et qu'elle fortifie et tend à en conserver les titres ; que portée au taux où elle doit s'élever, elle deviendra un des plus sûrs moyens de rétablir l'équilibre entre les recettes et les dépenses de l'Etat ; mais que, ces droits étant au-dessous d'une juste proportion, eu égard aux actes, mutations et valeurs sur lesquels ils se perçoivent d'après les quotités fixées par le tarif annexé à la loi des 5, 19 décembre 1790, et le paiement en étant fait en assignats valeur nominale, excepté pour les actes dont les prix sont stipulés en numéraire métallique, il est instant de faire cesser cette disproportion, et de rendre au Trésor public le produit réel dont il est privé aujourd'hui. »

Le même principe de productivité fiscale inspira la loi du 14 thermidor an VI qui fut rendue nécessaire par la création des mandats territoriaux remplaçant les assignats dans la circulation.

Cette loi posant en principe la nécessité de rendre les droits d'enregistrement profitables au Trésor public par une perception réelle, fixa divers tarifs autrement qu'ils ne l'avaient encore été et établit quelques règles d'évaluation. Elle est remarquable en ce qu'elle fit produire un effet rétroactif à plusieurs de ses dispositions (1).

Le retour aux maximes de l'ancienne ferme se manifeste de façon encore plus nette dans la loi du 9 vendémiaire, an VI (30 septembre 1797), dont le titre 2 s'occupe de l'enregistrement. Les tarifs sont encore

(1) DALLOZ, *loc. cit.*, n° 25.

modifiés, on trace de nouvelles règles d'évaluation, l'expertise est admise pour prouver l'insuffisance des évaluations, les mutations par acte sous seing privé sont soumises à l'enregistrement dans un délai déterminé, les contre-lettres sont atteintes, enfin on crée les présomptions légales de mutation. L'art. 30 décidait que tout acte sous seing privé translatif de propriété ou d'usufruit d'immeubles serait soumis à la formalité de l'enregistrement dans les trois mois de sa date à peine du triple droit, même dans le cas où il ne serait ni produit en justice ni énoncé dans un acte public. L'art. 33 allait même plus loin : il assujettissait virtuellement à l'impôt les transmissions verbalement consenties puisqu'il autorisait l'Administration à prouver l'existence des mutations secrètes, soit par les paiements faits d'après les rôles de la contribution foncière, soit par des baux passés par le nouveau possesseur, soit enfin par des transactions ou tous autres actes constatant sa propriété ou sa jouissance.

C'est donc avec raison que la Cour de cassation a pu dire que la loi du 9 vendémiaire, an VI, avait rendu toute leur vigueur aux règles anciennes et régularisé en les reproduisant, les dispositions des édits qui soumettaient à l'impôt, dans un délai de rigueur, les mutations d'immeubles quoique opérées par des actes sous seing privé ou par des conventions verbales (1).

(1) Cass, 9 novembre 1811; SEREY, *Chrono.*, II, 3-408 p.

La multiplication des dispositions venant compléter et même défigurer la loi de 1790, fit bientôt apparaître la nécessité d'une loi nouvelle constituant en quelque sorte le code de l'enregistrement.

Cette loi nouvelle fut la loi du 22 frimaire, an VII, qui, dans la séance du 6 fructidor, an VI, fit l'objet d'un rapport au Conseil des Cinq-Cents par Duchatel (de la Gironde) au nom de la Commission des finances.

Ce rapport fait clairement ressortir le but poursuivi par le législateur d'augmenter la productivité de l'impôt :

« Représentants du peuple, vous savez que les droits d'enregistrement tiennent la première place parmi les contributions indirectes et qu'ils sont au rang des plus importantes ressources de la République. L'enregistrement n'est pas seulement un impôt, sa formalité a aussi un but moral et qui intéresse la société tout entière : il doit donc fixer l'attention du législateur sous l'un et sous l'autre rapport.

« Ces droits substitués à ceux du contrôle, de l'insinuation, du centième denier, du petit scel, des greffes, petits greffes et droits réservés furent créés par la loi du 19 décembre 1790. Un tarif nouveau et dégagé d'une foule de dispositions bizarres qui formaient précédemment un labyrinthe où les initiés eux-mêmes avaient beaucoup de peine à se conduire, jeta un premier jour sur cette partie. Mais cet élan vers un meilleur ordre de choses se faisant du fond des vieilles maximes et du

cercle de la routine, il était difficile de présenter un ouvrage qui en fût entièrement dégagé. On crut cependant y être parvenu, parce que l'on avait fait un grand changement. Cette confiance était trop entière. L'expérience qui donne toujours les plus sûres et les meilleures leçons, a démontré qu'il y a des omissions essentielles dans la loi et le tarif de 1790 ; que beaucoup de dispositions sont obscures, que d'autres sont d'une exécution très difficile et qu'il s'en trouve même de contraires aux principes de l'égalité. On y trouve aussi quelques empreintes du génie fiscal qui, par un abus de mots et suivant une logique toute particulière, distingue entre les objets de même nature, suppose ce qui n'existe pas et tire parti de ses propres conjectures.

« On a cherché à faire disparaître ces défauts par des lois interprétatives ou additionnelles, mais l'on n'a pas atteint le but, parce que l'on a opéré d'après les bases existantes. Ces lois partielles n'ont pu, dès lors, avoir la clarté que l'on désirait, et elles n'ont fait que surcharger la mémoire du percepteur, et, en quelque sorte, accroître les difficultés au lieu d'aplanir celles qui résultaient de l'imperfection de la loi de 1790.

« L'enregistrement est donc loin encore du degré qui lui est assigné par sa nature ; il faut donc lui donner de meilleures bases, pour le porter, sinon à la perfection, car l'homme se flatterait en vain d'élever jusque-là son ouvrage, au moins vers le mieux possible.

« Pour parvenir le plus sûrement à ce dernier but, il

convient d'abroger toutes les lois qui ont été rendues successivement sur cette partie et de leur en substituer une qui soit fondée sur les principes de l'égalité, qui atteigne indistinctement toutes les fortunes, et qui, dégagée de difficultés, puisse apprendre au redevable ce qu'il doit, et au percepteur ce qui est dû. »

Après cet exposé, quelque peu pompeux suivant l'usage de l'époque, le rapporteur développait son plan. Le droit fixe et le droit proportionnel étaient conservés avec ce principe « que tout ce qui n'oblige, ne libère, ni ne transmet, ne peut donner lieu au droit proportionnel ».

Mais ce que l'on escomptait surtout c'était la productivité des taxes, et le rapporteur disait :

« Si son plan est adopté avec ses bases et moyens, la Commission n'a rien exagéré lorsqu'elle vous a annoncé que l'enregistrement pouvait être compté pour 80 millions dans les revenus publics. Je le porterai au delà sans crainte d'erreur, car j'estime qu'il procurera une augmentation de 20 millions par an.

.

« Représentants du peuple, la plus grande et la plus juste impatience se manifeste à l'occasion des finances. On demande de toutes parts que l'on cesse enfin de se traîner avec des expédients qui ne suffisent à aucun service et qui en laissent plusieurs dans le plus affligeant abandon. Privé de la circulation qui lui donne et qui lui entretient la vie, le corps politique souffre et se dessèche ; et cependant dans quel autre pays du monde y a-t-il

des ressources plus réelles et plus durables pour conserver sa force ? Nous vous offrons, par notre projet, de grands moyens d'améliorer les revenus de l'Etat. Ils s'évanouissent, si des considérations particulières peuvent en faire rejeter les bases. Mais la Commission qui vous les propose avec confiance a d'autant plus d'espoir de vous les voir accueillir, qu'elle sait combien vous avez à cœur de fournir au Trésor national les fonds nécessaires pour mettre le Gouvernement à même de frapper le dernier coup aux ennemis de la République, et pour acquitter enfin la nation envers ses rentiers et pensionnaires, dont la position est si digne d'intérêt et de votre sollicitude. Les droits d'enregistrement, organisés selon notre projet, contribueront à vous procurer ces jouissances que vous recherchez depuis si longtemps, et à vous donner aussi la satisfaction de soulager les propriétaires par une diminution sur la contribution foncière. Enfin, vous aurez droit d'attendre que le peuple, loin de se plaindre de la loi que vous aurez rendue, ni des mesures que vous aurez prises pour assurer son entière exécution, la regardera comme un acte de justice et d'utilité générale. »

Ce projet fut vivement attaqué par tous ceux qui étaient restés attachés aux tendances libérales de la loi de 1790 et qui ne considéraient la productivité des taxes que comme un accessoire et non comme le but principal de la formalité.

Ce ne fut qu'avec beaucoup de difficultés que le pro-

jet fut admis au Conseil des Anciens. Il fut combattu comme contenant une foule de dispositions obscures, contradictoires, injustes, vexatoires, contraires aux notions élémentaires du droit, et forçant, en quelque sorte, les citoyens à s'y soustraire par la fraude (1).

Le projet fut néanmoins adopté avec quelques modifications. Il devint la loi du 22 frimaire, an VII, qui constitue encore de nos jours le code de l'enregistrement.

Les critiques n'ont point été ménagées à cette loi sur laquelle MM. Championnière et Rigaud ont porté une appréciation sévère.

« Le caractère du Gouvernement d'alors, écrivent ces auteurs, n'était pas la franchise ; la loi du 22 frimaire, an VII, présente de ces dispositions vagues et à double sens, qui, dans l'impossibilité de supposer le législateur malhabile, accusent ses intentions et lui prêtent une arrière-pensée ; cette observation, à l'égard de la loi dont nous parlons, n'est point nouvelle ; elle doit s'offrir à l'esprit lorsqu'on y voit se reproduire en partie des règles suivies sous l'ancien régime, contre lesquelles on s'était si fortement élevé, et dont les funestes effets avaient été si vivement signalés. Le but annoncé de la loi était l'augmentation de l'impôt ; aussi le système de la loi de 1790 se trouve-t-il presque complètement abandonné, pour revenir aux principes anciens que l'on

(1) JOUSSELIN, *Journal des Débats*, Séance du 22 primaire an VII.

savait avoir été plus productifs. Si l'Assemblée constituante avait trop compté sur la bonne foi des contribuables, le législateur de l'an VII, en se proposant de réprimer la fraude, outrepassa le but et la présuma. La fraude présumée de plein droit dans des circonstances qui n'en sont pas une preuve positive, est une disposition injurieuse, même pour les citoyens qu'elle n'atteint pas.

« Sous le rapport des revenus, la loi du 22 frimaire vaut mieux que celle qu'elle abroge ; les tarifs sont plus simples, plus clairs et d'une application plus facile, peut-être aussi plus juste, et c'est un grand point. Mais les principes de la perception sont loin d'être aussi nettement posés ; on y cherche vainement le caractère du droit d'enregistrement, les règles s'y croisent et s'entremodifient ; les exceptions sont presque aussi nombreuses. On y rencontre fréquemment de ces dispositions dont le sens large et indéterminé, rendant possible l'arbitraire de l'interprétation, semblaient destinées à rouvrir la porte à la plupart des doctrines abusives de l'ancien droit.

« Et ce qui devait rendre leur retour inévitable, la perception se trouvait remise aux mains d'une Régie intéressée (art. 26, loi du 27 mai 1791). Aussi les maximes de l'ancien fisc passèrent bientôt dans la jurisprudence du nouveau (1). »

(1) CHAMPIONNIÈRE et RIGAUD, *Traité des droits d'enregistrement*. Introduction, nos 7 et 8.

Ces critiques nous semblent exagérées et trouvent, à notre avis, leur meilleure réfutation dans l'application des principes critiqués, plus d'un siècle après leur mise en vigueur.

D'ailleurs les mêmes auteurs ont porté sur la même loi une appréciation beaucoup moins sévère dans l'Introduction au Dictionnaire.

« La loi, y disent-ils, est simple : habile résumé d'une jurisprudence de plusieurs siècles, peu de modifications suffiraient pour la mettre en harmonie avec les principes du droit nouveau ; elle peut se placer sans désavantage auprès de nos règlements les plus complets : on y trouve moins d'anomalies, moins de lacunes, que dans aucun chapitre du Code civil. Issue, comme lui, du régime coutumier, elle contient moins que lui de ces dispositions incohérentes ou incompatibles avec l'esprit et les bases de nos institutions nouvelles, qui trahissent une origine vainement désavouée en l'inévitable influence du passé. »

Beaucoup plus près de nous, des auteurs nous semblent être tombés dans l'excès contraire et avoir prodigué à la loi de l'an VII des éloges peut-être exagérés. C'est ainsi que les auteurs du *Dictionnaire de l'Enregistrement* écrivent : « La loi du 22 frimaire, an VII, est un chef-d'œuvre, objet d'admiration pour tous les jurisconsultes ; et la preuve manifeste de son excellence, c'est qu'elle est encore la loi organique et fondamentale de l'enregistrement, nonobstant les modifications fréquentes et le plus souvent malheureuses qui y ont été

apportées. Les principes y ont été établis d'une manière si logique et si ferme qu'ils subsistent toujours. Aussi quiconque veut apprendre la science du droit fiscal doit faire de cette loi son étude incessante : on ne la possède jamais assez bien. Il faut revenir sans cesse à ce texte, dont tous les mots portent et sont féconds en conséquences, comme tout ce qui puise son origine dans les traditions d'un lointain passé (1). »

A notre avis, ces éloges sont exagérés ; la loi de l'an VII n'est point un chef-d'œuvre, comme souvent on le dit, elle a de nombreux défauts ; faite hâtivement, elle contient d'explicables obscurités et même de véritables non-sens ; somme toute, elle mérite autant de critiques que d'éloges. Au législateur de l'an VII revient cependant l'honneur d'avoir posé des principes autour desquels il a coordonné les enseignements tirés des pratiques de l'ancienne Ferme. L'ignorance, ou plutôt l'absence des principes, avait été, en effet, une des causes les plus puissantes de la réprobation qui frappait tant les impôts précurseurs de l'enregistrement que les agents chargés d'assurer leur recouvrement. Cette réprobation que nous avons signalée s'expliquait fort bien, car, dans une matière où les principes étaient plus compliqués que pour les autres impôts et, par suite, plus mal connus, l'arbitraire était fatal et l'impossibilité où cette même ignorance mettait les contribuables de contrôler

(1) *Dict. de l'enreg.*, n° 18, édit. 1908.

les perceptions, exagérait les craintes qu'ils avaient d'être les victimes d'exactions (1).

Les promoteurs de la loi du 22 frimaire, an VII, ne se sont dissimulés ni l'impopularité des impôts sur les actes et mutations, ni les causes de cette impopularité, ni les remèdes. Ils voyaient dans l'établissement de principes nets, faciles à appliquer, et rendant aisé pour tout le monde le contrôle des perceptions, le moyen de rendre sinon populaires, du moins tolérables, les droits d'enregistrement et de timbre : et c'est ce qui les avait amenés à poser, dans une formule dogmatique, les bases de la distinction entre le droit fixe et le droit proportionnel, bases que d'ailleurs, ils ont oubliées quelquefois eux-mêmes et que les lois postérieures ont bouleversées (1).

Quoi qu'il en soit, la loi de l'an VII constitue encore de nos jours, la base de notre législation fiscale. Il est vrai que des lois multiples sont venues étendre le champ d'application et même le but de l'enregistrement, mais les principes essentiels n'en subsistent pas moins et, de de nos jours, nous sommes encore régis sur beaucoup de points par des principes issus de l'étude des pratiques et des errements auxquels ont donné naissance les impôts précurseurs de l'enregistrement.

Somme toute, et c'est le but poursuivi dans cette étude, nous croyons avoir montré que l'enregistrement

(1) WAHL, *Droit fiscal*, I, page 2.

(2) WAHL, *loc. cit.*

n'est, aujourd'hui, que la perception améliorée et faite au profit de l'Etat, des droits perçus autrefois, tant par nos anciens rois que par les seigneurs féodaux. Plus que jamais, au contraire, la poursuite de l'intérêt fiscal influence le législateur, et la recherche de l'intérêt des particuliers passe au second plan. Aussi pouvons-nous clore cette étude en constatant qu'à travers les siècles, l'excellence de l'enregistrement et des impôts de mutation, comme moyen fiscal, s'est affirmée dans les civilisations les plus diverses. Il y a là un précédent historique des plus séduisants pour nos législateurs modernes, et nous doutons fort que les théoriciens opposés à l'extension de l'enregistrement réussissent jamais à restreindre le développement, peut-être excessif, d'une institution dont de longs siècles d'expérience ont prouvé, sinon la légitimité, du moins la productivité au point de vue fiscal.

Vu :

Le président de la thèse :

ALBERT WAHL.

Vu :

Le doyen :

P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer

Le vice-recteur

de l'Académie de Paris :

L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

- BOSQUET. — *Dictionnaire raisonné des domaines et droits domaniaux*, Paris, 1782.
- CAGNAT. — *Etude historique sur les impôts indirects chez les Romains*.
- CAILLEMER. — *Le contrat de vente à Athènes*, *Revue de Législation*, 1870-1871.
- CHAMPIONNIÈRE et RIGAUD. — *Traité des droits d'enregistrement*, 1839.
- DE CONTRAMONT. — *Explication des tarifs du contrôle des actes et de l'insinuation*, Paris, 1780.
- CUQ. — *Institutions juridiques des Romains*.
- DARESTE. — *La transcription des ventes en droit hellénique. Nouvelle revue historique de droit français et étranger*, 1884.
- DALLOZ. — *Répertoire*, V^o *Enregistrement*.
- DEMANTE. — *Principes de l'enregistrement*, édit. 1878.
- DUREAU DE LA MALLE. — *Economie politique des Romains*.
- ESMEIN. — *Histoire du droit*, 5^e édit., 1903.
- FERRIÈRES. — *Dictionnaire*, édit. 1779.
- FOURNIER DE FLAIX. — *L'impôt dans les diverses civilisations*, 2 vol.
- FRANCISQUE RENAUD. — *Recherches historiques sur la formalité de l'enregistrement en France, au Moyen Age*. *Revue de Législation*, 1872, t. II.
- FUZIER HERMANN. — *Répertoire*, V^o *Enregistrement*.
- GARNIER. — *Répertoire général d'enregistrement*, 7^e édit.
- GIRARD. — *Droit romain*, édit. 1847.
- GLASSON. — *Précis d'histoire du droit*, 1904.
- GUILLAUMOT. — *L'Egypte, province romaine*.

- GUYOT. — *Traité des matières féodales*.
GUYOT. — *Répertoire de jurisprudence*, édit. 1784.
ISAMBERT. — *Recueil général des anciennes lois françaises*.
LAFERRIÈRE. — *Cours de droit public et administratif*, 4^e édit.
LETRONNE. — *Journal des savants*, 1827-1828.
LOISEL. — *Institutes coutumières*, édit. Dupin, 1846.
LUMBROSO. — *Recherches sur l'Economie politique de l'Egypte*, 1870.
NAQUET (H.). — *Les impôts indirects chez les Romains*, 1875.
NAQUET (E.). — *Traité théorique et pratique d'enregistrement*, 3 vol , 2^e édit., 1899.
Pandectes françaises. — *Répertoire*, v^o Enregistrement.
PETIT. — *Droit romain*, édit. 1892.
POTHIER. — *Traité des fiefs*, 1776, 2 vol.
ROZIÈRE. — *Recueil général des formules usitées dans l'empire des Francs du v^e au x^e*, Paris, 1859, 1871.
RENAULDON. — *Dictionnaire des fiefs*, édit. 1765.
DE SAVIGNY. — *Histoire du droit romain au Moyen Age*, traduction Guenoux, 8 vol., édit. 1855.
DE SERRIGNY. — *Droit administratif romain*, édit. 1862.
SIMAIKA. — *La province d'Egypte*.
STOURM. — *Les finances de l'ancien régime et de la Révolution*.
VAVASSEUR. — *Questions fiscales*.
WAHL. — *Droit fiscal*, 3 vol.

TABLE DES MATIERES

PRÉFACE.....	1
CHAPITRE PREMIER. — L'enregistrement et les impôts de mutation dans l'antiquité.....	5
Section I. — L'enregistrement et les impôts de mutation en Grèce	6
Section II. — L'enregistrement et les impôts de mutation en Egypte	13
§ 1. — Périodes des anciens Pharaons	14
§ 2. — Période des Lagides	16
a) Enregistrement	16
b) Impôts de mutation.....	19
§ 3. — Période de la conquête romaine	23
Section III. — L'enregistrement et les impôts de mutation à Rome	23
§ 1. — Impôts de mutation	23
§ 2. — Enregistrement. Insinuation	31
Fonctionnaires compétents pour recevoir l'insinuation.....	37
CHAPITRE II. — L'enregistrement et les impôts de mutation en Gaule et en France jusqu'au xve siècle	44
Section I. — Enregistrement	44
§ 1. — Gaule et royaume franc	44
§ 2. — Moyen Age.....	63
Section II. — Impôts de mutation	77
CHAPITRE III. — Des droits féodaux	81
Droit de relief ou de rachat	83
Aliénation des fiefs. Droit de quint	87
Droit de quint et requint	90

Censives.....	91
Lods et ventes.....	92
Ensaisinement	93
Amortissement	94
a) Droit d'amortissement	100
b) Droit d'indemnité	101
c) Homme vivant et mourant	103
d) Caractères du droit d'amortissement	104
Droit de nouvel acquêt	106
Droit de franc fief.....	108
CHAPITRE IV. — L'enregistrement et les impôts de muta- tion sous la Monarchie du xv ^e au xviii ^e siècle	114
Section I. — L'insinuation	115
Section II. — Le droit de contrôle	132
a) Contrôle des actes des notaires	133
b) Contrôle des actes sous seing privé.....	139
c) Contrôle des exploits des huissiers	142
Section III. — Le droit de centième denier	145
Section IV. — Le droit de sceau.....	151
Section V. — L'insinuation et le contrôle dans la ville de Paris	154
§ 1. — Insinuation	154
§ 2. — Contrôle.....	155
Section VI. — Organisation de la ferme.....	158
CHAPITRE V. — Critiques adressées à l'organisation du con- trôle, de l'insinuation et des droits joints	161
CHAPITRE VI. — Loi de 1790. Apparition de l'enregistre- ment et des impôts de mutation sous leur forme actuelle.	177
BIBLIOGRAPHIE	187

